

**COMITÉ PERMANENT INTER-  
ETATS DE LUTTE CONTRE LA  
SÉCHERESSE DANS LE SAHEL**

**B.P. 7049 OUAGADOUGOU**

**1. TEL. 30.67.58/59**

**PERMANENT INTERSTATE  
COMMITTEE FOR DROUGHT  
CONTROL IN THE SAHEL**

**FAX: 30.67.57**

**TELEX: 5263 COMITER**

*Cilss*

**MISSION CIRCULAIRE D'ANIMATION DU CILSS**

**RAPPORT GÉNÉRAL**

**Juillet 1996**

# Sommaire

<b>I. PRÉSENTATION DE LA MISSION .....</b>	<b>1</b>
A. OBJET DE LA MISSION .....	1
B. DÉROULEMENT DE LA MISSION .....	1
<b>II. RAPPELS SUR LES GRANDES ÉTAPES DE LA RESTRUCTURATION DU CILSS .....</b>	<b>3</b>
A. PRÉSENTATION .....	3
B. DISCUSSIONS .....	4
<b>III. MISE EN PLACE DES ACTIVITÉS DANS LES ÉTATS .....</b>	<b>7</b>
A. PROGRAMME D'ACTIVITÉS DES PROJETS .....	7
1. Fluidification des Échanges et de Rapprochement des Politiques (FERAP) .....	7
2. Projet Régional de Réflexion Stratégique sur la Sécurité Alimentaire Durable (PRORES) .....	10
3. Prévention et Gestion des Crises (PREGEC) .....	12
4. Promotion des Produits Locaux (PROCELOS) .....	13
B. SAHEL 21 / TRANSFORMATIONS DE L'AGRICULTURE .....	15
1. Présentation .....	15
2. Discussions .....	17
C. MISE EN PLACE DU GROUPE DE TRAVAIL SÉCURITÉ ALIMENTAIRE .....	18
<b>IV. RÉSULTAS DE LA MISSION PAR PAYS .....</b>	<b>20</b>
A. MALI .....	20
1. Mise en place du groupe de travail sécurité alimentaire .....	20
2. Programme d'activité Sahel 21 / transformations de l'agriculture .....	20
3. Programme d'activité des projets .....	20
4. Rencontres spécifiques .....	22
5. Conclusions .....	23
B. CAP-VERT .....	23
1. Audience avec le président de la république .....	23
2. Séance de travail avec les autorités ministérielles .....	24
3. Séance de travail avec le Comité National du CILSS .....	25
4. Plénière de présentation générale .....	25
5. Travaux en commissions .....	25
6. Mise en place du groupe de travail sécurité alimentaire .....	25
7. Programme d'activité Sahel 21 / transformations de l'agriculture .....	26
8. Programme d'activité des projets .....	26
9. Rencontres spécifiques .....	29
10. Conclusions .....	30
C. SÉNÉGAL .....	30
1. Plénière de présentation générale .....	30
2. Travaux en commissions .....	31
3. Mise en place du groupe de travail sécurité alimentaire .....	31
4. Programme d'activité Sahel 21 / transformations de l'agriculture .....	32
5. Programme d'activité des projets .....	33
6. Rencontres spécifiques .....	35
7. Conclusions .....	41
D. GAMBIE .....	41
1. Plénière de présentation générale .....	41
2. Commission 1: Sahel 21 / transformations de l'agriculture .....	41
3. Commission 2: .....	43
4. Mise en place du groupe de travail sécurité alimentaire .....	46
5. Rencontres spécifiques: .....	46
6. Conclusions générales .....	47
E. MAURITANIE .....	48
1. Plénière de présentation générale .....	48

2. Travaux en commissions .....	48
3. Deuxième plénière .....	48
4. Mise en Place du Groupe de Travail Sécurité Alimentaire .....	48
5. Sahel 21/Transformation de l'Agriculture .....	49
6. Programme d'activité des projets .....	51
7. Rencontres spécifiques .....	55
8. Conclusion Générale .....	57
F. GUINÉE BISSAU .....	57
1. Plénière de Présentation Générale .....	57
2. Travaux en Commissions .....	57
3. Deuxième Plénière .....	57
4. Mise en Place du Groupe de Travail Sécurité Alimentaire .....	57
5. Sahel 21/Transformation de l'Agriculture .....	59
6. Programme d'activité des projets .....	61
7. Rencontres Spécifiques .....	65
8. Conclusion Générale .....	66
G. NIGER .....	67
1. Plénière de présentation générale .....	67
2. Travaux en commissions .....	70
3. Deuxième plénière .....	70
4. Mise En Place Du Groupe De Travail Sécurité Alimentaire .....	70
5. Sahel 21/ Transformation de l'Agriculture .....	70
6. Programme d'activité des projets .....	74
7. Rencontres spécifiques .....	77
8. Conclusion Générale .....	80
H. BURKINA FASO .....	80
1. Allocution d'ouverture .....	80
2. Présentation générale .....	80
3. Travaux en commissions .....	81
4. Deuxième plénière .....	82
5. Mise En Place Du Groupe De Travail Sécurité Alimentaire .....	82
6. Commission Sahel 21 / transformations de l'agriculture .....	82
7. Programme d'activité des projets .....	87
8. Rencontres spécifiques .....	92
9. Conclusion Générale .....	92
I. TCHAD .....	92
1. Plénière de présentation générale .....	93
2. Travaux en commissions .....	94
3. Deuxième plénière .....	94
4. Rencontres spécifiques .....	94
5. Commission Sahel 21 / transformations de l'agriculture .....	95
6. Commission projets .....	98
7. Mise En Place Du Groupe De Travail Sécurité Alimentaire .....	106
8. Conclusion Générale .....	106
V. CONCLUSIONS .....	107
A. REMARQUES GÉNÉRALES .....	107
B. CONCLUSIONS THÉMATIQUES .....	108
1. FERAP .....	108
2. PRORES .....	109
3. PROCELOS .....	109
4. PREGEC .....	110
5. Sahel 21 / Transformations de l'agriculture .....	110
6. Mise en place du groupe de travail Sécurité Alimentaire .....	111
C. PERSPECTIVES D'AMÉLIORATION .....	111

**COMITÉ PERMANENT INTER-  
ETATS DE LUTTE CONTRE LA  
SÉCHERESSE DANS LE SAHEL**

**B.P. 7049 OUAGADOUGOU**

**1. TEL. 30.67.58/59**

**PERMANENT INTERSTATE  
COMMITTEE FOR DROUGHT  
CONTROL IN THE SAHEL**

**FAX: 30.67.57**

**TELEX: 5263 COMITER**

*Cilss*

**MISSION CIRCULAIRE D'ANIMATION DU CILSS**

**RAPPORT GÉNÉRAL**

**Juillet 1996**



## I. PRÉSENTATION DE LA MISSION

Le CILSS a exécuté pendant les mois de mars et avril la phase II de la mission circulaire<sup>1</sup> de sensibilisation de ses Etats-membres. Sous la coordination du conseiller Sécurité Alimentaire, elle était composée des chefs de projets, d'assistants techniques et de représentants du Club du Sahel. Les participants se sont relayés en fonctions des pays visités (voir la liste jointe en annexe).

### A. Objet de la mission

Elle avait pour objectif de:

- Appuyer les comités nationaux CILSS et leurs secrétaires permanents dans l'élaboration de leurs programmes de travail conjoints pour l'année 1996;
- Constituer les groupes nationaux de travail « sécurité alimentaire »;
- Implanter les projets constitutifs du programme majeur politiques de sécurité alimentaire (PM/SA): présentation, identification des répondants, lancement d'actions spécifiques...
- Implanter dans chacun des pays visités le programme de réflexion sur l'avenir du Sahel au sein de l'Afrique de l'ouest;
- Contribuer aux réflexions et à l'identification de projets au niveau national.

### B. Déroulement de la mission

Dans chaque pays, la mission s'est déroulée en quatre phases:

- une première plénière de présentation des activités du CILSS pour l'année en cours; Elle avait pour objectif de rappeler les grandes étapes de la restructuration du CILSS, de la mise en oeuvre du plan triennal 1995-1997 et de la définition du processus de réflexion stratégique. Dans chaque pays, le Conseiller en Sécurité alimentaire du CILSS a alors présenté l'objet de la mission et les grandes lignes du programme Sahel 21/Transformations de l'agriculture. Puis les chefs de projets ont tour à tour présenté leurs projets et décliné les grandes lignes d'actions à mener avec la partie nationale en 1996. Ces réunions ont été introduites et présidées par les autorités politiques des pays visités.
- Des travaux en ateliers qui avaient pour objectif de formuler des propositions concrètes en matière de constitution de groupes de travail Sécurité Alimentaire, d'implantation des projets et de lancement d'activités. Selon l'intérêt des participants, les commissions étaient au nombre de deux ou trois selon les pays. Dans tous les cas, une commission se penchait spécifiquement sur l'exercice Sahel 21 / transformations de l'agriculture. Selon les cas, les projets ont travaillé tous ensemble ou regroupés entre FERAP et PROCELOS d'une part, PRORES et PREGEC d'autre part;
- Une restitution en plénière permettant de faire les points sur les travaux des ateliers;

<sup>1</sup>

La première a eu lieu en septembre et octobre 1995, réalisée par Madame CISSE Mariam K SIDIBE, Secrétaire Exécutif en compagnie de ses conseillers en sécurité alimentaire et en gestion des ressources naturelles / lutte contre la désertification.

- Parallèlement, une série de rencontres auprès des autorités politiques, des services de l'Etat, des bailleurs de fonds et de différents partenaires ont été entrepris pour approfondir les thèmes exposés et susciter les collaborations;

## II. RAPPELS SUR LES GRANDES ÉTAPES DE LA RESTRUCTURATION DU CILSS

### A. Présentation

L'institution est née pendant la grande sécheresse de 1973, avec pour premier objectif de sensibiliser la communauté internationale sur le fait sahélien. Cet objectif a été largement atteint, avec l'appui du Club du Sahel, avec lequel le CILSS a développé un type de coopération particulier avec ses partenaires: mobilisation de la communauté internationale, réflexion sur les contraintes et les stratégies et politiques.

Ce n'est qu'à partir de 1980 que des problèmes plus structurels l'ont amené à la nécessité de travailler plus sur les stratégies et les politiques. L'échec des tentatives d'intégration par le haut a amené le CILSS à réfléchir aux stratégies d'intégration par le bas, à travailler par sous espaces afin de mieux apprécier le contenu des filières pour construire pas à pas le rapprochement des États.

Mais l'engouement des partenaires les a amenés à proposer une prolifération de projets que le CILSS ne savait refuser. Il s'en est suivi une crise de croissance, dû à un large déficit de planification: le CILSS n'avait pas de cadre d'orientation, et avait tendance à accepter d'exécuter toute proposition qui lui amenait de l'argent, créant ainsi de lourdes charges récurrentes.

Cette crise dans la gestion financière a amené l'institution à lancer d'elle même le PRRD<sup>2</sup>. Le CILSS ne devait pas tout faire, mais se centrer là où il a des avantages comparatifs. La restructuration a donc permis de redéfinir son mandat autour de la recherche de sécurité alimentaire, de lutte contre la désertification dans une perspective d'intégration régionale et de développement durable.

La restructuration doit permettre de mieux planifier avec les plans triennaux et le cadre d'orientation décennal.

Le CILSS cherche aujourd'hui à se rapprocher des États et à tenir davantage compte de leurs préoccupations dans un contexte en évolution rapide:

- ♦ La croissance démographique, et surtout son rythme;
- ♦ Le déséquilibre structurel entre croissance démographique et croissance du PIB;
- ♦ L'urbanisation;
- ♦ Les mouvements de population (des pays enclavés vers la côte);
- ♦ Les politiques d'intégration régionale;
- ♦ La mondialisation de l'économie (interdépendance)
- ♦ La saturation des bonnes terres, et les cultures de plus en plus courantes des terres marginales;
- ♦ Le développement des interdépendances, entre villes et campagnes, entre pays, avec la région ouest africaine;
- ♦ Les infléchissements des rapports entre l'État et la société civile;
- ♦ La modification du rôle économique et social de l'agriculture.
- ♦ La nouvelle gouvernance va entraîner de profondes modifications des rapports de production et une implication de la société civile dans la prise de décisions.

Ces préoccupations sont déclinées en programmes, caractérisés par des objectifs et des résultats à atteindre, mis en oeuvre par les projets.

D'un point de vue organisationnel, le CILSS a été restructuré avec maintenant deux composantes:

- Le Noyau Central chargé de la réflexion stratégique, la planification, le recrutement du personnel et le suivi-évaluation des projets. Il est à la charge des États-membres, ce qui implique qu'il est restreint et formé de cadres compétents et motivés. Ces derniers ne sont qu'une dizaine<sup>3</sup>, accompagné de personnel d'appui, ce qui porte l'effectif à 30 personnes contre 130 avant la restructuration.
- Les projets qui ont été réduits à un nombre plus tenu, et qui sont financés par les donateurs. Ils jouissent de beaucoup plus d'autonomie qu'auparavant, mais travaillent sous les orientations du Noyau Central. Ils sont regroupés en programmes majeurs qui ont chacun leurs objectifs opérationnels et leurs résultats à atteindre.

Le CILSS cherche également à mettre en place un nouveau système de management basé sur des mêmes logiciels de gestion dans les trois sites permettant d'assurer une grande transparence mobilisant davantage les partenaires.

Les améliorations du Plan Triennal sont attendues tant au niveau institutionnel que technique, financier et en matière de planification.

Mais le CILSS est conscient que le régional n'amène qu'une plus value, car c'est au niveau national que sont exécutés les projets. Pour être efficace, le CILSS doit impliquer les États qui sont chacun plus dotés que l'institution. Le CILSS ne pourra réellement se redéployer que s'il s'appuie maintenant sur les ressources et les sur capacités des États. La restructuration permet de véhiculer une autre image du CILSS qui devient un pôle d'excellence et de capitalisation d'expérience, et d'une région plus affirmée, où se reconnaissent les habitants.

## **B. Discussions**

Dans tous les pays, les participants ont félicité le CILSS pour sa lucidité en s'engageant volontairement dans la restructuration. Cet exemple devrait être suivi par l'ensemble des OIG.

Ils partagent généralement la compréhension du CILSS quant aux problèmes de développement, sa vision à long terme et approuvent son approche programme. En effet, le problème structurel des États est que les décisions sont souvent prises sans vision à moyen et long termes, alors qu'il est impossible de travailler sans perspectives.

Au cours des discussions, les principales questions suivantes ont été posées au CILSS:

- 1) Expliquer pourquoi la première mission de mise en place du programme n'est organisée qu'à la moitié du premier plan triennal:
  - Si le plan a été adopté en novembre 1994, il n'a pu démarrer en janvier 1995, avec des reliquats. Certains projets, alors en recomposition et d'autres projets, politiques, étant de nouveaux projets, n'ont pu permettre une mobilisation des fonds qu'au 2<sup>e</sup> semestre 1995. Les premiers chefs de projets ont été recrutés en octobre 1995, et le premier comité de pilotage n'a pu avoir lieu qu'en janvier 96, un mois avant le démarrage de la mission circulaire.
- 2) Expliciter le concept de sécurité alimentaire:

<sup>3</sup>

SE, DG INSAH, DG ARGHYMET, CTSA, CTGRN, CI, DAF, CT planification, CT communication

- Le CILSS est progressivement passé du concept d'autosuffisance au concept de sécurité alimentaire qui signifie:
  - ♦ Assurer en permanence la disponibilité alimentaire en utilisant le plus possible les ressources locales. Cela signifie d'appuyer les États pour qu'ils jouent pleinement leur potentiel, en cherchant à élever régulièrement leurs productions et leurs productivités.
  - ♦ Assurer également l'accessibilité économique de l'alimentation aux consommateurs, c'est-à-dire des niveaux de prix compatibles avec les revenus et des stratégies développées pour soutenir les secteurs les plus pauvres.
- 3) Expliquer sa vision de l'intégration régionale, sachant qu'il existe d'autres OIG, comme l'UDEAC, le CEDEAO
  - Nécessaire et difficile, l'intégration, par le haut a montré ses limites. Elle ne peut se faire que dans le cadre de l'Afrique de l'ouest et du centre. La démarche du CILSS est d'appuyer le développement des couloirs d'échanges, basés souvent sur des traditions culturelles, historiques, religieuses. Il cherche ainsi à construire et consolider chacun des sous-espaces, puis à les mettre ensembles. Pour réaliser cette tâche, le CILSS s'est engagé dans la signature de nombreux accords-cadre avec les autres OIG, spécifiant que le CILSS reste dans le cadre de l'agriculture. Toutes les OIG ont été invitées à participer aux réflexions dans le cadre de Sahel 21 / transformations de l'agriculture.
- 4) A propos des avantages comparatifs de l'espace Sahel, il a été remarqué qu'il fallait également prendre en compte les avantages construits, ceux qui sont dus au travail de l'homme. Le CILSS peut-il aussi recenser ces avantages construits ?
  - Les avantages, comparatifs ou construits, ne sont pas éternels, car le monde évolue en permanence et les conditions du marché en conséquence. Il est donc primordial de réfléchir aux conditions de durabilité des avantages d'aujourd'hui.
- 5) A propos de la restructuration institutionnelle du CILSS, un participant s'est demandé si le CILSS, en séparant le Noyau Central et les projets, n'avait pas créé une administration à deux vitesses. Serait-il facile pour les administrations nationales de travailler avec cette Administration « hybride » ?
  - Il a été rappelé que ce montage était très opérationnel, le rôle du noyau central étant le pilotage général et la planification, celui des projets étant l'exécution, mais sous contrôle du Noyau Central
  - A propos des liens entre les quatre programmes techniques et les deux programmes politiques, il a été rappelé que les programmes techniques étaient là pour alimenter les réflexions politiques. Les activités des programmes techniques doivent permettre au CILSS d'être plus à même de proposer aux États des stratégies politiques. Par ailleurs, il n'y a pas de différences dans les objectifs stratégiques des deux programmes majeurs politiques: la Sécurité Alimentaire comme la Gestion des Ressources Naturelles ne pourront être assurées que par des stratégies d'amélioration des revenus. C'est seulement pour des questions d'opérationnalisation que les projets ont été séparés.
- 6) Quels sont les moyens du plan triennal, où en est-on par rapport aux financements, et quels sont les modes de financement et leur répartition entre l'institution et les États.
  - La répartition du financement est la suivante:
    - ♦ Pour un budget initial de 52 milliards, environ 65 % ont été mobilisés.
    - ♦ En ce qui concerne le programme majeur politique de sécurité alimentaire, le budget des projets est d'environ 4 milliards, dont 60 % sont mobilisés.



- ♦ Les salaires et investissements ne représentent chacun que 5 à 10 % des budgets, et les activités environ 70 % qui sont utilisés directement pour appuyer les États.
- 7) Expliquer pourquoi le CILSS a fait un rapprochement entre la sécurité alimentaire et l'ajustement structurel. Y a-t-il compatibilité entre intégration régionale et ajustements structurels tel qu'imposés aux États: en effet, chaque État se met en compétition avec les autres, sans recherche d'harmonisation du développement. Il a été également remarqué que, s'il est nécessaire de privilégier les échanges sous régionaux, il est également important de les développer avec les autres parties du monde.
- Le CILSS appuie les États dans la conception de leurs politiques agricoles et alimentaires. Les PASA sont maintenant un des points de focalisation des réflexions sur les politiques. Or les PASA se trouvent souvent en porte-à-faux avec les engagements des États dans les OIG. Par ailleurs, il y a souvent des divergences entre les PASA nationaux qui créent des nuisances réciproques entre les États. L'objectif est donc de sensibiliser les différents décideurs afin qu'ils prennent en compte la dimension régionale dans la conception des PASA nationaux.
  - En raison de son expérience, le CILSS veut se focaliser sur l'incidence des PASA sur le développement du marché régional. En effet, les PASA essayent de discipliner les États par des dispositions pour l'ouverture de l'économie, qui profitent plus souvent au marché international. Il est donc nécessaire de favoriser les produits régionaux. Les disparités entre les politiques nationales rendent difficile la circulation des produits locaux au profit des soldes du marché mondial; Il faut donc mettre l'accent sur le développement des échanges intra-régionaux.
- 8) Quelle est l'implication des ONG sur le terrain dans les programmes du CILSS. Si les ONG travaillent en partenariat avec le CILSS, doivent-elles réécrire de nouvelles stratégies ?
- Le CILSS travaille de plus en plus avec les ONG, et au Niger il existe un comité de travail avec les ONG qui permet de mieux les impliquer dans les décisions de la société civile.



### III. MISE EN PLACE DES ACTIVITÉS DANS LES ÉTATS

#### A. Programme d'activités des projets

##### 1. Fluidification des Échanges et de Rapprochement des Politiques (FERAP)

###### a) Présentation

###### (1) Mise en place de la grille de suivi des politiques;

L'objectif global du système de suivi / analyse des politiques agro-alimentaires est de permettre une meilleure cohérence régionale dans la définition des politiques nationales. Ses utilisateurs seront les décideurs politiques des Etats-membres et les partenaires de la communauté internationale. Il doit permettre de mieux appréhender l'évolution de la dynamique régionale, de la convergence / divergence des politiques nationales et faciliter le suivi régulier de l'évolution des disparités entre les politiques.

La démarche que le projet veut adopter se veut pragmatique, participative et associative. Ce faisant, le projet va se focaliser sur:

- ♦ monter une base de données facile à actualiser (et à peu de frais) sur les principales mesures politiques adoptées relatives aux principales filières;
- ♦ analyser les points de convergence et de divergence entre les politiques;
- ♦ diffuser cette base de données auprès des acteurs concernés;

En 1996, les activités seront:

- ♦ la mise au point d'une première version de la grille;
- ♦ l'identification des correspondants nationaux et les destinataires potentiels;
- ♦ la réalisation, conjointement avec les structures nationales, du premier remplissage de la grille dans les pays;
- ♦ une première analyse de l'évolution des politiques et le recensement des réactions nationales;
- ♦ la mise au point de la seconde version de la grille.

###### (2) Concertation sur la dimension régionale des PASA

Globalement, elle vise la sensibilisation des États (secteur public, société civile) et des partenaires au développement sur l'interdépendance des économies des pays de la sous-région et la nécessité de définir les politiques nationales en accord avec les contraintes économiques des pays voisins. De manière spécifique, il sera question :

- de déterminer les forces et faiblesses des PASA actuels face aux préoccupations d'harmonisation des politiques nationales;
- de préciser les impacts divers qu'ils ont sur le développement d'un marché régional des produits agro-alimentaires locaux.
- de déterminer de manière assez précise les orientations et options des politiques sectorielles régionales. La démarche de travail proposée s'inscrit dans une double perspective de parvenir à une meilleure connaissance des distorsions provoquées au niveau régional par les PASA nationaux et d'autre part, de mesurer de manière assez précise les conséquences de ses distorsions sur le fonctionnement du marché régional des produits alimentaires locaux.

Le processus de réflexion et la réunion régionale, qui constituera son aboutissement, adopteront une démarche participative et associative, et impliqueront les structures publiques (notamment les équipes PASA), les représentants de la société civile (producteurs, commerçants, consommateurs....) et les partenaires au développement.

*(3) Mise en place des concertations sur la réduction des entraves aux échanges:*

Selon les pays, ce travail spécifique se focalise sur:

- la consolidation des acquis sur la filière bétail / viande pour laquelle un programme de travail existe déjà (simplification des procédures de commerce, appui au secteur d'exportation du secteur bétail / viande, réduction des coûts de transports, organisation des professionnels, ...);
- l'élargissement aux autres produits qui passe par l'élargissement des cadres de concertation aux autres départements travaillant dans les secteurs des autres produits.
- La mise en place ou la redynamisation des cadres dans les pays dans lesquels ils n'étaient pas opérationnels.
- La conduite d'investigations pour identifier les principales entraves aux échanges dans le couloir Ouest sur les filières céréales et bétail / viande. Cette analyse permettra de définir un plan stratégique de réduction des entraves (disponible pour la fin mai) dont la mise en oeuvre démarrera en juin juillet 1996.

Pour faciliter l'exécution de ces activités, le CILSS a mobilisé des fonds catalytiques d'appui qu'il rendra disponibles aux relais nationaux.

*(4) Activité Spécifique*

Au Tchad, une activité spécifique a été mise en place. Elle consiste à l'intégration du Tchad dans l'observatoire sur les échanges avec le Nigeria.

Suite à la réunion de Cotonou de mai 1993, il a été mis en place avec l'appui de la coopération française un observatoire des échanges commerciaux entre le Nigeria et ses voisins immédiats. Actuellement, le Bénin, le Cameroun, le Niger et le Nigeria participent à l'exercice, mais le Tchad n'a pas été associé. L'objectif du CILSS/FERAP est de permettre au Tchad d'être associé à la démarche.

Les objectifs spécifiques de cette activité sont:

- Faire participer la partie tchadienne à la préparation et la diffusion chaque trimestre d'un bulletin régional. Celui-ci fournira aux responsables politiques de la région, aux opérateurs économiques et aux partenaires extérieurs, des éléments sur les évolutions des flux transfrontaliers, leurs déterminants, leurs impacts;
- Consolider le réseau régional d'experts et de chercheurs mis en place lors de la première phase, notamment en favorisant les échanges sur les méthodes d'observation du commerce régional;
- Contribuer à l'animation du débat sur les concurrences et les complémentarités entre les pays de la zone Franc et le Nigeria (organisation de rencontres nationales ou régionales, participation des membres du réseau à différentes initiatives).

Il s'agira pour le Tchad en 1996:

- d'identifier les correspondants locaux aptes à produire l'information nécessaire au fonctionnement régulier de l'observatoire au niveau national;

- de déterminer les conditions de ce fonctionnement;
- d'intégrer ces correspondants à l'équipe régionale et leur permettre de bénéficier de l'expérience acquise dans les autres pays;
- de discuter des perspectives;
- d'élaborer et de mettre en oeuvre un programme de travail conjoint pour 1996.

### ***b) Discussions***

La discussion s'est focalisée sur l'importance des échanges régionaux et le besoin de faciliter ces échanges.

Par exemple, la Gambie vient de signer récemment des accords commerciaux avec la Guinée Bissau et des négociations sont entreprises avec le Sénégal. Le Cap-Vert vit, lui, alors qu'il est excédentaire en certaines productions (thon industriel, par exemple), une situation de lacune d'informations sur la dynamique de ses relations d'échange avec ses voisins immédiats. Cette faiblesse concerne entre autres:

- ♦ les problèmes phytosanitaires: méconnaissance presque totale des ennemis des cultures dans les pays continentaux;
- ♦ une méconnaissance des disponibilités des pays voisins en fruits et légumes et en bétail et viandes.

Une crainte a été exprimée à propos de la géométrie variable des activités du projet. Ne risque-t-elle pas d'exclure certains États des activités ? N'étant pas une OIG, le CILSS, ne peut que sensibiliser et motiver les États. Il a adopté le principe de la géométrie variable afin de ne pas aligner ses résultats sur l'État qui avance le moins vite. Quand deux pays sont très dynamiques dans une démarche, il est important de ne pas les retarder parce qu'un troisième hésite.

Les difficultés d'opérationnalisation des recommandations issues des travaux d'identification des contraintes aux échanges (par exemple les taxes sauvages) ont été évoquées. Les bailleurs de fonds ont fait de nombreuses études générant de nombreuses recommandations qui ne se sont jamais traduites en évolution de politiques. De même, la nécessité pour le CILSS de disposer d'une stratégie appropriée de contourner ces difficultés a été soulignée:

- Le CILSS ne dispose pas de supranationalité. Il ne peut donc rien imposer aux États. Il s'appuie sur les relais FERAP pour mettre en oeuvre les recommandations. Ceux-ci, multidisciplinaires et multisectoriels, doivent constituer des groupes de pression pour inciter le gouvernement à réduire les entraves identifiées.
- Par ailleurs, une synergie entre les niveaux national et régional permet une meilleure sensibilisation sur les entraves.
- Le CILSS a également la possibilité de transmettre un dossier au niveau des instances de l'UEMOA ou de l'UDEAC qui sont des OIG dotées de la supranationalité, et donc en mesure d'imposer des directives à leurs États membres.

A propos de la grille, la discussion s'est portée sur la capacité de la partie nationale à la remplir en absence de chercheurs. Il a été précisé de ce fait que:

- la grille doit rester simple pour être maîtrisable et remplie par tous les États. Elle doit donc être à la portée des responsables des administrations qui suivent l'évolution des filières. La complexification ne pourra venir que progressivement, chaque fois qu'une étape sera parfaitement maîtrisée par les différents participants.

- L'utilisation des résultats de la grille est surtout régionale. Elle permet à chaque pays de se situer, lors de la conception de ses propres politiques par rapports aux autres États, notamment par rapport:
  - ❖ aux mesures adoptées dans les États voisins;
  - ❖ aux tendances générales sur les différentes filières;
  - ❖ aux évolutions de ces tendances.

## 2. **Projet Régional de Réflexion Stratégique sur la Sécurité Alimentaire Durable (PRORES)**

### *a) Présentation*

#### *(1) Objectifs*

Le programme majeur sécurité alimentaire du CILSS s'est doté d'un projet de réflexions et d'études stratégiques visant à améliorer les connaissances pour mieux structurer les interventions futures de l'institution. Le principe de ce projet est plus de synthétiser l'information existante que d'en produire de nouvelles. Ce projet aura de plus comme objectif d'alimenter la réflexion globale sur les Transformations de l'agriculture menées dans le cadre de Sahel 21. Dans un premier temps, trois études seront mise en oeuvre:

- ♦ Systèmes de production;
- ♦ Filières agro-alimentaires;
- ♦ Protection intégrée des végétaux.

#### *(2) Les systèmes de production*

Il s'agira:

- d'identifier, d'analyser et de quantifier les principaux systèmes de production des pays sahéliens à travers:
  - ♦ la description rapide des variables de l'environnement de l'agriculture des pays;
  - ♦ la description rapide des principaux systèmes de production;
  - ♦ le rôle des différents systèmes dans la production nationale;
  - ♦ les principales contraintes aux progrès de chacun des systèmes;
  - ♦ les perspectives d'extension ou d'amélioration.
- d'analyser de façon détaillée certains systèmes de production mal connus et/ou porteurs d'évolutions positives pour comprendre les conditions de leur éventuelle répliquabilité en montrant:
  - ♦ l'évolution des conditions physiques de la production (ressources naturelles) et celles des terres sous culture;
  - ♦ l'évolution des systèmes de production;
  - ♦ l'évolution des conditions socio-économiques de la production;
  - ♦ les conditions d'amélioration des systèmes;
  - ♦ les conditions d'expansion de ces systèmes.
- d'utiliser le diagnostic de ces systèmes de production dans le choix des projets et dans la formulation des politiques en:
  - ♦ résumant les dynamiques des systèmes de production tout en montrant l'impact des transformations structurelles;
  - ♦ mettant en évidence l'interdépendance des divers systèmes de production au niveau national;

- ♦ indiquant les formes d'appui que le pays pourrait recevoir du CILSS et des partenaires de la coopération internationale.

Les consultants seront au nombre de trois et auront à titre indicatif les profils ci-après:

- ♦ un agro-économiste ou socio-économiste;
- ♦ un agronome pour les productions végétales;
- ♦ un vétérinaire ou un zootechnicien pour les productions animales.

L'étude durera 60 jours ouvrables.

### *(3) Les filières agro-alimentaires au Sahel*

Il s'agira:

- de réaliser un bilan-diagnostic du fonctionnement des principales filières agro-alimentaires en:
  - ♦ inventoriant les principales filières porteuses;
  - ♦ analysant les contraintes de la production des filières considérées;
  - ♦ analysant le fonctionnement des marchés des filières considérées;
  - ♦ analysant la consommation des produits;
  - ♦ analysant les contraintes liées aux échanges des produits considérés.
- de proposer des options d'amélioration de la compétitivité et du fonctionnement des filières afin de dégager pour chaque pays des éléments de stratégie globale d'amélioration des filières.

L'étude sera réalisée par trois consultants qui auront à titre indicatif les profils ci-après:

- ♦ un économiste chef d'équipe;
- ♦ un agronome ou un zootechnicien;
- ♦ un socio-économiste.

L'étude durera 65 jours ouvrables.

### *(4) La protection intégrée des végétaux*

Il s'agira:

- ♦ d'élaborer un bilan diagnostic basé sur les expériences de lutte intégrée;
- ♦ de procéder, à partir des connaissances disponibles, à l'analyse du contexte politique agricole et des actions de lutte intégrée développées;
- ♦ d'identifier les possibilités et les principales contraintes à la promotion de la lutte intégrée;
- ♦ de dégager des conclusions opérationnelles pour le développement de la lutte intégrée;
- ♦ de formuler une stratégie nationale de lutte intégrée;
- ♦ de présenter les résultats lors d'un atelier national de validation.

L'étude sera réalisée à titre indicatif par un agronome spécialiste en protection des végétaux et ayant une bonne expérience en lutte intégrée. Elle durera 20 jours.

### **b) Discussion**

Dans plusieurs pays, l'importance du secteur pêche dans la sécurité alimentaire, habituellement ignorée dans les études, a été relevée. Il s'est dégagé un consensus sur l'intégration de ce secteur dans l'étude filières. Un spécialiste de la pêche pourrait être recruté comme consultant à la place d'un vétérinaire ou d'un agronome. Le CILSS a précisé à cette occasion qu'il traçait



un cadre au sein duquel les services nationaux devaient apporter les précisions sur leurs besoins réels.

Le temps imparti pour ces études a été jugé insuffisant pour que les consultants puissent faire à la fois l'analyse bibliographique, les prises de contact et la rédaction, une période de trois à quatre semaines semblant plus réaliste. Il a à cet effet décidé de prolonger leur durée de 20 à 30 jours en conservant le même montant financier alloué initialement.

Au Cap-Vert, le coordonnateur régional du PRECONS<sup>4</sup> a informé la réunion de l'effort de consolidation mené par le projet qui rassemble et diffuse des informations dans le domaine de la conservation/gestion des ressources naturelles. Il a fait part de la possibilité de créer une synergie avec l'étude sur les systèmes de production.

Il a été demandé au CILSS quels seraient les liens et relations entre l'étude sur les systèmes de production organisée par le PRORES d'une part et le programme de l'INSAH sur l'utilisation des ressources d'autre part. L'INSAH réalise une analyse qualitative des systèmes, mais pas leur quantification. L'étude organisée dans le cadre du PRORES vient donc en complément.

Il a été proposé et accepté que chaque pays organise les ateliers des trois études en même temps pour faciliter la logistique et diminuer les coûts.

### **3. Prévention et Gestion des Crises (PREGEC)**

#### ***a) Présentation du projet***

Ce projet est la continuation du Projet d'Appui Régional aux Organismes Céréaliers (PAROC). Il était implanté dans 5 pays: Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal et Tchad. Malgré le fait qu'il n'y a pas eu de crise alimentaire ces dernières années, ce projet demeure pertinent car il ambitionne de rendre les pays sahéliens moins vulnérables aux effets des aléas climatiques. De manière spécifique, il vise à mettre en place des mécanismes régionaux de prévention et de gestion des crises alimentaires.

*(1) Trois résultats sont attendus:*

- 1) R1. Élaborer et mettre en place dans les États membres de plans d'urgence nationaux;
- 2) R2. Appuyer les États-membres dans la mise en place et la gestion de leurs stocks ou fonds de sécurité alimentaire;
- 3) R3. Suivre l'application de la Charte de l'Aide alimentaire.

Ce projet n'est pas encore opérationnel essentiellement en raison de l'insuffisance des fonds actuellement disponibles. De même, des réflexions plus approfondies sont nécessaires au niveau régional pour arriver à un projet bancable, acceptable pour nos décideurs et pour la communauté internationale.

Dans cette optique, il est pertinent de chercher à connaître suffisamment les expériences des pays en la matière en trouvant les réponses aux questions suivantes: Quelles sont les structures sont en place? Que font-elles? Quels liens ont-elles entre elles? Que peuvent-elles apporter au niveau régional? Quelle est l'ampleur et le type d'appui nécessaire?

*(2) Cette année, l'emphase sera mise sur les activités suivantes:*

<sup>4</sup> Projet Régional de Conservation des Sols, projet du CILSS financé par l'UE



- ♦ Le processus d'élaboration d'un plan d'urgence national;
- ♦ La sensibilisation des États membres sur la nécessité de disposer d'un plan du genre.

Au niveau du CILSS, les réflexions sont en cours sur l'opportunité du recrutement d'un consultant régional pour travailler avec des consultants nationaux. Cet exercice se fera en juin 1996.

### ***b) Discussions***

Il a été demandé de bien prendre en compte les expériences nationales en matière de prévention et de gestion des crises alimentaires et d'alerte précoce. Cette suggestion est déjà incluse dans les préoccupations de l'étude de reformulation du projet prévue pour 1996.

## **4. Promotion des Produits Locaux (PROCELOS)**

### ***a) Présentation***

Même si le sigle du projet se réfère au mot Céréales, le CILSS a réorienté le projet sur les produits locaux.

Cet élargissement provient du fait que les pays sont en train d'adopter une conception de la sécurité alimentaire qui ne se limitera pas aux approvisionnements mais s'étendra aussi à la transformation. Ce projet doit contribuer à augmenter la valeur ajoutée du secteur primaire et conduire à plus d'échanges dans les pays de la sous-région.

#### *(1) Objectifs:*

Augmenter significativement la part de la production locale dans les modes de consommation. Il s'adresse aux consommateurs urbains et veut aider les transformateurs à offrir des produits de qualité standard au point de vue présentation et valeur nutritive.

#### *(2) Champs d'intervention:*

Les principaux champs d'action seront:

- ♦ La promotion des produits locaux
- ♦ L'amélioration des connaissances sur le secteur et le marché de la transformation;
- ♦ La promotion des technologies appropriées de transformation
- ♦ L'appui au développement de nouveaux produits (céréales, fruits et légumes, viande et produits de la pêche)
- ♦ La sensibilisation sur la qualité et la valeur nutritionnelle des produits

Le but de ces interventions est de rendre les produits sahéliens suffisamment compétitifs de façon à convaincre les consommateurs que ceux-ci sont meilleurs que les produits importés et à un prix similaire ou plus bas.

Le CILSS a décidé d'adopter cette stratégie car on ne peut pas baser notre sécurité alimentaire sur de la nourriture importée ou par l'imposition de quotas.

#### *(3) Phase 3 du projet:*

Le projet est maintenant dans sa troisième phase.

Le projet existe au niveau régional et local; le niveau régional devant assurer la cohérence. Au niveau national, ce sont les structures nationales qui ont la responsabilité de sensibiliser tous les

acteurs; ceci assure que les activités entreprises correspondent aux besoins et aux réalités des pays. Le relais national est une institution qui va orienter les stratégies et les politiques des États relatives à la promotion des produits locaux.

Il existe une possibilité d'un fonds d'intervention rapide pour permettre aux pays membres de démarrer leurs activités. Le projet dispose d'un bureau conseil qui collecte et diffuse l'information et publie mensuellement un bulletin agro-alimentaire. Le projet fait aussi un inventaire des entreprises agro-alimentaires et les oriente vers les sources de financement, les informe des recherches en cours; une attention spéciale est portée aux petits entrepreneurs du secteur informel.

#### (a) Activités d'information

Mise en place d'un système d'information pour collecter et diffuser mensuellement les informations à l'intention des opérateurs économiques au moyen d'un supplément agro-alimentaire. Celui-ci devra, à terme, générer des moyens à même de garantir sa pérennité et ses acquis.

#### (b) Activités de conseil

- ♦ Constitution d'un répertoire (base de référence) pour toute information disponible au plan national ayant trait à l'activité de transformation et de valorisation des produits locaux (réglementations, financements, conseils, équipements, technologies et procédés, ...);
- ♦ Orientation et assistance individuelle aux opérateurs économiques à la recherche d'informations et de services;

#### (c) Activités de sensibilisation et de promotion des organisations professionnelles

- ♦ Accroître les connaissances sur le secteur et propositions d'amélioration de l'environnement socio-économique du secteur de la transformation agro-alimentaire;
- ♦ promotion des technologies de transformations appropriées;
- ♦ appui au développement de produits de type nouveau mieux adaptés aux modes de consommation « modernes »;
- ♦ sensibilisation et initiation à la « gestion de la qualité » des transformateurs;
- ♦ information sur la qualité nutritionnelle des produits locaux transformés.

Les pays couverts sont le Burkina Faso, le Mali, et le Sénégal. Le Tchad et le Niger seront bientôt couverts. Durant l'implantation de ce projet, des enquêtes seront menées pour mieux comprendre comment le projet peut s'implanter dans les autres pays du CILSS. Ces études seront menées au Niger et au Tchad en 1996, en Gambie et Guinée Bissau en 1997.

Pour les pays dans lesquels le PROCELOS est déjà implanté, la mission a permis de discuter des activités programmées par les relais. Dans les autres pays, elle a permis d'identifier des activités pour lesquelles le PROCELOS pourrait appuyer la partie nationale dans la réalisation d'objectifs rentrant dans les domaines d'activités du projet.

#### **b) Discussion**

L'autofinancement des Bulletins et Suppléments Agro-Alimentaires a été évoqué. Il a été indiqué que diverses sources potentielles existent (telles que la vente, les abonnements et la publicité ciblée et appropriée). Des enquêtes seront menées dès la prise de service des Bureaux Conseil en cours de recrutement.

Dans les pays où le PROCELOS n'est pas encore implanté, l'importance du projet a été relevée. La discussion s'est concentrée sur les besoins de promotion des produits locaux et des contraintes spécifiques de chacun des pays. Par exemple:

- en Guinée-Bissau, il existe de nombreuses initiatives de valorisation des produits alimentaires locaux. Sur le plan institutionnel, des ONG d'appui au secteur de la transformation et de la conservation agro-alimentaire ont vu le jour (par exemple FUNDEI, RAPS et PCP). Par ailleurs, les promoteurs privés bénéficient actuellement des services d'une cellule technique créée au sein du ministère des industries pour les appuyer dans la formulation de projets bancables. Les résultats déjà obtenus sont encourageants.
- La Mauritanie dispose d'importantes potentialités tant au niveau des agro-industries qu'au niveau des industries de la pêche maritime. Actuellement, quelques initiatives privées sont réalisées (lait de chamelle et de vache, pâtes alimentaires, poisson salé et séché, etc. ...), ou en cours de réalisation (huile de tournesol).
- Si le Cap-Vert n'est pas dans une situation d'excédents agricoles en général, certains produits nécessitent spécifiquement un appui. Notamment, les requins pêchés ne sont actuellement pas consommés et nécessitent un mode de transformation à identifier. De même le transport de produits de certaines îles vers celles où ils font défaut nécessite une amélioration de la qualité de conservation pour pouvoir être commercialisés. Le poisson séché, très apprécié au moment du carnaval, est peu consommé en dehors de cette période. D'une manière générale, les produits locaux transformés souffrent d'un défaut de qualité et d'emballages inadaptés.
- Un pays comme la Gambie, avec une expérience limitée en transformation, sera appuyé au cours de la présente phase du PROCELOS afin de bénéficier de l'expérience des pays plus avancés dans le domaine.

Le souhait a été exprimé que PROCELOS mobilise des moyens pour promouvoir et soutenir ces initiatives naissantes. Le coordonnateur du projet a promis d'envoyer régulièrement les suppléments et bulletins agro-alimentaires du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal au point focal à travers le Secrétaire Permanent du CONACILSS<sup>5</sup>.

## **B. Sahel 21 / transformations de l'agriculture**

### **1. Présentation**

En complément de sa restructuration, le CILSS a décidé de lancer, conjointement avec le Club du Sahel, une réflexion sur l'avenir de la région, incluant un travail plus spécifique sur le développement rural. Cette réflexion vise d'une part à donner aux Sahéliens un résumé des connaissances accumulées au travers des différents exercices de prospectives menés dans la région, et d'autre part à leur demander leur opinion sur ces visions de leur avenir, comment eux-mêmes voient leur propre futur à l'horizon de quelques décennies. Cet exercice, basé sur de larges débats nationaux, amènera à formuler une vision de l'avenir du Sahel par les Sahéliens eux-mêmes, qui sera présentée à l'occasion du prochain sommet des Chefs d'Etat du CILSS, prévu pour avril 1997.

<sup>5</sup>

Comité National CILSS. Structure nationale regroupant différents services de l'Etat, et de plus en plus de la société civile, chargée de coordonner les activités du CILSS au niveau national. Par extension, le terme CONACILSS est utilisé pour désigner son secrétaire permanent, fonctionnaire de l'Etat nommé par le Ministère de tutelle du CILSS.

Dans le même temps, le Club du Sahel essaie d'évaluer l'impact de 25 ans d'aide au Sahel. Ces travaux seront utilisés pour définir comment l'aide pourrait évoluer pour appuyer la mise en oeuvre, par les Sahéliens eux-mêmes, de leur vision de leur avenir.

Les participants ont réservé un bon accueil au souhait du CILSS et du Club du Sahel de discuter les perspectives de long terme, en particulier agricoles. Ils ont néanmoins insisté sur le fait que certaines réflexions sont actuellement menées dans le pays dont les initiatives du CILSS et du Club du Sahel devraient tirer le meilleur parti. Une partie de ces exercices doit donc consister à identifier les travaux existant et à en faire une bonne synthèse à fins de discussion.

Les parties nationales sont chargées de constituer les « noyaux durs » d'équipes qui seront responsables du programme. Il est souhaitable pour cela que les tâches suivantes soient effectuées d'ici la fin du mois de juin au plus tard:

- 1) Constitution dans chaque pays du comité de pilotage comprenant des représentants de l'Administration, de la société civile et des partenaires au développement. Chaque comité devra se doter d'un secrétariat restreint d'animation et de coordination.
- 2) production par chaque pays d'un document dont les termes de référence sont, en résumé, les suivants:
  - ♦ les programmes Sahel 21 et Transformations de l'agriculture sont des programmes qui consistent à organiser des débats nationaux dans les pays membres du CILSS sur la base de synthèses des connaissances et des idées en présence sur les tendances actuelles et les perspectives du Sahel.
  - ♦ face à la « vision des experts », ces programmes souhaitent mettre en exergue le regard que les sahéliens portent sur leur avenir.
  - ♦ le groupe constitué du CONACILSS, du communicateur et des animateurs devra donc répondre aux questions suivantes:
    - ❖ avec qui organiser le débat national ? Le groupe devra nommer les structures, les personnes, les associations représentatives de la société malienne qui ont été contactés directement et qui ont fait part de leur intérêt à participer au débat national; Il devra également donner leurs commentaires et suggestions; décrire également les initiatives de réflexion sur l'avenir qui sont ou ont été initiées par des associations, syndicats, ONG ou autres.
    - ❖ quand et où ce débat national peut il avoir lieu ?
    - ❖ comment ce débat doit-il et peut-il être préparé ? Les agences de presse sont-elles disposés à publier des séries d'articles sur le sujet ? Quelle place pour les radios et la télévision ? Certaines associations, ONG, services de l'Etat sont-ils disposés à participer à une animation préalable, etc. ?
    - ❖ Quel est le budget de l'ensemble du processus ?
- 3) Soumission de ce document (également envoyé au CILSS) aux représentations des bailleurs de fonds par une lettre ministérielle avec requête de financement. Démarche de suivi de cette requête.
- 4) Finalisation de ce document en précisant les bailleurs de fonds intéressés et engagés.
- 5) Présentation de ce document à une réunion régionale en juin 1996.

Le financement du processus de mars à juin 1996 pourrait être facilité par des fonds du CILSS. L'élaboration très urgente d'un programme pertinent par la partie nationale est une nécessité impérieuse pour la mobilisation des fonds auprès des partenaires au développement.



## 2. Discussions

Dans tous les pays, un bon accueil a été réservé au souhait du CILSS et du Club du Sahel de discuter les perspectives à long terme, en particulier agricole. Comme le CILSS, l'Afrique doit s'efforcer de réfléchir sur ses perspectives pour planifier son développement. L'étude envisagée par le CILSS est donc capitale. Ils ont néanmoins insisté sur le fait que certaines réflexions sont actuellement menées dans le pays, dont les initiatives du CILSS et du Club du Sahel devraient tirer le meilleur parti. Une partie de ces exercices doit donc consister à identifier les travaux existants et à en faire une bonne synthèse à des fins de discussion.

Tous les participants ont été d'accord pour une grande participation de la société civile associée avec les secteurs publics et parapublics. Trop souvent, les réflexions stratégiques sont conduites par les décideurs sans la participation de ceux qui sont concernés par ces décisions. Quelques participants ont souligné que la vraie participation populaire est plus facile à dire qu'à faire...

Sur les transformations de l'agriculture, un participant a souligné que l'agriculture doit être prise dans son sens large c'est-à-dire tout le secteur agro-alimentaire. Ce secteur agro-alimentaire est plus lié à l'économie, ce qui signifie que la revue de ce secteur doit être faite avec une bonne compréhension des autres dynamiques en cours dans la société.

Les principales questions des participants ont porté sur:

- 1) Ce qui pouvait garantir *l'internalisation des résultats* Sahel 21 / Transformations de l'agriculture au niveau des États, car il y a un risque de le transformer en un exercice CILSS, et d'avoir de bons documents qui ne soient pas mis en application.
  - L'échec des exercices antérieurs est dû à leur non appropriation. La démarche du CILSS, originale, est en rupture avec les méthodes antérieures:
    - ♦ Ce sont les sahéliens et sahéliennes qui pilotent l'exercice.
    - ♦ Le processus est basé sur la communication.
    - ♦ Pour susciter le débat, certaines « zones de rêve » sont créées, qu'il ne faut pas décevoir;
    - ♦ La construction de la vision doit se faire parallèlement au débat dans la société. Elle doit se faire avec les structures administratives existantes, avec la société civile et en associant les différentes structures qui réfléchissent à l'avenir. Les résultats des travaux des consultants externes doivent être internalisés au fur et à mesure.
    - ♦ Il y a également une volonté d'opérationnaliser l'exercice, qui doit déboucher sur une stratégie de développement du Sahel.
    - ♦ Pour promouvoir une concertation avec les autres exercices, il est nécessaire de capitaliser les différents exercices;
  - Une autre assurance de réussite de l'exercice est:
    - ♦ les plus hautes autorités politiques du CILSS se sont engagées.
    - ♦ tous les États ont montré un intérêt;
    - ♦ que les partenaires le soutiennent car il est aussi un enjeu pour eux; sous la pression de leurs opinions, ils doivent être plus efficaces dans les dispositifs d'aide. Le contexte a évolué, il n'est plus facile d'obtenir des fonds de la communauté internationale. Le CILSS travaille donc en partenariat avec des agences qui voient dans l'exercice un moyen de mieux orienter les fonds de leurs contribuables.
- 2) Quelle serait la *capacité de mise en oeuvre des stratégies définies* par les États face aux institutions extérieures, sachant qu'il y a des approches développées par les institutions

internationales qui pourraient ne pas aller dans le même sens que les résultats de l'exercice du CILSS. Ils se sont demandés quel pouvoir avait le CILSS pour intégrer cette démarche.

- Les États ont une méconnaissance des instruments des institutions internationales, mais aussi une méconnaissance de ce qu'ils veulent. Or, les rapports de coopération avec les institutions internationales dépendent de la volonté des États, de leur capacité à dire ce qu'ils veulent. Dans le passé les États ont accepté ce que les institutions proposaient car ils n'avaient pas d'alternatives à leur opposer. Les institutions disposaient.
  - Aujourd'hui, il existe une évolution des rapports de force. Il sera de plus en plus difficile pour les États d'accepter des diktats qui ne correspondent pas à leur volonté. Mais il est nécessaire que:
    - ♦ les pays du CILSS sachent plus clairement ce qu'ils veulent;
    - ♦ aient la volonté de faire passer leurs idées;
    - ♦ Acquièrent une meilleure connaissance des instruments des institutions internationales.
    - ♦ Maîtrisent les critères d'appréciation de ces institutions pour mieux faire passer leurs idées.
- 3) Quelles sont les **articulations** de Sahel 21 / Transformations de l'agriculture avec les cadres de réflexion en cours (par exemple les projets « Futurs africains » qui ont permis à cinq pays de tracer leurs plans à 25 ans) ? En matière de **cohérence**, en Afrique de l'ouest, il y a 40 OIG qui ont chacune leur plan de développement de la même sous-région. Chaque État développe sa propre philosophie nationale, les bailleurs également. Ils se sont donc demandés comment faire pour que la vision du CILSS soit assise et partagée au niveau des autres institutions, bilatérales et OIG ?
- Le seul moyen d'assurer une meilleure cohérence est de capitaliser les résultats des différents exercices et d'associer les différentes structures. Elles ont donc été toutes contactées et invitées à se joindre à la réflexion. Elles peuvent le faire à la fois en terme de contributions intellectuelles aux réflexions et en terme de participation aux débats lorsque ceux-ci démarreront dès le deuxième semestre 1996.
  - Il n'est pas contradictoire de poursuivre des réflexions même si la Banque Mondiale ou d'autres institutions en font.
- 4) Comment pouvait être assuré le **contact avec les vrais acteurs de la base** ?
- Les débats doivent être décentralisés et utiliser toutes les méthodes de communication sociale et le canal des mouvements associatifs, formels ou informels. C'est aux 9 États-membres, qui forment la base du CILSS, de contacter leurs acteurs de base. Le CILSS ne peut réaliser cet exercice que s'il s'appuie sur les parties nationales, en intervenant comme facilitateur.

### **C. Mise en place du groupe de travail sécurité alimentaire**

Dans chacun des pays, il existe des dispositifs de concertation dans les différents domaines couverts par les projets. Ces dispositifs ne sont généralement pas coordonnés entre eux, et sont de statuts très différents. Ils n'ont pas tous le même niveau d'efficacité et rencontrent des problèmes différents.

Suite à ces constats, la mission a recommandé que soit mis en place dans chaque pays un dispositif unique pour faciliter la mise en oeuvre et la coordination des projets au niveau



national. Ce dispositif, appelé Groupe de Travail Sécurité Alimentaire (GT/SA), sera structuré de la manière suivante:

- Pour chaque projet, mettre en place un relais national qui rassemble l'ensemble des acteurs concernés par les activités de ce projet. Il peut être aussi large que de besoin. Il sera construit autour d'un noyau restreint, constitué des quelques personnes les plus disponibles et dynamiques. La responsabilité de ces relais est l'exécution des projets au niveau national ou tout appui qui pourrait être nécessaire au bon déroulement des activités.
- Au niveau national, les projets du Programme Majeur Politiques de Sécurité Alimentaire seront coordonnés au sein d'un groupe de travail, équipe unique pluridisciplinaire et multisectorielle. Cette équipe sera constituée de représentants de chacun des noyaux des relais des projets.

Ce groupe de travail aura pour rôle principal l'échange d'informations entre les quatre projets et de veiller à la cohérence et la non duplication d'activités. Il sera chargé du pilotage de l'ensemble des études du programme majeur au niveau national. Il veillera également à une bonne répartition de ses membres entre les différents relais des projets afin de ne pas trop contraindre leur temps.

Ce groupe sera, avec celui sur la gestion des ressources naturelles, un des démembrements techniques des comités nationaux CILSS. A ce titre, il sera animé par le Secrétaire Permanent du comité national CILSS.

Dans les différents pays, il a été recommandé que les personnes faisant partie de ces équipes soient nommées, par leurs services ou organismes, intuiti personae afin de garantir une continuité des participations quelles que soient les mutations au sein des services. La responsabilité de l'organisation et de la mise en place de ce groupe est laissée à la partie nationale.

La participation de personnes hors administration a été généralement appréciée comme une nécessité de la part des participants.

## IV. RÉSULTATS DE LA MISSION PAR PAYS

### A. Mali

La mission s'est déroulée au Mali du 13 au 15 mars 1996.

#### 1. Mise en place du groupe de travail sécurité alimentaire

Au cours de la mission, les dispositifs de concertation déjà identifiés pour constituer le groupe de travail sécurité alimentaire sont les suivants:

- relais PROCELOS;
- cadre de concertation élevage;
- équipe SADAOC<sup>6</sup>/CILSS;
- groupe de réflexion sur la filière riz;
- la CPS<sup>7</sup> du ministère du développement rural et de l'environnement;
- l'équipe PASA;
- l'ORTM;
- la chambre de l'agriculture;
- la chambre de commerce et des industries.

#### 2. Programme d'activité Sahel 21 / transformations de l'agriculture

La partie nationale est chargée de constituer le « noyau dur » de l'équipe qui n'a pas encore été précisé.

#### 3. Programme d'activité des projets

##### a) FERAP

L'équipe SADAOC<sup>6</sup>/CILSS et le cadre de concertation élevage se rapprocheront pour constituer le noyau dur du relais FERAP. Pour plus d'efficacité, le relais sera une équipe la plus restreinte possible constituée de services techniques et participants de la société civile.

Une ébauche de programme de travail a été discutée. Elle sera finalisée par la partie nationale dans les deux semaines prochaines et transmise au projet FERAP en plus d'un budget et d'un chronogramme de réalisation.

##### (1) Mise en place de la grille de suivi des politiques du FERAP

Pour la partie malienne, il s'agira:

- dans un premier temps, participer à l'élaboration de la version 1 de la grille en:
  - ♦ réalisant autant que faire se peut le test de remplissage de la grille-type ;
  - ♦ donnant une appréciation de la grille à partir des difficultés rencontrées;
  - ♦ identifiant les correspondants nationaux chargés de son suivi;
  - ♦ donnant une appréciation sur les résultats de la première comparaison régionale des politiques.

<sup>6</sup> Sécurité Alimentaire Durable en Afrique de l'Ouest Centrale: programme soutenu par l'ECDPM de Maastricht.

<sup>7</sup> Cellule de Planification et de Suivi

- dans un deuxième temps, participer à la mise au point et à la validation de la seconde version.

La partie malienne s'est engagée à fournir dûment remplie la première version de la grille dans les semaines à venir. Celle-ci a été pour ce faire transmise aux différents services techniques concernés.

### *(2) Concertation sur la dimension régionale des PASA*

Pour le Mali, les activités concerneront:

- ♦ la large diffusion de la note d'information sur l'exercice par le Secrétaire Permanent du Comité National CILSS ;
- ♦ la production d'un rapport national faisant l'inventaire des mesures du PASA et de leur état de mise en oeuvre ;
- ♦ participation à la concertation sur la comparaison régionale des PASA.
- ♦ Pilotage des études de cas.

La coordination technique du PASA a manifesté un vif intérêt à participer à la réalisation de la comparaison régionale et a fourni l'ensemble des documents qui lui étaient demandés. Elle collaborera également dans la réalisation des études de cas.

### *(3) Mise en place des concertations sur la réduction des entraves aux échanges:*

#### (a) Couloir Mali Burkina Faso Côte d'Ivoire (couloir central)

Il se focalise sur:

- la consolidation des acquis sur la filière Bétail viande pour laquelle un programme de travail existe déjà (simplification des procédures de commerce, appui au secteur d'exportation du secteur bétail viande, réduction des coûts de transports, organisation des professionnels, ...);
- l'élargissement des activités aux autres produits, ce qui passe par l'élargissement du cadre de concertation aux autres départements travaillant dans les secteurs des autres produits. Un programme de travail pour 1996 est en cours d'élaboration. Ce programme, avec celui du couloir central, constituera la référence pour des concertations régulières entre le national et le régional pour réduire les entraves.
- participation des représentants du cadre de concertation élevage à la réunion régionale des experts et des opérateurs économiques d'une part et à celle des ministres du couloir central d'autre part.

#### (b) Couloir Mauritanie, Sénégal, Mali

Le cadre de concertation élargi du couloir central mènera des investigations pour identifier les principales entraves aux échanges sur le couloir Ouest et sur les filières céréales et bétail viande. Cette analyse lui permettra de définir un plan stratégique de réduction des entraves (disponible pour la fin mai) dont la mise en oeuvre démarrera en juin juillet 1996.

l'idée de l'organisation d'une rencontre des ministres chargés de l'agriculture et de l'élevage du sous-espace ouest a été retenue comme l'aboutissement des efforts de réductions des entraves aux échanges dans le couloir Mali-Mauritanie-Sénégal.

Pour faciliter l'exécution de ces activités, le CILSS a mobilisé des fonds catalytiques d'appui qu'il rendra disponibles pour le relais national.

### **b) PRORES**

Il a été suggéré qu'en fonction des études que l'on puisse faire appel à divers profils de compétence et surtout à des géographes pour l'étude filière agro-alimentaires. Pour les moyens financiers, outre les études à 50.000 FCFA d'honoraires par jour ouvrables, des moyens supplémentaires seront mis à la disposition de la partie nationale pour l'organisation et la tenue de l'atelier national de validation qui pourrait concerner les trois études.

### **c) PROCELOS**

\*\*\* à développer\*\*\*

### **d) PREGEC**

Le comité d'orientation et de coordination du programme de restructuration du marché céréalier du Mali (COC/ PRMC) s'est engagé à soutenir l'organisation des études programmées par ce projet.

En plus de cet appui, la partie nationale a demandé que le rôle du groupe de travail soit également d'appuyer le renforcement de l'application de la charte de l'aide alimentaire au Mali.

## **4. Rencontres spécifiques**

### **a) Services gouvernementaux et décideurs politiques**

La mission a rencontré avant son départ le Ministre du développement rural et de l'environnement à qui elle a rendu compte des résultats obtenus et sollicité son appui pour:

- la mise en place d'un comité de pilotage national pour les réflexions prospectives Sahel 21 et transformation de l'agriculture sahélienne à travers le choix des deux animateurs et du communicateur et l'introduction officielle de la requête de financement pour l'organisation de la communication et des débats;
- faciliter la mise en place et le fonctionnement du groupe de travail sécurité alimentaire et des relais des projets;

Par ailleurs, la mission a rencontré les personnalités et services suivants:

- ♦ La COC/PRMC<sup>8</sup>
- ♦ L'équipe nationale CILSS/SADAOC<sup>9</sup>
- ♦ La Coordination nationale de la CMA/AOC<sup>10</sup> et du PASA<sup>11</sup>
- ♦ La Direction nationale de l'élevage
- ♦ l'Office malien du bétail et de la viande (OMBVI)
- ♦ Le Secrétariat permanent du PNAE<sup>12</sup> /CID<sup>13</sup>

<sup>8</sup> Comité d'Orientation et de Coordination du Programme de Restructuration du Marché Céréalier

<sup>9</sup> Sécurité Alimentaire Durable en Afrique de l'Ouest Centrale

<sup>10</sup> Conférence des Ministres de l'Afrique de l'Ouest et du Centre

<sup>11</sup> Programme d'Ajustement Sectoriel Agricole

<sup>12</sup> Plan National d'Action pour l'Environnement

<sup>13</sup> Convention Internationale contre la Désertification

**b) Bailleurs de fonds et partenaires au développement**

- ♦ L'ACDI<sup>14</sup> ;
- ♦ La Coopération Française;
- ♦ La Coopération néerlandaise;
- ♦ L'UICN<sup>15</sup> /Mali;
- ♦ Le Bureau Elevage de l'USAID<sup>16</sup> ;
- ♦ L'Union Européenne;
- ♦ La Caisse Française de développement;
- ♦ L'USAID;

**c) Autres rencontres**

- ♦ INSAH<sup>17</sup>
- ♦ Bureau Conseil/SOCETEC
- ♦ Le Groupement des Transformateurs de Produits Alimentaires;
- ♦ Visite d'Entreprises (UCODAL, MIPAL) et de la Foire agro-alimentaire;
- ♦ La mission a également rencontré différents opérateurs économiques et acteurs de la société civile qui ont manifesté un intérêt pour contribuer aux réflexions de Sahel 21 et transformation de l'agriculture au niveau local.

## 5. Conclusions

La mission a rencontré le Ministre du développement rural et de l'environnement à qui elle a rendu compte des résultats obtenus et sollicité son appui pour:

- la mise en place d'un comité de pilotage national pour les réflexions prospectives Sahel 21 et transformation de l'agriculture sahélienne à travers le choix des deux animateurs et du communicateur et l'introduction officielle de la requête de financement pour l'organisation de la communication et des débats;
- faciliter la mise en place et le fonctionnement du groupe de travail sécurité alimentaire et des relais des projets;

## B. Cap-Vert

La mission s'est déroulée au Cap-Vert du 18 au 20 mars 1996.

### 1. Audience avec le président de la république

Le Conseiller en Sécurité Alimentaire du CILSS et le représentant du Club du Sahel ont eu l'honneur d'être reçus par son Excellence Monsieur Antonio Mascarenas Monteiro, Président de la république du Cap-Vert, Président en exercice du CILSS, à qui ont été exposés les objectifs et les résultats attendus de la mission. La délégation a particulièrement insisté sur l'importance et les enjeux du dossier Sahel 21/Transformation de l'agriculture et a sollicité l'appui du Cap-Vert pour mener à bien ce processus.

<sup>14</sup> Agence Canadienne de Développement International

<sup>15</sup> Union Internationale de Conservation de la nature

<sup>16</sup> United States - Agency for International Development - Agence américaine pour le développement international

<sup>17</sup> Institut du Sahel



Le président a félicité le CILSS et le Club du Sahel pour cette initiative et leur a demandé de ne pas hésiter à faire appel à lui et à ses ministres pour la mise en oeuvre de cette indispensable réflexion sur l'avenir, tant pour le Cap-Vert que pour la sous région.

La délégation a remercié le Cap-Vert pour son soutien constant à l'institution et l'engagement personnel de ses dirigeants pour la cause du Sahel et du CILSS.

## 2. Séance de travail avec les autorités ministérielles

**Première séance de travail avec le Ministre de la Mer, Ministre coordonnateur du CILSS.** Madame Semedo a reçu la délégation dès le début de sa mission à Praia. Au cours de cette première rencontre, la délégation a exposé le contenu des dossiers à traiter. L'organisation des travaux de la mission a ensuite été passée en revue.

Madame le Ministre a rappelé l'importance que revêt cette phase de sensibilisation des autorités nationales sur l'après PRRD<sup>18</sup> de l'institution. La nouvelle dynamique imprimée à l'organisation requiert une implication des États dans le processus de mise en place des projets et programmes. De même, le CILSS doit descendre sur le terrain pour davantage:

- ♦ sensibiliser les techniciens et la société civile;
- ♦ bénéficier de l'engagement des autorités politiques de la sous-région.

Madame le Ministre a par ailleurs souhaité que la mission parvienne, en rapport avec la partie nationale, à:

- ♦ identifier des actions concrètes à mener en 1996 au Cap-Vert;
- ♦ élaborer un programme complet de travail pour l'année en cours assorti d'un budget et d'un chronogramme d'exécution.

**Séance de travail avec le ministre de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement.** Le ministre de l'agriculture a reçu la délégation en remarquant que le PRRD est en train de porter ses fruits. Il a exprimé le souhait de voir le CILSS revivre longtemps pour soutenir davantage les pays sahéliens dans leurs efforts permanents de lutte contre la sécheresse et la désertification.

Il a par ailleurs précisé que la mise en oeuvre du programme Sahel 21/Transformations de l'agriculture coïncide avec la réflexion engagée par le gouvernement pour la définition du prochain plan de développement. Le gouvernement compte bien de ce fait utiliser le processus de débats du programme pour nourrir la définition de ce plan. Le ministre a également insisté sur la nécessité d'impliquer très fortement les différents services de son ministère dans le programme.

Concernant le dossier transformations de l'agriculture, le Ministre a proposé la prise en compte des axes de réflexion suivants:

- il existe dans la région des potentiels de production non exprimés et non valorisés. Il serait opportun d'envisager leur exploitation dans un cadre régional harmonisé. Le Cap-Vert pourrait avoir accès à certaines zones de production du Sénégal ou du Mali sous forme de joint-ventures.
- les contraintes culturelles au Cap-Vert ralentissent à plusieurs points de vue la modernisation de l'agriculture nationale. Aussi, la transformation de l'agriculture passe par la transformation de l'homme. Il faut intégrer l'homme dans le processus de prise de décision à tous les niveaux.



→ l'avenir du Sahel doit se concevoir de manière consensuelle.

### **3. Séance de travail avec le Comité National du CILSS**

Le Comité National du CILSS a reçu la mission dès son arrivée pour finaliser l'organisation des travaux et définir la composition et les mandats des différents groupes de travail.

### **4. Plénière de présentation générale**

La présentation a réuni une quarantaine de personnes des différents services de l'Etat et des représentations des agences de coopération (Union Européenne, France, USAID, Suisse, PNUD<sup>19</sup> et FAO<sup>20</sup>).

La séance a été présidée par Madame le Ministre de la Mer, Ministre Coordonnateur du CILSS qui, en introduction a rappelé les grandes étapes de la restructuration du CILSS, de la mise en oeuvre du plan triennal 1995-1997 et de la définition du processus de réflexion stratégique. Elle a ensuite insisté sur l'importance accordée par le Cap-Vert au programme Sahel 21/Transformations de l'agriculture et demandé, conformément aux recommandations de la réunion du DAG<sup>21</sup> de février 1995, aux représentations des agences de coopération, de réserver un accueil bienveillant à la requête de financement qui leur sera faite dans le cadre de ce programme.

### **5. Travaux en commissions**

Trois commissions ont été constituées pour les travaux de la deuxième journée. La première s'est penchée sur le programme Sahel 21/Transformations de l'agriculture, la deuxième sur les projets FERAP et PROCELOS et la troisième sur les projets PRORES et PREGEC.

### **6. Mise en place du groupe de travail sécurité alimentaire**

Il existe une commission nationale de sécurité alimentaire constituée essentiellement par les services techniques des ministères chargés de l'agriculture, de l'élevage, de l'alimentation et des pêches. Son secrétariat est assuré par la Direction Générale de l'Agriculture. Cette commission a été mise en place il y a quelques années avec l'appui technique et financier de la FAO. Depuis deux ans, elle fonctionne entièrement sur financements propres de l'Etat. On note que certaines structures essentielles pour la bonne exécution des activités des projets du PM/SA du CILSS ne font pas partie de cette équipe. Ce sont entre autres: les finances, le commerce, le plan, les affaires étrangères et les opérateurs économiques.

Suite à ce constat, la réunion a recommandé que la commission soit élargie aux représentants des départements ministériels et groupes socioprofessionnels suivants pour former le groupe de travail sécurité alimentaire (GT/SA):

- le ministère de la promotion économique;
- le ministère des affaires étrangères;
- la presse (télévision, radio, journaux...);
- les représentants des opérateurs économiques (restaurateurs, transformateurs, armateurs, groupements de producteurs, de commerçants et de consommateurs);

<sup>19</sup> Programme des Nations-Unies pour le développement

<sup>20</sup> Food and Agriculture Organisation. Organisation des Nations-Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (OAA)

<sup>21</sup> Donor Advisory Group, Groupe de concertation des donateurs du CILSS

- les partenaires au développement intervenant dans les domaines concernés par les projets du CILSS;
- les organisations non gouvernementales (ONG) travaillant dans les domaines concernés.

Les quatre projets du programme majeur politique de sécurité alimentaire seront coordonnés au niveau national, au sein de ce groupe de travail. Il aura pour rôle principal l'échange d'information entre les quatre projets et de veiller à la cohérence et la non duplication d'activités. Il sera chargé du pilotage de l'ensemble des études du programme majeur au niveau du Cap-Vert.

### **7. Programme d'activité Sahel 21 / transformations de l'agriculture**

La partie nationale est chargée de constituer le « noyau dur » de l'équipe

- 1) Constitution du comité de pilotage autour du secrétariat du CONACILSS;
- 2) Rédaction du document national;
- 3) Soumission de ce document aux représentations des bailleurs de fonds;
- 4) Finalisation de ce document en précisant les Bailleurs de fonds intéressés et engagés;
- 5) Présentation de ce document à une réunion régionale qui se tiendra en juin 1996;
- 6) Implication des partenaires au développement.

Il a été décidé que la partie nationale réunirait dans les plus brefs délais une réunion d'information et de sensibilisation regroupant notamment:

- les associations de producteurs;
- les syndicats;
- la plate-forme des ONG;
- des journalistes;
- les associations de femmes;
- l'animation rurale;
- les différents ministères (la direction générale de l'agriculture de la sylviculture et de l'élevage, la cellule de planification du ministère de l'agriculture, direction de l'environnement,...);
- le ministère du plan et l'équipe NLTPS;
- la recherche agricole;
- la municipalité;
- etc...

Cette réunion fera des recommandations au Ministre de l'Agriculture et au Ministre de la Mer, relatives au choix des animateurs et du communicateur et aux membres du comité de pilotage qui comprendra en outre des représentants de la société civile, en particulier les femmes et les jeunes. Elle définira également les modalités d'organisation des débats au niveau national.

### **8. Programme d'activité des projets**

#### **a) FERAP**

*(1) Mise en place de la grille de suivi des politiques du FERAP;*

Pour la partie cap-verdienne, il s'agira:

- dans un premier temps, participer à l'élaboration de la version 1 de la grille en:

- ♦ réalisant autant que faire se peut le test de remplissage de la grille-type;
  - ♦ donnant une appréciation de la grille à partir des difficultés rencontrées;
  - ♦ identifiant les correspondants nationaux chargés de son suivi;
  - ♦ donnant une appréciation sur les résultats de la première comparaison régionale des politiques.
- dans un deuxième temps, participer à la mise au point et à la validation de la seconde version.

La partie nationale s'est engagée à transmettre au CILSS une version remplie de la grille dès que possible, après qu'aient été consultés les différents services à même de fournir l'information de base.

### *(2) Concertation sur la dimension régionale des PASA*

Le Cap-Vert n'est pas actuellement sous ajustement structurel, et n'est donc pas engagé dans un PASA. Par contre, différentes mesures d'ajustement ont été initiées afin d'améliorer les performances de l'économie nationale. La partie nationale a manifesté un intérêt à comparer ces mesures d'ajustement à celle prônées dans le cadre des PASA.

Les activités, pour le Cap-Vert, concerneront donc :

- ♦ la large diffusion de la note d'information sur l'exercice par le secrétaire permanent du comité national CILSS;
- ♦ la production d'un rapport national faisant l'inventaire des mesures d'ajustement et de leur état de mise en oeuvre;
- ♦ participation à la concertation sur la comparaison régionale des PASA.

### *(3) Réduction des entraves aux échanges*

Le Cap-Vert déplore manquer d'informations sur la dynamique de ses relations d'échange avec ses voisins immédiat. Cette faiblesse concerne entre autres:

- les problèmes phytosanitaires: méconnaissance presque totale des ennemis des cultures dans les pays continentaux;
- une méconnaissance des disponibilités des pays voisins en fruits et légumes et en bétail et viandes.

Par ailleurs, le Cap-Vert est excédentaire en production industrielle de thon. Dans ce domaine, le marché visé a toujours été le marché européen. Actuellement, les conditions d'accès ce marché sont telles que les opérateurs cap-verdiens recherchent de nouveaux marchés sur le continent où il est espéré que les contraintes normatives seront moindres.

Les besoins de connaissances seront pris en compte dans l'étude filières agro-alimentaires du PRORES, que les projets FERAP et PRORES conduiront ensemble. Il est espéré que ce processus débouche sur des actions concrètes, notamment sur:

- ♦ les normes de qualité;
- ♦ la réglementation des marchés;
- ♦ la dynamique des échanges;
- ♦ les possibilités de développement des relations d'échange avec les voisins immédiats du Cap-Vert (Guinée, Guinée-Bissau, Sénégal).

### **b) PREGEC**

En attendant la formulation définitive du PREGEC, les fonds disponibles seront utilisés pour la réalisation d'un bilan-diagnostic sur la prévention et la gestion des crises alimentaires afin d'obtenir des orientations claires pour l'intervention et l'appui du futur projet au Cap-Vert.

### **c) PRORES**

Au sein du groupe de travail Sécurité alimentaire, un sous-comité a été chargé de piloter les études des projets, de proposer des CV pour les consultants (à recruter par le niveau régional) et assurer le suivi scientifique et technique des travaux et indiquer les éventuelles orientations.

Le sous-comité a fait part de son inquiétude concernant la durée des bilan-diagnostic (fin mai 1996).

Il a à cet effet décidé de prolonger leur durée de 20 à 30 jours en conservant le même montant financier alloué initialement.

Une étude complémentaire sur le système de production pêche a été demandée pour prendre en compte la spécificité côtière du pays.

Le coordonnateur régional du PRECONS (projet de conservation CILSS/UE) a informé la réunion de l'effort de consolidation mené par le projet qui rassemble et diffuse des informations dans le domaine de la conservation/gestion des ressources naturelles. Il a fait part de la possibilité de créer une synergie avec l'étude sur les systèmes de production.

Le sous-comité a recommandé, en vue d'optimiser ses résultats, de recruter à plein temps les consultants désignés disponibles pour toute la durée des études.

Le sous-comité s'engage à faire parvenir au CILSS au plus tard le 19 avril 1996 un minimum de 10 CV par étude ainsi que les suggestions et remarques (termes de référence, budgets...) pour la réalisation des études sur le système de production de la pêche et sur la prévention et la gestion des crises alimentaires.

Il a été suggéré de tenir un atelier unique de validation des résultats des trois études.

### **d) PROCELOS**

La partie nationale a manifesté un vif intérêt pour les activités de PROCELOS.

Si le Cap-Vert n'est pas dans une situation d'excédents agricoles en général, certains produits nécessitent spécifiquement un appui. Notamment, les requins pêchés ne sont actuellement pas consommés et nécessitent un mode de transformation à identifier. De même le transport de produits de certaines îles vers celles où ils font défaut nécessite une amélioration de la qualité de conservation pour pouvoir être commercialisés. Le poisson séché, très apprécié au moment du carnaval, est peu consommé en dehors de cette période... D'une manière générale, les produits locaux transformés souffrent d'un défaut de qualité et d'emballages inadaptés.

Il existe une commission mise en place pour définir des normes de qualité sur les produits agro-alimentaires, mais elle ne fonctionne pas.

Une étude sur les systèmes artisanaux de transformation agro-alimentaires a été réalisée entre 1993 et 1994. Les principales transformations portent sur la fabrication de rhum, la transformation de lait (fromage frais, beurre « de terre », produit traditionnel), la viande (séchée, salée), le miel, le vin, les saucisses, la graisse de porc, différentes confitures (coco, papaye, lait, groseille, cajou, tamarin, marmelade, goyave), le poisson (séché, en saumure). Les entreprises sont essentiellement familiales.



La première phase de cette étude a permis de quantifier les unités dans les différents cercles du pays et d'apporter des éléments qualitatifs sur l'organisation des unités. Une deuxième phase, en cours, va permettre à partir de la base de données constituée d'apprécier davantage les volumes traités et d'apporter des éléments qualitatifs sur le secteur afin de définir une stratégie d'appui. Le document de stratégie, pas encore officiel, n'a pu être communiqué à la mission.

A partir des éléments disponibles, la partie nationale a identifié certains domaines où le PROCELOS pourrait apporter un appui au secteur. Ils portent sur:

- l'amélioration de la qualité des produits par des formations aux transformateurs;
- la promotion des produits auprès des consommateurs, après qu'un effort sur l'amélioration de la qualité ait été porté;
- la définition de normes de qualité, nécessaire pour permettre de valoriser les efforts d'amélioration de la qualité;
- les transferts de technologies, afin de permettre la commercialisation de nouveaux produits;
- l'appui au regroupement de transformateurs, afin de permettre l'émergence d'entreprises plus importantes.

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité des produits, la partie nationale souhaiterait dans un premier temps un appui à la mise en place d'ateliers pilotes de formation pour les principaux produits transformés. Ces ateliers seront encadrés par des équipes de techniciens. A plus long terme, le ministère a en projet la création d'un centre de formation et de vulgarisation des techniques artisanales. L'appui sollicité porte sur le financement des activités de formation (formations, déplacements, perdiems), sachant que les fonds nécessaires aux équipements pourraient être mobilisés par d'autres canaux (opérateurs privés, Bailleurs de fonds locaux).

La partie nationale souhaite également un appui du CILSS dans l'organisation d'échanges d'expériences avec d'autres pays.

Une proposition de composition de relais va être transmise au CONACILSS pour décision.

Un projet de programme et un budget seront rédigés par la partie nationale et transmis au CILSS d'ici la fin avril.

Ces éléments seront mis à la disposition du coordonateur du projet qui définira en fonction de des moyens disponibles sur le projet l'appui qui pourra être apporté au relais cap-verdien pour la réalisation de ses activités.

## 9. Rencontres spécifiques

- **L'équipe NLTPS<sup>22</sup>**: Monsieur Edgar PINTO, Chef du projet NLTPS, basé au Ministère de la Planification Économique, a exprimé la disponibilité de son projet à collaborer au comité de pilotage et a exposé les acquis qui pourraient être valorisés dans le cadre de Sahel 21/Transformation de l'agriculture (notamment les enquêtes sur les aspirations des cap-verdiens...).
- La Coopération Française: elle a manifesté son intérêt pour les activités programmées et proposé d'éventuelles synergies avec le Programme FIDA dont les nouvelles

22

National Long Term Prospective Study, étude prospective nationale à long terme, exercice lancé sous l'égide du PNUD



orientations pourraient permettre des contributions d'expertises extérieures, notamment aux études sur les filières lait et bétail viande.

- Deux associations de femmes, la MORABI (association d'appui à l'autopromotion de la femme dans le développement) et l'OMCV (organisation des femmes du Cap-Vert): elles ont été rencontrées afin de renforcer l'implication des femmes au processus Sahel 21 et transformation de l'agriculture.

## 10. Conclusions

La mission a pu au cours de son séjour au Cap-Vert réaliser en grande partie les objectifs qui lui étaient alloués. Elle a reçu tous les appuis au plus haut niveau. Son Excellence Monsieur Antonio Mascarenas Monteiro, Président de la république du Cap-Vert, Président en exercice du CILSS, Madame Maria Helena Semedo, Ministre de la Mer, Ministre coordonnateur du CILSS et Monsieur le Ministre de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement, l'ont assurée de leur soutien actif pour la mise en oeuvre du programme de travail du CILSS, et en particulier du programme Sahel 21/Transformation de l'agriculture.

## C. Sénégal

La mission circulaire du CILSS s'est déroulée au Sénégal du 20 au 26 mars 1996.

### 1. Plénière de présentation générale

La présentation a réuni une quarantaine de personnes des différents services de l'Etat et de la Société civile. Les bailleurs de fonds ayant reçu l'invitation un peu tard, seule la Banque Mondiale était représentée.

La séance a été introduite par Monsieur Bara Mbengue, Directeur du Cabinet du Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et ensuite présidée par Monsieur Camara, Directeur l'Agriculture. Monsieur Mbengue a rappelé les grandes étapes de la restructuration du CILSS, de la mise en oeuvre du plan triennal 1995-1997 et de la définition du processus de réflexion stratégique. Il a ensuite insisté sur l'importance accordée par le Sénégal au programme Sahel 21/Transformations de l'agriculture.

A également été présentée l'initiative appelée « Coopération 21 », qui, menée par le Club du Sahel parallèlement à l'exercice de Sahel 21, devrait faire un bilan de l'aide au développement en faisant apparaître de nouvelles perspectives.

Le débat a fait ressortir quelques préoccupations des participants; dont la place qui sera faite aux ONG. Les projets du CILSS PASP<sup>23</sup> et PADLOS<sup>24</sup> ont déjà associé la Société civile et les ONG dans leur dynamique. D'autres ont souligné que le projet PROCELOS devrait se concentrer sur les politiques à mettre en place pour favoriser la consommation des produits locaux.

D'autres enfin, se sont interrogés sur l'impact du CILSS. Il existe à cet effet une étude, réalisée pour le Sénégal, qui démontre l'impact positif du CILSS. Par ailleurs, une évaluation sommaire montre qu'avec une contribution globale de 1 milliard de CFA, les États ont bénéficié de plus de 52 milliards de retombées. Actuellement, le CILSS est dans une phase de relance puisque les bailleurs de fonds lui ont renouvelé leur confiance pour la réalisation du présent plan triennal.

<sup>23</sup> Projet d'appui aux stratégies et politiques en gestion des ressources naturelles / Lutte contre la désertification

<sup>24</sup> Projet d'appui au développement local

A la suite de la présentation des projets, il a été suggéré:

- d'inclure la pêche maritime aux réflexions; Des contributions spécifiques des spécialistes de la partie sénégalaise sont attendues.
- que le FERAP intègre l'horticulture dans son programme, dont l'USAID s'occupe au Sénégal.

## 2. Travaux en commissions

Trois commissions ont été constituées pour les travaux de la deuxième journée. La première s'est penchée sur le programme Sahel 21/Transformations de l'agriculture, la deuxième sur les projets FERAP et PROCELOS et la troisième sur les projets PRORES et PREGEC.

## 3. Mise en place du groupe de travail sécurité alimentaire

### a) *Constats:*

Il existe déjà des composantes nationales pour les deux projets FERAP et PROCELOS. Ils ne sont pas coordonnés et disposent de statuts assez différents.

### b) *Relais FERAP*

- Le groupe initial était composé de:
  - Ministère du Commerce (Commerce Intérieur et Extérieur);
  - Commission Nationale de Coordination des Ruraux;
  - Ministère de l'Agriculture (UPA<sup>25</sup>, Elevage, Horticulture);
  - Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan;
  - Ministère de l'Énergie des Mines et de l'Industrie;
  - Ministère de la Pêche Maritime.

La commission a proposé que l'équipe soit élargie aux associations interprofessionnelles, à la Chambre de commerce et des Industries ainsi qu'aux Affaires Étrangères. Un groupe restreint constituant le noyau dur chargé de l'animation régulière du relais a été constitué. Il comprend l'UPA, le Ministère du Commerce, la Direction de l'Agriculture, le responsable CNCR<sup>26</sup>.

### c) *Relais PROCELOS*

Ce relais existe depuis quelques années. Il se compose comme suit:

- le CONACILSS;
- l'ENDA GRAF;
- l'ISRA<sup>27</sup>;
- Fond commun de contrepartie de l'aide alimentaire (dissous);
- CSA<sup>28</sup>;
- ITA<sup>29</sup>;
- GIE<sup>30</sup> des transformateurs de céréales;

<sup>25</sup> Unité de Politiques Agricoles

<sup>26</sup> Comité National de Concertation des Ruraux

<sup>27</sup> Institut Sénégalais de Recherche agronomique

<sup>28</sup> Commissariat à la Sécurité Alimentaire

<sup>29</sup> Institut de Technologie Alimentaire

- GIE PROCELOS<sup>31</sup>;
- La Chambre de Commerce d'Industrie et d'Agriculture de Dakar.

Son noyau restreint est constitué actuellement du CONACILSS, de l'ITA (animateur) et du CSA<sup>28</sup>.

Pour assurer la coordination entre les deux relais, la commission recommande qu'un membre du relais FERAP soit intégré à celui du PROCELOS et vice versa.

#### 4. Programme d'activité Sahel 21 / transformations de l'agriculture

La partie nationale est chargée de constituer le « noyau dur » de l'équipe qui sera chargée de l'exécution du programme.

- 1) Constitution du comité de pilotage autour du secrétariat du CONACILSS. Un comité provisoire a été mis en place, dont le noyau dur est composé:
  - du CONACILSS;
  - de la Direction du Plan;
  - de la Direction de l'Agriculture;
  - du Conseil National de Coordination des Ruraux;
  - du CONGAD<sup>32</sup> (coordination des ONG);
  - d'une ou deux représentante (s) des femmes;
  - de l'APCR (communes rurales);
  - du CONSERE (Conseil supérieur de l'environnement);
  - d'un(e) représentant(e) des journalistes;
  - de l'ISRA (recherche agricole);
  - de l'Unité Politiques Agricoles.
- Il a été décidé que le noyau dur se réunirait le 5 avril à 9h au siège du CONACILSS pour définir un programme de travail et notamment pour organiser une première réunion du comité de pilotage qui regroupera, outre les membres du Comité de pilotage (cette liste n'est qu'indicative): le conseil national de la jeunesse, des associations de femmes, le Ministère de femme, le réseau des parlementaires, une large gamme des services de l'Etat, des représentants des maires de villes, des représentants des entrepreneurs, des religieux, des universitaires, l'UNACOIS<sup>33</sup> etc. En outre, il a été demandé d'impliquer les sénégalais présents lors de la réunion fondatrice du programme Sahel 21 et/ou impliqués dans la rédaction de synthèses des connaissances, en particulier:
  - ♦ Monsieur Mamadou Diouf du CODESRIA<sup>34</sup> (☎ 25 98 22)
  - ♦ Madame Salimata Wade département de géographie Université de Dakar: s/c CODESRIA
  - ♦ Monsieur Souleymane Bachir Diagne, département de philosophie Université de Dakar (☎ 23 84 61)
  - ♦ Madame Aminata Diaw Université de Dakar (☎ 20 32 87)

30 Groupement d'Intérêt Economique

31 Groupement d'Intérêt Economique de Promotion des Céréales Locales, groupe privé indépendant du projet PROCELOS

32 Coordination des ONG d'Appui au Développement

33 Union Nationale des Commerçants et Industriels du Sénégal

34 \*\*\*\*\* Developer

- Il a été convenu que le rôle du Comité de pilotage n'est pas de réaliser des synthèses d'études. Il devra en revanche porter à la connaissance de la coordination régionale les quelques études importantes qui pourraient contribuer à nourrir le débat régional. A cette fin, l'ISRA a mis à la disposition de la coordination régionale sa bibliographie prospective.
- Le noyau dur devra en outre susciter la rédaction de contributions aux débats sous formes de fiches recto/verso ou de commentaires du document d'appel n° 0.

- 2) Rédaction du document national;
- 3) Soumission de ce document aux représentations des bailleurs de fonds;
- 4) Finalisation de ce document en précisant les Bailleurs de fonds intéressés et engagés;
- 5) Présentation de ce document à une réunion régionale qui se tiendra en juin 1996;
- 6) Implication des partenaires au développement.

Il a été convenu que le noyau dur rédigerait une communication à l'attention du cadre de concertation des bailleurs de fonds et que cette communication serait présentée à ce groupe par le CONACILSS qui en est membre. Il s'agira ainsi de demander aux partenaires du développement présents au Sénégal de désigner l'un d'entre eux comme membre du noyau dur du Comité de pilotage. Il a été rappelé à ce sujet que l'USAID Dakar mène actuellement un exercice prospectif avec une équipe nationale. Il est donc souhaitable que le Comité National Sahel 21 puisse travailler avec cette équipe.

## **5. Programme d'activité des projets**

### **a) FERAP**

#### *(1) Mise en place de la grille de suivi des politiques du FERAP*

La partie nationale s'engage à:

- Remplir la grille type proposée par le CILSS dans les deux semaines suivant le passage de la mission. L'UPA en est le responsable. Elle informera les Douanes, les Directions du commerce intérieur et extérieur, la Direction de la prévention et de la statistique, la Direction de l'Océanographie et de la Pêche.
- Réagir par rapport à l'analyse régionale que fera le CILSS à partir de la grille nationale. L'UPA a été responsabilisée pour mieux suivre cette activité au niveau national étant entendu qu'elle dépend fortement du régional. La période de juin 1996 a été retenue comme délai.
- Participer aux études sur les thèmes d'approfondissement issus de l'exercice de remplissage de la première version de grille, entre juin et septembre 1996.
- Participer à l'atelier régional de validation de la seconde grille.

#### *(2) Participer aux réflexions sur la dimension régionale des PASA en:*

- faisant le point sur les mesures et leur état de mise en oeuvre. l'UPA est chargée d'exécuter cette tâche dans les deux semaines suivant le passage de la mission.
- participant à l'atelier sur la comparaison des PASA pour la fin juin 1996.
- réalisant des études d'impact (entre juin et septembre 1996)

→ participant à la concertation régionale entre décembre 1996 et janvier 97.

(3) *Réduction des entraves aux échanges*

(a) Redynamiser les cadres de concertation élevage et céréales en les regroupant dans un seul relais:

- ♦ l'organisation d'une concertation sur les objectifs et le programme de travail sur le sous-espace ouest (début avril 1996);
- ♦ la participation aux ateliers sur le transport, le transit, le financement, et aux réunions d'experts et des ministres chargés de l'agriculture et de l'élevage.

(b) Élaborer un plan d'action céréales par:

- ♦ la mise à jour des entraves identifiées par l'étude CMA/AOC;
- ♦ la réalisation d'investigations légères auprès des commerçants;
- ♦ l'établissement d'un plan national d'actions permettant aux groupements interprofessionnels de sensibiliser les décideurs politiques.

(c) Appuyer le processus de réduction des entraves aux échanges de céréales

- ♦ identification, suivi et évaluation des droits et taxes formels et informels;
- ♦ élaboration d'un programme de réduction de ces entraves;
- ♦ publication des normes de qualité (état des lieux);
- ♦ mise à jour des résultats de l'étude CMA/AOC relatifs au transport;
- ♦ élaboration d'un programme d'harmonisation des coûts du transport.

**b) Plan d'action PROCELOS**

Le Plan d'action du Relais PROCELOS Sénégal a été revu et la Commission a fait ses observations. Le Plan reprend globalement les activités suivantes:

ACTIVITÉS	ACTIONS CONCRÈTES A MENER	CIBLES
Recherche d'harmonisation des prix de vente et des stratégies des produits transformés	Adopter un même schéma technologique de production Harmoniser les coûts de la main d'œuvre féminine Optimisation de la gestion des approvisionnements en matière première Fixer les normes de qualité sur les produits finis	Opérateurs d'unités de transformation semi-industrielle Organisation et groupement de femmes Opérateurs, transformateurs, banques de céréales et commerçants Opérateurs, agents commerciaux, Commissariat à la sécurité alimentaire, ITA, ISN Organisations interprofessionnelles de producteurs
Création d'une banque de données	Collecte des informations, structuration des données et saisie	Opérateurs, projets, transformateurs
Stabilisation du coût de la matière première	Évaluer et constituer des stocks suffisants au niveau central uniquement destinés aux transformateurs Assurer le stockage et la protection au moindre coût	Transformateurs, commerçants, stockeurs, Commissariat à la sécurité alimentaire Banques céréalières, opérateurs semi-artisanaux élargi à d'autres structures Commissariat à la sécurité alimentaire, commerçants transformateurs Union Nationale des Banques de céréales



		villageoises
Organisation du marché des céréales transformées et des fruits et légumes transformés	Instaurer une foire annuelle Organiser hebdomadairement un marché itinérant (Louma) des produits transformés	Transformateurs, consommateurs et distributeurs
Vulgarisation des produits transformés	Évaluation de l'impact du livre de recettes et conception de la deuxième édition Instaurer une collaboration avec le projet de nutrition communautaire pour la fourniture de matières de base Sensibilisation du grand public et des mouvements potentiels Diffusion des recettes culinaires Réaliser un support audiovisuel pour les animations de quartier A long terme, insertion du volet transformation des céréales et des produits locaux dans le programme national de vulgarisation agricole	Groupements et associations féminines, collectivités publiques, hôtels, restaurants et autres Appui sur les leaders d'opinion notamment les marabouts Structures collectives (hôpital, armée, pénitencier) Groupements de femmes, associations de consommateurs, restaurants, hôtels, médias, presse écrite, sportifs, médecins, nutritionnistes Groupements de femmes, médias, Associations sportives et culturelles Encadreurs de base du PNVA, organisations rurales
Mise en place d'un système de crédit	Création d'un fond renouvelable	Opérateurs économiques

### c) PRORES

La commission s'est entendue sur la nécessité de faire parvenir au Secrétariat Exécutif du CILSS les CV et les contributions du groupe de travail, notamment sur les systèmes de production, les filières pêche maritime et fruits et légumes, avant le 13 avril 1996.

Elle propose de tenir un seul atelier de validation technique pour l'ensemble des études. Les rapports sur les bilans diagnostic des études seront disponibles au plus tard à la fin du mois de mai 1996.

### d) PREGEC

Le rôle du groupe de travail sera d'assurer le pilotage de l'étude. Cette étude permettra de mettre à jour les connaissances sur les dispositifs de prévention et de gestion des crises alimentaires et d'apprécier l'appui éventuel du CILSS dans les domaines;

- ♦ des dispositifs de prévention et de gestion des crises alimentaires.
- ♦ de mise en place d'un plan d'urgence
- ♦ de mise en place de stock et de fonds nationaux de sécurité alimentaire

Les termes de références et le déroulement de l'étude seront proposés à la partie sénégalaise avant la fin du premier semestre 1996.

## 6. Rencontres spécifiques

### a) Rencontre avec le Ministre d'Etat à l'Agriculture

Le Ministre d'Etat, Monsieur Robert Sagna, a reçu la mission et l'a assuré de l'appui du Sénégal pour la réussite des objectifs du CILSS, notamment en ce qui concerne le dossier Sahel 21 et la transformation de l'agriculture. Le Ministre a insisté sur la contribution de

l'irrigation et des aménagements hydro-agricoles dans l'atteinte des objectifs de sécurité alimentaire, compte tenu des potentialités hydriques des pays sahéliens. Il a aussi souligné que le CILSS aurait pu apporter une meilleure contribution à la conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre dans des domaines tels que l'identification de la problématique des échanges de produits agricoles dans la sous-région. Enfin, il souhaite que le CILSS appuie les États pour se doter de moyens de communication modernes (Internet) afin d'améliorer la vitesse de circulation de l'information notamment en matière de production agricole.

#### ***b) USAID***

La mission a été reçue par Monsieur Ernest T. Jipson et une partie de l'équipe chargée de la réflexion stratégique à l'USAID appelée « Dream Team ». Les principales questions soulevées par l'USAID portent sur la méthodologie de consultation de la société civile dans Sahel 21 et sur l'organisation du processus au Sénégal. Les méthodes mises au point dans l'étude PADLOS Éducation et celles mises au point par Emmanuel Ndione (ENDA) ont été évoquées de part et d'autres. Il a été convenu de continuer d'échanger des idées sur ce thème qui demeure un défi. L'USAID a souligné que la participation de la base demande du temps et de l'argent. L'équipe Sahel 21 du Sénégal prendra contact avec l'USAID pour solliciter sa participation aux réflexions et au financement du processus. L'USAID a également demandé pourquoi l'on insistait sur les femmes et les jeunes et quelles étaient les principales idées mises en avant dans Sahel 21.

#### ***c) Coopération Française***

La mission a rencontré Jean-Jacques Courtant, conseiller développement rural régional pour le Sénégal, la Mauritanie, la Guinée-Bissau et la Guinée Conakry. Il est chargé des dossiers agricoles dont celui de la CMA/AOC, et connaît depuis longtemps le CILSS et le Club.

Monsieur Courtant a formulé plusieurs remarques; il ne trouve pas souhaitable de rechercher des idées consensuelles qui risquent de rendre les travaux moins intéressants. Il évoque également le risque de ne mobiliser dans le processus que les « abonnés ».

Sur la transformation de l'agriculture, il suggère que l'on consulte les industriels (moulins, conserveries, rizeries, fournisseurs de matériels agricoles...) qui ont des idées à proposer. Pour Monsieur Courtant, la plupart des innovations ne viennent pas des ministères. Il pense que le CILSS trouvera un partenaire dans l'UPA qui est responsabilisé et dispose de ressources pour travailler sur le secteur agricole au Sénégal.

#### ***d) ACDI***

La mission a rencontré Monsieur Paul Lachance, directeur de la Coopération; Ce bureau couvre aussi la Mauritanie, le Cap-Vert, la Gambie et la Guinée-Bissau. L'ACDI se dit prête à participer aux débats de Sahel 21 et peut mobiliser ses experts locaux. Une contribution financière pourra être envisagée au moment opportun. Il sera utile de formaliser la demande de participation par une lettre d'invitation.

#### ***e) Pays-Bas***

La mission a été reçue par Monsieur Albert Kuiper (conseiller), Madame Marisha Pechaczek (première secrétaire « femme et développement ») et Monsieur Geert Geut (premier secrétaire au développement rural). L'ambassade couvre les programmes de développement au Sénégal, Cap-Vert et Guinée Bissau.

Les principales questions soulevées par la partie néerlandaise portent sur la valeur ajoutée de l'exercice Sahel 21/Transformation de l'agriculture, la méthodologie de l'approche participative des groupes cibles, la méthodologie de l'approche genre dans les études et la participation des femmes. L'ambassade a indiqué son intérêt pour les initiatives tendant à renforcer la participation des femmes et pour la méthodologie de l'approche genre dans le processus Sahel 21 au Sénégal, au Cap-Vert et en Guinée Bissau. Il fut également convenu que, eu égard à l'importance de coopérer avec le NLTPS<sup>22</sup> financé par les Pays-Bas au Cap-Vert et en Guinée Bissau, l'ambassade écrira aux responsables de NLTPS pour assurer une étroite coopération avec Sahel 21.

Dans une rencontre séparée avec Madame Marisha Pechaczek et Madame Oumoul Khaye Niang, la mission fut informée que le Sénégal (Ministère de la femme et de la famille) est en train de préparer un plan d'action femme 1997-2000 en guise de suivi de la Conférence internationale des femmes de Beijing. Il sera utile d'associer ce plan avec Sahel 21.

#### *f) Union Européenne*

La mission a rencontré successivement Monsieur Greiling, chargé des programmes agricoles avec le Sénégal, et Monsieur Van Haeverbeke, chef de la Délégation au Sénégal. Les programmes Sahel 21 reçoivent un bon accueil du chef de délégation, qui établit le lien avec la préparation du huitième F.E.D.<sup>35</sup>, ainsi qu'avec une réflexion en cours sur la sécurité alimentaire. Par ailleurs, il se félicite des efforts du CILSS en matière de sécurité alimentaire tout en soulignant les problèmes de financement qui s'annoncent du côté national, notamment en raison de la fermeture du Fonds de contrepartie de l'aide alimentaire.

Par ailleurs, le F.E.D. Sénégal a constaté une inexactitude dans un rapport CILSS/Club sur la Charte de l'aide alimentaire (à suivre).

#### *g) Coopération Suisse*

La Suisse n'a pas au Sénégal un véritable bureau de coopération mais finance certains projets axés principalement sur la formation agricole. La mission a rencontré Monsieur Fayet qui s'est montré intéressé par les travaux du CILSS/Club sur la réflexion stratégique Sahel 21 et sur l'éducation/formation à la base. Il a été convenu que Monsieur Fayet, le responsable actuel, sera invité à y participer.

#### *h) BCEAO<sup>36</sup>*

La mission a rencontré Monsieur Ly, de la Direction des études, autrefois en charge de la NLTPS à la Présidence du Mali. La BCEAO a bien reçu les invitations du CILSS de participer à la réflexion Sahel 21. Une réponse sera bientôt préparée. La BCEAO pourrait apporter à Sahel 21 une réflexion sur l'avenir économique et monétaire de la région, étant entendu que seuls quatre pays du CILSS sont membres de la BCEAO.

Sur un plan strictement personnel, Monsieur Ly a suggéré que la réflexion sur l'avenir du Sahel pourrait valablement aborder les questions géopolitiques qui font du Sahel une région à la fois en contact avec l'Afrique du Nord et avec les pays côtiers.

<sup>35</sup> Fonds Européen de Développement

<sup>36</sup> Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

### *i) Primature*

La mission a rencontré Monsieur Mamadou Lamine Diallo, conseiller du Premier ministre, qui avait participé à la réunion initiale de Niamey sur Sahel 21. Monsieur Diallo a bien reçu la sollicitation du CILSS de réagir au document d'appel. Par ailleurs, il lui a été remis deux notes ébauchant les termes de référence des deux notes retenues à Niamey sur le secteur minier et sur la globalisation. Il est entendu, comme convenu, que Monsieur Diallo organisera ces travaux et leurs financement en lien avec Monsieur Mamadou Diouf, consultant du CILSS pour Sahel 21.

### *j) Association des Professionnelles Africaines de la Communication (APAC)*

La mission a rencontré Madame Fatoumata Sow, secrétaire exécutive, qui est aussi présidente du CONGAD et bien connue par les organisations féminines. APAC est une organisation de femmes journalistes qui travaille en l'Afrique de l'Ouest et Centrale. En relation avec Sahel 21, l'importance d'une pleine participation des femmes, ce qui nécessite un effort spécifique, a été soulignée. Madame Sow aimerait y être associée.

La mission fut également informée que le collectif des ONG de Beijing continuera d'exister comme structure enregistrée et devrait être associée dans le comité de pilotage Sahel 21.

### *k) Autres contributeurs*

Le contact a également été pris avec Monsieur Diagne et avec Madame Diaw respectivement chargés de synthétiser les études prospectives Sénégal 2015 et Femmes 2015. Comme Monsieur Diallo, ces experts travailleront en relation avec Monsieur Diouf.

Au cours des rencontres, des organisations et des noms des femmes qui pourraient être associées comme participantes ou personnes ressources. La mission n'a pas eu le temps de toutes les contacter:

- Association des Femmes de l'Afrique de l'Ouest (AFAO), liée à la CEDEAO. Le Secrétaire Général en est Madame Fatimata Myriam Vicens (☎ 25.25.52);
- Madame Binta Sarr (☎ 41.31.95) Association pour la Promotion des Femmes Sénégalaises (APROFES) animatrice;
- Madame Fatoumata Sow (☎ 210815) APAC, journaliste, animatrice;
- Madame Oumoul Khaya Niang (☎ 291827) sociologue, analyse genre, femme et développement;
- Madame Oumy Koné (Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature), sociologue, journaliste. Elle a travaillé dans la cadre de la préparation de la conférence de Praia.

### *l) ISRA (Institut sénégalais de Recherches agricoles)*

La mission a rencontré le Directeur général, Monsieur Jacques Faye, entouré de deux ses collaborateurs (Monsieur Pape Abdoulaye Seck et Monsieur Adama Faye). Monsieur Faye a assuré la mission de la participation effective de l'ISRA au comité de pilotage, malgré le calendrier serré de ses collaborateurs. Il a cependant souhaité une bonne organisation du processus.

### *m) UPA (Unité de politiques agricoles du Ministère de l'Agriculture)*

L'UPA est en train de mener une réflexion sur l'agriculture sénégalaise et espère que l'initiative régionale pourrait apporter un éclairage d'un autre niveau. Le Directeur, Monsieur



Mohamed El Habib Ly a félicité le CILSS pour ses nouvelles options et a fait plusieurs suggestions tendant à assurer une solide organisation du processus et son articulation avec les réflexions nationales.

#### *n) ENDA<sup>37</sup>*

ENDA est déjà engagé dans un processus de réflexion stratégique. La mission a eu une session de travail avec plusieurs de ses membres (M Taoufi Ben Abdallah, Monsieur Moussa Seck, Madame Fatou Sarr, Monsieur Jean-Jacques Guibert). Leurs réflexions sur l'avenir de l'agriculture les ont amené à mettre au point un nouveau modèle « l'Agropôle » qui tient compte des aspirations des jeunes pour une agriculture plus moderne et performante et du problème foncier. Ce modèle est en place au Sénégal et intéresse d'autres pays (Mali, Burkina Faso).

ENDA a attiré notre attention sur la problématique urbaine pour laquelle cet organisme dispose d'une expertise de plusieurs années. Pour eux, Sahel 21 doit accompagner les acteurs dans leur réflexion en leur fournissant entre autres des informations de base.

#### *o) CONSERE (Secrétariat permanent du Conseil Supérieur des Ressources naturelles et de l'Environnement).*

La mission a rencontré Monsieur Oussoubi Touré (secrétaire permanent) et Monsieur Papa Mawade Wade. Cet organisme a exposé son processus d'élaboration pour le Plan National d'Actions pour l'Environnement qui sera réalisé à partir d'une synthèse thématique et éco-géographique des plans régionaux. Dans les prochains mois auront lieu des concertations décentralisées par et pour chaque catégorie d'acteurs. Un Forum national devrait se tenir en juin/juillet 96. Au regard des objectifs de Sahel 21, une concertation pourrait s'établir dès maintenant pour intégrer la dimension prospective au niveau de la consultation participative du PAN<sup>12</sup> de la CID<sup>13</sup>, car la gestion des ressources naturelles devra être abordée au cours des débats et pour éviter les duplications. Cet organisme a souligné l'importance des contributions spécifiques sur les thèmes du foncier et de l'élevage.

#### *p) CONGAD*

La mission a été reçue par son Secrétaire Exécutif, Monsieur Malamine Savané. Ce collectif d'ONG, qui regroupe la majorité des ONG du Sénégal (94 dont une quinzaine d'ONG étrangères), est déjà impliqué dans les grands débats au Sénégal. Sur la désertification, le CONGAD travaille avec le CONSERE et ENDA. Ils travaillent par région écologique et ont six centres d'information dans ces régions.

Cet organisme suggère fortement de décentraliser le débat de Sahel 21 et de le faire surtout avec la société civile. Comme mécanisme d'équité, on nous a référé au modèle des fonds de l'USAID pour les ONG ou le FEM<sup>38</sup>/PNUD/GEF<sup>39</sup> ou l'égalité entre les partenaires se concrétise. Il suggère également que soient impliquées des institutions de formation telles l'IFAN<sup>40</sup>. Pour ce qui est de l'implication des femmes, tout en reconnaissant la faiblesse institutionnelle du CONGAD dans l'approche « genre », cet organisme estime que l'on doit

37 \*\*\*\*\* Développeur

38 Fond pour l'Environnement Mondial

39 Global Environment Fund - Fond pour l'Environnement Mondial

40 \*\*\*\*\* Développeur



favoriser l'émergence des ONG de femmes. Le CONGAD a supporté sur cet aspect le collectif de Bejing. Le CONGAD est prêt à participer à Sahel 21/Transformation de l'agriculture en impliquant ses membres. CONGAD pourra également contribuer à des fiches thématiques, par exemple, sur l'appui institutionnel et sur les questions foncières.

#### *q) Le CSE - Centre de Suivi Ecologique (Monsieur Niang)*

Le Centre de Suivi Écologique se dit très intéressé à participer au processus de réflexion Sahel 21 en particulier sur les aspects biophysique de l'environnement. Ce centre dispose d'une information scientifique d'une grande valeur et d'outils modernes et performants qui peuvent alimenter la réflexion, entre autres sur la gestion des ressources naturelles. Ils sont aussi intéressés à participer au groupe de travail sur la prévention des crises alimentaires et disposent aussi à ce niveau d'informations performantes. Des collaborations sont déjà en cours avec le Centre Agrhymet. Il faudra les inviter à joindre ces groupes de réflexion.

#### *r) Contacts des Chefs de Projet*

D'autres contacts spécifiques ont été pris par les chefs de projets du Programme Majeur de Sécurité Alimentaire dans le cadre de leur activités (PROCELOS, PREGEC, PRORES, FERAP).

##### *(1) PROCELOS*

Le PROCELOS a rencontré Monsieur Mahwa Mbodj de la FAO du Sénégal, Monsieur Samir Sobhy, représentant résident de l'UNICEF, Monsieur Léopold Sarr de la Banque Mondiale, Monsieur le Ministre de la Communication et son conseiller en communication sociale, Monsieur Sow, président du GIE des transformateurs de céréales locales, Monsieur Jean-Louis Bolly, conseiller en développement rural à la Délégation de la Commission de l'Union Européenne, Madame U. Lebender attachée commerciale à l'Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne, le DG de l'ISRA et deux de ses collaborateurs, Madame B.Giraud chargée du Programme de promotion des céréales locales de l'Union Européenne, le responsable du bureau conseil PROCELOS, Monsieur le Directeur général de l'ITA.

##### *(2) FERAP*

En marge des travaux, le chef de projet FERAP a eu des discussions particulières et approfondies sur les objectifs et stratégies d'intervention du projet avec certains experts nationaux représentant les structures et institutions devant faire partie du relais FERAP. Il s'agit de:

- ♦ Moustapha Camara, Directeur de l'Agriculture;
- ♦ Pape Seck CS ISRA;
- ♦ Younoussé I.Seye, Direction de l'Horticulture;
- ♦ Oumar Ly, Ministère des Pêches;
- ♦ Moustapha Baye, CT, Ministère de l'Agriculture;
- ♦ Mamadou L. Mar, DSA Direction de l'Agriculture.

Il a par ailleurs eu des séances de travail avec le service Politiques et Stratégies de l'UPA; elles avaient pour but de poursuivre l'affinement du programme de travail 1996 de la partie nationale.

##### *(3) PRORES*

Le chef de projet PRORES a rencontré:

- ♦ Monsieur Camara, Directeur de l'Agriculture;
- ♦ Monsieur Abdou Diop chef de la Division des Actions et Programmes, coordonnateur national du programme national de vulgarisation agricole de la Direction de l'Agriculture;
- ♦ Monsieur Amadou Mactar Konaté Cellule Agro-sylvo-pastorale et d'alerte rapide pour la sécurité alimentaire;
- ♦ Monsieur Abdoulaye Kane Directeur des Eaux et Forêts, Chasse et de la conservation des sols;
- ♦ M N'Dawar Diung, CT, Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature, coordonnateur du Plan d'Action forestier;
- ♦ Monsieur Oussouby Touré, Secrétaire Permanent du CONSERE;
- ♦ Monsieur Pape Mawade Wade, Ingénieur forestier au CONSERE;
- ♦ Monsieur Bocar Sade Sy, Directeur du Service de l'Energie en milieu sahélien (SEMIS);
- ♦ Monsieur Oumar Diouf du Cabinet ACG Afrique Associates consultants;
- ♦ Monsieur Youssou Diagne, Unité des Politiques Agricoles;
- ♦ Monsieur Mohamed El Habib Ly, Directeur de l'UPA;

## 7. Conclusions

La mission a pu au cours de son séjour au Sénégal réaliser en grande partie les objectifs qui lui étaient alloués. Elle a reçu tous les appuis du Ministre de l'Agriculture.

### D. Gambie

La mission circulaire s'est déroulée en Gambie du 27 au 29 mars 1996.

#### 1. Plénière de présentation générale:

Monsieur Charles Thomas SARR, secrétaire permanent du CONACILSS de Gambie a introduit la mission. Le Conseiller en sécurité alimentaire du CILSS a présenté l'objet de la mission et ce qu'elle attendait de la partie gambienne en faisant l'historique de la restructuration du CILSS et en expliquant brièvement les projets actuels et leur synergie.

#### 2. Commission 1: Sahel 21 / transformations de l'agriculture

##### a) Comité de pilotage Sahel 21 / transformations de l'agriculture

Contact officiel	Participants potentiels
Le secrétaire permanent de la Présidence (The permanent Secretary, Office of Chairman)	Direction des politiques (Departement of politics)
Le secrétaire permanent du Ministre des Finances et des Affaires économiques (The permanent secretary, Ministry of Finance and Economic affairs)	Unité d'allègement de la pauvreté (poverty Alleviation Unit)
Le secrétaire permanent du Ministère du Commerce de l'Industrie et de l'emploi	Direction de l'énergie Unité de promotion des investissements
Le secrétaire permanent du Ministère du Territoire et du Développement Local (The permanent Secretary Ministry of Local Government and Lands)	Direction du développement communautaire Commissaire de division
Le secrétaire exécutif de l'Agence Nationale	

pour l'Environnement (The Executive secretary National Environnement Agency)	
La Chambre de Commerce et de l'Industrie	
Le secrétaire permanent du ministère de l'Education	Le Centre de développement de l'éducation non formelle
Le secrétaire permanent du ministère du Travail et des Communications	Direction de l'Information
Le secrétaire de l'Union de la Presse Gambienne	
Le Conseil National de la Femme	
Le secrétaire exécutif du Bureau de la Femme	
Le coordonnateur de la Commission Nationale sur la population	
Le directeur, Direction des services agricoles	
Le directeur, Direction du service de l'élevage	
Le directeur, Direction des Pêcheries	
Le directeur, Direction de la foresterie	
Le directeur, Direction des ressources en eaux	
Le directeur, Direction de la Faune	
Le directeur, Direction de la coopération	
Le directeur, Direction des statistiques	
Le directeur, Direction du Plan, MANR	
Le directeur général de l'Institut national de recherche agricoles	
Le secrétaire permanent du Ministère de la santé	
L'Association nationale des Jeunes	
L'association des ONGs (TANGO)	GAFNA Action aid Caritas FFHC Wisdom (Wimen in Service of Development) Gambian Women's Finance Association
Le Centre Gambien pour l'industrialisation	
l'Union des coopératives gambiennes	
Le CONACILSS	
Les bailleurs de fonds	

***b) Noyau restreint d'animation et de coordination***

- Le CONACILSS
- L'Unité d'analyse des politiques, Présidence
- La Direction de la Planification du Ministère de l'Agriculture et des Ressources Naturelles
- L'Association des ONG
- Le Conseil National de la Femme
- L'organisation nationale de la Jeunesse
- Un expert en communication
- Un représentant des bailleurs de fonds

### **c) Tâches urgentes**

Les étapes suivantes ont été retenues à court terme:

- 1) Organiser une première réunion des personnes proposées afin de finaliser la liste. Cette liste doit être envoyée au CILSS à Ouagadougou qui en retour enverra quelques premiers fonds de facilitation.
- 2) Élaborer une proposition de projet à soumettre aux bailleurs de fonds locaux; cette requête devra être envoyée par le Ministre de l'Agriculture qui la transmettra aux principaux bailleurs et au CILSS qui assurera un suivi auprès des sièges des Agences.
- 3) Participer à une réunion régionale en juin 1996; dans cette réunion, on discutera d'une première version d'une vision régionale ainsi que de chacune des stratégies nationales développée par les États membres du CILSS.

### **3. Commission 2:**

La Commission était composée des trois chefs de projets du CILSS et des institutions suivantes:

- le secrétaire permanent du CONACILSS
- la Direction de l'Agriculture représentée par APNU et FNU
- la DOP
- l'Institut national de recherche (NARI)
- le Ministère du développement local
- l'Association des ONG représentée par l'ONG GAFNA
- le Ministère du Commerce de l'Industrie et de l'emploi
- la FAO
- le PNUD
- un interprète, Mme Salimata Touray

La séance était présidée par Monsieur Charles Thomas du CONACILSS. Chaque chef de projet a fait une présentation suivie de débats.

#### **a) PRORES<sup>41</sup>**

Après plusieurs discussions, il a été décidé que la traduction des termes de références devra être plus claire. Ces termes devront être en harmonie là ou c'est possible avec les termes de références du Comité national de Sécurité alimentaire.

Il a été proposé et accepté que chaque pays organise les ateliers des trois études en même temps pour faciliter la logistique et diminuer les coûts.

Tous les CV devront être envoyés avant le 13 avril 1996.

#### **b) PROCELOS<sup>42</sup>**

##### *(1) Activités Proposées pour la Gambie:*

- 1) Discuter avec le CONACILSS la possibilité de mener une petite enquête sur les habitudes de consommation et les activités de transformation en Gambie.

<sup>41</sup> Projet de Réflexion Stratégique

<sup>42</sup> Projet régional de promotion des produits locaux

2) D'autres sujets pourront être considérés:

- Comment impliquer les différentes associations de consommateurs ?
- Comment résoudre le problème de l'emballage ?
- Comment améliorer l'image des produits locaux ?
- Comment standardiser la qualité des produits locaux ?

Dans ce cadre, la Gambie va préciser le type d'appui dont elle a besoin. Ceci devra se faire rapidement afin que l'on puisse convaincre les bailleurs de fonds pour le financement de ces activités.

### *(2) Discussion*

La discussion s'est concentrée sur les besoins de promotion des produits locaux et des contraintes spécifiques de la Gambie. Il a été décidé de retenir le NU comme point focal en formant un sous-comité sous la tutelle du Comité National de sécurité alimentaire. Ce sous-comité comprendra au moins:

- ♦ le NU
- ♦ le DL
- ♦ les Pêches
- ♦ l'Horticulture
- ♦ la Chambre de Commerce de Gambie.

Ce sous-comité se réunira dans un délai rapide et déterminera les interventions prioritaires à mener.

Il a été souligné que les pays comme la Gambie, avec une expérience limitée en transformation, seront appuyés au cours de la présente phase du PROCELOS afin de bénéficier de l'expérience des pays plus avancés dans le domaine.

Le coordonnateur du projet a promis d'envoyer régulièrement les suppléments et bulletins agro-alimentaires du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal au point focal à travers le secrétaire permanent du CONACILSS.

### *c) Projet FERAP<sup>43</sup>*

#### *(1) Présentation*

Pour le premier résultat, les activités à mener en Gambie pour 1996 seront de:

- 1) Mettre en place une grille d'analyse des politiques;
- 2) mettre en évidence la dimension régionale de ces politiques, spécialement celle de l'ajustement structurel et son impact sur l'approvisionnement local.

#### (a) Première activité

La grille est en train d'être remplie. Une fois remplie, la grille sera envoyée au CILSS qui sollicitera les réactions des autres pays membres. Après cette étape, une version finale de la grille sera envoyée aux États membres. Après entente sur la grille, les informations collectées seront diffusées sous la forme d'un bulletin qui sera aussi envoyé aux États membres. Les États seront appelés à discuter régulièrement des résultats de cet exercice.

#### (b) Deuxième activité:

43

Projet régional de fluidification des échanges dans le secteur agro-alimentaire et harmonisation des politiques



Des consultations régionales seront organisées pour comparer les avantages, la compétitivité et l'impact des ajustements structurels ce qui va amener chaque État à participer à un débat régional dont les recommandations seront soumises aux décideurs des États.

Le FERAP a déjà démarré en Gambie et un comité est formé; il comprend les institutions directement reliées aux échanges. Ce noyau dur est dirigé par le Ministère du Commerce.

(c) Troisième activité:

Le FERAP et la PRORES vont mener conjointement une étude sur le secteur agro-alimentaire qui sera orientée vers les échanges régionaux.

*(2) Discussions:*

La discussion s'est focalisée sur l'importance des échanges régionaux et le besoin de faciliter ces échanges. Il a été mis en évidence que la Gambie est à l'avant garde sur ces aspects avec la signature récente d'accords commerciaux avec la Guinée Bissau et les négociations entreprises avec le Sénégal.

*(3) Relais FERAP*

Il a été proposé de former un comité FERAP constitué du Commerce le DOP, le CBG, et les Douanes et assises. Le coordonnateur du FERAP a suggéré d'associer au Relais national des institutions directement reliées avec la production, la conservation et la promotion des produits locaux. Le point focal et le coordonnateur se sont entendus sur les institutions suivantes:

- le Conseil du Gouvernement de Gambie (GGC)
- la Direction du Plan
- la Direction des Pêches
- la section Horticulture
- et la Direction de l'Élevage

Nous avons été informés que le Ministère du Commerce de l'Industrie et de l'Emploi a proposé une étude sur le Commerce de la Gambie avec les États voisins. Cette étude mettra l'accent sur comment le commerce et la libre circulation des produits peuvent être améliorés dans la sous-région. C'est une priorité pour le Ministère d'harmoniser les deux termes de référence.

**d) PREGEC<sup>44</sup>**

*(1) Discussions*

Le coordonnateur régional a été informé de la situation en Gambie. La Direction du Plan:

- 1) collecte les données sur les stocks de sécurités au niveau national;
- 2) établit un bilan qui va donner un aperçu de la disponibilité alimentaire en Gambie;
- 3) participe au système d'alerte précoce.

Le gouvernement local, lui, assure la distribution, c'est-à-dire le mouvement physique des stocks et, avec les Commissaires de Division, contrôle l'état des structures d'entreposage.

*(2) Relais PREGEC*

Il a été convenu que le Relais PREGEC sera créé en tant que sous-comité du Comité National de Sécurité alimentaire, dans lequel vont participer le ministère du Développement local, la Direction du Plan, les Ressources hydrauliques, la Direction de l'Agriculture (APMU). Il a été suggéré de mettre plus d'emphasis sur un meilleur dialogue qui permettra de résoudre les difficultés à l'amiable; ce qui pourra être fait avec le support du niveau régional. Le coordonnateur a aussi été informé qu'il n'existe pas de stock au niveau national. Il a aussi été informé sur le fonds d'urgence ainsi que des activités de Programme alimentaire mondial (WFP), du Catholic Relief Service( CRS) et de l'ONG GAFNA dans le domaine de l'aide alimentaire.

#### **4. Mise en place du groupe de travail sécurité alimentaire**

Le groupe de travail Sécurité Alimentaire sera bâti sur le même modèle que dans les autres pays.

#### **5. Rencontres spécifiques:**

##### ***a) Ministre de l'Agriculture et des Ressources Naturelles***

Le Ministre de l'Agriculture et des Ressources Naturelles, Monsieur Musa Saihou Mbenga, a reçu la mission et lui a donné son assurance du support total des autorités gambiennes dans le présent exercice qui cadre bien avec les exercices semblables déjà entrepris par la Gambie.

##### ***b) Consul honoraire du Canada***

Le Consul du Canada, Monsieur Stephen Yipp, a reçu la mission et lui a assuré son soutien moral. Cette démarche cadre bien avec d'autres initiatives entreprises en Gambie (appui aux femmes, développement de l'énergie éolienne) et soutenues par le Canada. L'expérience personnelle du Consul pourra être mise à profit dans l'exercice Sahel 21.

##### ***c) USAID***

La mission a rencontré Monsieur G. Cohen qui a rappelé la fermeture du bureau de l'USAID suite au coup d'Etat de 1994. L'USAID espère cependant respecter ses engagements en Gambie pour appuyer le processus démocratique à travers l'appui aux ONG et la Commission électorale. Il a bien accueilli l'initiative Sahel 21 et considère le CILSS comme l'organisme approprié pour guider ce processus.

##### ***d) Coopération allemande (GTZ)***

La mission a rencontré Monsieur Dominique Reeb (le chef d'équipe des projets forestiers GTZ). Ce projet a commencé par la revue de la situation forestière au début des années 80. En utilisant les forêts de l'Etat pour démontrer aux villageois les techniques d'aménagement des forêts, le projet a réussi à appuyer les villageois dans la gestion et la protection de leur boisés. Selon Monsieur Reeb, cela n'est pas très difficile car les populations sont sensibilisées aux problèmes reliés à la disparition des forêts. Le projet a appuyé plusieurs villages et les résultats commencent à se faire remarquer sur les cartes.

##### ***e) Union européenne***

Monsieur Alessandro Mariani a informé la mission que l'Union Européenne est très intéressée en principe à la coopération régionale et aux politiques pour la promouvoir en Afrique de l'Ouest; il pense qu'il s'agit d'un moment approprié pour ce type de réflexion. Le cas de la Gambie est plus

complexe. Après le coup d'Etat, la plupart des programmes de coopération se sont arrêtés et ne seront poursuivis qu'après la tenue d'élections démocratiques. Comme l'USAID, la CEE a conservé seulement des projets liés au retour de la démocratie, principalement en appuyant la confection des listes électorales. Il sera donc difficile de trouver des fonds pour l'exercice Sahel 21.

Monsieur Mariani a indiqué que certains groupes dont un appelé Think Tank a déjà travaillé sur un document intitulé "La Gambie en 2020" sous la tutelle du Ministère du Commerce mais il sera difficile de mener un large débat dans les prochains mois compte tenu de la campagne électorale.

#### *f) PNUD*

La mission a été reçue par Monsieur Church (représentant résident) et Monsieur Thorup (chargé de programme). Le PNUD a démontré un intérêt pour Sahel 21/Transformation de l'Agriculture qui peut s'appuyer sur les politiques gouvernementales comme la "Stratégie gambienne allègement de la pauvreté", et le "Plan d'Actions Environnementales de la Gambie". Ces deux stratégies sont basés sur une approche de participation locale et se complètent, la pauvreté étant une conséquence de la dégradation des ressources naturelles.

La stratégie sur la pauvreté de 1994 qui a l'appui du précédent et actuel gouvernement, poursuit quatre objectifs:

- ♦ améliorer la capacité productive des personnes;
- ♦ améliorer l'accès aux services publics;
- ♦ augmenter les compétences des communautés;
- ♦ promouvoir un processus d'information communautaire.

La stratégie sur la pauvreté intègre les aspects macro-économiques et les politiques sectorielles de même que le développement local à travers la participation populaire. La Gambie finalise son programme de réduction de la pauvreté, basé sur cette stratégie.

Le PNUD peut appuyer le Sahel 21 si la requête de la Gambie correspond aux critères du PNUD.

#### *g) L'Agence Nationale pour l'Environnement<sup>45</sup>*

La mission a rencontré Monsieur Momodou Cham (directeur exécutif), durant un séminaire préparatoire sur la législation environnementale, pour l'informer du rôle attendu de son Agence dans le processus Sahel 21. Le NEA est une institution interministérielle présidée par le président du secrétariat du Conseil national pour l'Environnement qui est l'organe suprême pour l'implantation du Plan National pour l'Environnement de Gambie. Cette institution peut apporter son expertise en matière d'approche participative et sur les aspects institutionnels à l'exercice Sahel 21. Le NEA est entrain d'affiner son approche dans le cadre de la Convention Internationale pour la désertification, la Convention sur la Biodiversité et celle sur les Changements climatiques pour lesquelles un plan d'action sera préparé dans les 16 zones écologiques.

### **6. Conclusions générales**

Le Conseiller en sécurité alimentaire du CILSS a félicité et remercié les responsables gambiens pour l'organisation des réunions, et l'intérêt porté par les participants aux objectifs du CILSS. Il a rappelé que le petit noyau de personnes informées sur ces projets doit vulgariser le message aux autres concitoyens qui n'ont pu participer.

<sup>45</sup>

National Environmental Agency NEA

## **E. Mauritanie**

La mission s'est déroulée en Mauritanie du 30 mars au 4 avril 1996.

### **1. Plénière de présentation générale**

Monsieur Tourad Ould MOUKHYAR représentant le Secrétaire Permanent du Comité National du CILSS de Mauritanie a introduit la mission. Le Conseiller en Sécurité Alimentaire du CILSS a présenté l'objet de la mission et ce qu'elle attendait de la partie mauritanienne.

### **2. Travaux en commissions**

Deux commissions ont été constituées, dès la première journée de travail, à l'issue de la présentation générale faite en plénière par la mission. La première s'est penchée sur le dossier Sahel 21/Transformation de l'Agriculture Sahélienne; la deuxième sur les quatre projets du PM/PSA.

### **3. Deuxième plénière**

Elle a été consacrée à la restitution des travaux en commissions et aux discussions relatives à la création du groupe de travail sécurité alimentaire de la Mauritanie. Les débats qui ont suivi sont synthétisés aux points II et III.

### **4. Mise en Place du Groupe de Travail Sécurité Alimentaire**

#### **a) Diagnostic**

La Mauritanie ne dispose pas d'équipes interministérielles pour traiter globalement et sur une base pérenne les problèmes de sécurité alimentaire. Il existe néanmoins des structures publiques et privées travaillant chacune sur les domaines qui leur semblent prioritaires. Également, il y a quelques mois, le projet FERAP du CILSS en collaboration avec le ministère chargé du développement rural a mis en place une équipe pluri-sectorielle pour conduire les réflexions relatives au rôle charnière que la Mauritanie pourrait jouer entre les espaces sahéliens et maghrébins. Cette équipe n'était toujours pas opérationnelle au passage de la mission.

Le même ministère avait pu constituer un groupe d'experts issus de plusieurs ministères pour préparer le programme de développement intégré de l'agriculture irriguée en Mauritanie (PDIAM). Comme dans tous les pays sahéliens, le suivi de la campagne agro-pastorale et l'élaboration du bilan alimentaire sont assurés par une équipe interministérielle. Dans le cas de la Mauritanie, le Commissariat à la Sécurité Alimentaire et le Ministère du Développement Rural et de l'Environnement sont au centre de cette activité. Ils reçoivent les appuis de certaines organisations internationales et/ou régionales (CILSS, FAO...) à travers des projets et des financements spécifiques.

#### **b) Constitution du Groupe de Travail**

Suite à ce constat, il est recommandé que soit mis en place un dispositif pluridisciplinaire et multisectoriel unique pour faciliter la mise en oeuvre et la coordination des projets du CILSS au niveau national, sur le principe général. Ce dispositif appelé Groupe de Travail Sécurité Alimentaire (GT/SA) sera structuré de la manière suivante:

## 5. Sahel 21/Transformation de l'Agriculture

### a) Discussions

Certains participants ont soulevé la question du financement: pourquoi le CILSS ne finance-t-il pas les propositions existantes, plutôt que de venir avec ses propres propositions ? En fait, le CILSS n'apporte pas lui-même d'argent frais pour cet exercice. Il appartient aux équipes nationales de préparer une proposition incluant le plus de synergies possibles avec les autres exercices de réflexion et de la soumettre pour financement aux partenaires représentés localement. Néanmoins, le CILSS et le Club du Sahel ont confiance dans la possibilité de trouver des financements locaux, car la plupart des représentants des sièges des agences de coopération ont exprimé leur intérêt pour l'exercice, et ont promis qu'ils appuieraient les demandes pertinentes qui leur seraient soumises via leurs agences locales.

### b) Liste Provisoire des Membres du Comité de Pilotage

#### (1) Administration Publique

- Ministère du Développement Rural et de l'Environnement
  - ♦ Cellule de Planification
  - ♦ Direction du développement des ressources agro-pastorales (DRAP)
  - ♦ Direction environnement et aménagement rural
  - ♦ Chargés de mission (agriculture, élevage)
  - ♦ Secrétaire Permanent du CONACILSS
- Ministère du Plan
  - ♦ Direction de la Planification
  - ♦ Projet Dimension Sociale de l'Ajustement Structurel
  - ♦ Office National des Statistiques
- Ministère des Pêches
  - ♦ Cellule économique d'appui
  - ♦ Direction de la pêche industrielle
- Ministère de la Santé et des Affaires Sociales
  - ♦ Direction planification et coopération
- Ministère de l'Équipement et des Transports
  - ♦ Direction de l'équipement
  - ♦ Direction des transports
- Ministère de l'Hydraulique et de l'Énergie
  - ♦ Direction de l'hydraulique
  - ♦ Direction de l'énergie
- Ministère de l'Industrie et des Mines
  - ♦ Direction de l'Industrie
  - ♦ Direction des mines
- Ministère de l'Éducation Nationale
  - ♦ Direction de la planification et de la coopération
  - ♦ Secrétariat d'Etat chargé de l'alphabétisation fonctionnelle
- Ministère de la Communication
  - ♦ Conseiller technique, Directeur du Projet Information, Éducation et Communication
- Ministère du Commerce et de l'Artisanat
  - ♦ Direction du commerce extérieur
  - ♦ Direction de l'artisanat



- ♦ Direction du tourisme
- Ministère de l'Intérieur, des Postes et des Télécommunications
  - ♦ Direction de l'aménagement du territoire
  - ♦ Direction des collectivités locales
  - ♦ Direction des postes et télécommunications
- Ministère de la jeunesse et des sports
  - ♦ Direction de la jeunesse
- Secrétariat d'Etat chargé de la Condition Féminine
- Banque Centrale
  - ♦ Direction des études économiques

*(2) Société Civile*

- Fédération agriculture et élevage
- Fédération nationale des éleveurs
- Groupement national des Associations pastorales
- Union des coopératives de production
- Union nationale des coopératives agricoles (UNCASEM)
- Fédération nationale des pêches
- Fédération des transports
- Fédération du commerce
- Fédération des Industries
- Fédération du bâtiment et des entreprises
- Chambre de l'Artisanat
- Association des maires
- Bureaux d'études et consultants
- Associations féminines
- Association Espoir
- Association de la Protection de l'Environnement
- Chambre de l'Artisanat féminin
- Office mauritanien du tapis
- Association mauritanienne du scoutisme
- Club des amis de la nature
- Un député, représentant de l'Assemblée nationale

*(3) Partenaires au Développement*

- Un représentant des donateurs

*(4) Organisations Non Gouvernementales*

- Coordination des ONG

*c) Structure d'animation et de coordination assurant le secrétariat du Comité de Pilotage*

- Secrétaire Permanent du CONACILSS
- Directeur du Plan (*animateur Sahel 21*)
- Responsable de la Cellule de Planification du MDRE (*animateur transformation de l'agriculture sahélienne*)
- Directeur du projet information, éducation et communication
- Groupement national des associations pastorales
- Association de la protection de l'environnement en Mauritanie
- Association mauritanienne du scoutisme

- Représentant des donateurs

## 6. Programme d'activité des projets

### a) PRORES<sup>46</sup>

#### (1) Relais PRORES

Un comité de pilotage provisoire des travaux d'étude a été mis en place. Il servira, après confirmation officielle, de relais au PRORES. Il se compose comme suit:

- Ministère du Développement Rural et de l'Environnement
  - ♦ Direction du Développement des Ressources Agro-Pastorales (services ressources agro-pastorales, protection des ressources animales et végétales, agro-industries): *animateur*
  - ♦ Cellule de Planification (services des études économiques, des politiques rurales et des statistiques agricoles)
  - ♦ Direction de la Recherche/Formation/Vulgarisation
  - ♦ Direction de l'Environnement et de l'Aménagement Rural
  - ♦ Société Nationale de Développement Rural (SONADER)
- Ministère des Pêches Maritimes
  - ♦ Direction des Pêches
- Ministère du Plan
  - ♦ Direction du Plan
- Fédération de l'Agriculture et de l'Élevage de la Mauritanie (FAEM)

#### (2) Conclusions Générales

Pour les trois études, il est convenu entre la mission CILSS et la partie mauritanienne de prendre les dispositions utiles suivantes:

- Envoi au CILSS de 10 curriculum vitae par étude avant le 13 avril prochain.
- Sélection définitive des consultants par le CILSS le 13 avril.
- Remise des rapports finaux de consultation en fin mai 1996.
- Organisation par le relais PRORES d'un seul atelier de restitution/validation pour les trois études.

### b) PROCELOS<sup>47</sup>

#### (1) Discussions

Lors des discussions qui ont suivi la présentation du Coordonnateur, il a été constaté que la Mauritanie dispose d'importantes potentialités tant au niveau des agro-industries qu'au niveau des industries de la pêche maritime. Actuellement, quelques initiatives privées sont réalisées (lait de chamelle et de vache, pâtes alimentaires, poisson salé et séché, etc ...), ou en cours de réalisation (huile de tournesol).

La partie mauritanienne a suggéré à PROCELOS de tenir compte de cette situation et de mettre en route les voies et moyens disponibles pour promouvoir et soutenir ces initiatives naissantes.

<sup>46</sup> Projet Régional de Réflexion Stratégique sur la Sécurité Alimentaire Durable

<sup>47</sup> Projet Régional de Promotion des Produits Locaux

(2) *Relais PROCELOS*

Un relais provisoire a été mis en place pour servir de répondant du projet en Mauritanie. Il se compose de la manière suivante:

(a) Administration Publique

- Ministère des Pêches
- Ministère du Développement Rural et de l'Agriculture
  - ♦ Direction du Développement des Ressources Agro-Pastorales
  - ♦ Division des industries Agro-alimentaires et Animales: *animateur*
- Ministère de la communication
  - ♦ Radio
  - ♦ Télévision
  - ♦ Projet IEC
- Ministère du Commerce
- Ministère de l'Industrie
- Ministère de la Santé

(b) Société Civile

- Association des consommateurs de la Mauritanie
- Fédération Agriculture et Élevage de la Mauritanie (FAEM)
- Fédération des boulangeries
- Fédération des Industries
- Chambre de Commerce, des Industries et de l'Agriculture (CCIA)
- Association des Femmes

c) *FERAP*<sup>48</sup>(1) *Résultat 1*

Pour le résultat 1, il est prévu en 1996 de mener avec la partie mauritanienne les activités suivantes:

(a) Mise en place de la grille de suivi des politiques

Suite aux discussions, la partie mauritanienne s'est engagée à:

- Remplir la grille type proposée par le CILSS dans les deux semaines prochaines et la transmettre au CILSS par le canal du Secrétaire Permanent du CONACILSS. La Cellule de Planification du MDRE (CP\MDRE) en est le responsable. Elle collaborera étroitement avec la Direction de la Planification, les Douanes, la Direction du Commerce Extérieur, la Fédération de l'Agriculture et de l'Élevage de la Mauritanie (FAEM).
- Réagir par rapport à l'analyse régionale que fera le CILSS à partir des grilles nationales. La CP\MDRE a été responsabilisée pour mieux suivre cette activité au niveau national étant entendu qu'elle dépend fortement du régional. La période de juin 1996 a été retenue comme délai.
- Participer aux études sur les thèmes d'approfondissement issus de l'exercice de remplissage de la première version de la grille, entre juin et septembre 1996.

- Participer à l'atelier régional de validation de la seconde version de la grille.

(b) Concertation sur la dimension régionale des PASA

A l'issue des débats, il est convenu que le relais FERAP réalise en 1996 les activités suivantes:

- faire le point sur les mesures et leur état de mise en oeuvre. Un document faisant le bilan de l'application des mesures du PASA ainsi que la LPDA ont été remis à la mission par la CP\MDRE.
- Participer à l'atelier régional sur la comparaison des PASA pour la fin juin 1996.
- Réaliser des études d'impact (entre juin et septembre 1996).
- Participer à la concertation régionale entre décembre 1996 et janvier 97.

(c) Etude sur les filières agro-alimentaires

Le FERAP et la PRORES conduiront conjointement l'étude sur le secteur agro-alimentaire. Les préoccupations de FERAP portent entre autres sur les contraintes liées aux échanges régionaux et les possibilités de développement ou de renforcement des relations d'échanges entre la Mauritanie et ses voisins immédiats (notamment le Sénégal, et le Mali).

*(2) Résultat 2*

Pour le résultat 2, il sera question de travailler sur la réduction des obstacles aux échanges de céréales et de bétail-viande entre la Mauritanie et ses voisins du Sahel (Mali et Sénégal). La partie nationale s'est engagée à mener l'ensemble des activités prévues au niveau du projet en 1996:

(a) Structurer la coordination et la concertation au niveau national. Ceci passe par:

- La mise en place du relais FERAP chargé de la mise en oeuvre des activités du projet au niveau national (avril 1996).
- La participation de la partie nationale à l'atelier régional sur les problèmes de transport, transit et financement des échanges entre les trois pays (3ème trimestre 1996).
- La participation du relais à l'atelier régional d'élaboration des stratégies régionales et nationales de réduction des entraves (entre mai et juin 1996).
- La participation du relais à la rencontre régionale des experts et des opérateurs économiques du couloir Mali-Mauritanie-Sénégal et à la réunion des Ministres chargés de l'Agriculture des pays couverts par le projet en 1996 (dans le 4ème trimestre 96).

(b) Élaborer les plans d'actions Céréales et Élevage pour la Mauritanie.

Cette activité se réalisera durant la période avril-mai 1996 et comportera les étapes suivantes:

- L'actualisation des contraintes aux échanges de bétail-viande entre les trois pays identifiées par la réunion des experts tenue à Bamako en 1992.
- La confirmation des entraves identifiées par l'étude CMA/AOC-UE-DRN sur les céréales.
- L'élaboration des deux plans d'actions qui permettent au relais et aux groupements professionnels de négocier la levée des entraves avec les autorités politiques.

Concernant cette activité, un atelier national du relais élargi à d'autres acteurs de la société civile venant des régions frontalières avec le Sénégal et le Mali aura lieu au courant du mois de mai 1996.

(c) Engager au niveau national le processus de réduction des entraves aux échanges

Pour les produits concernés entre la Mauritanie et les deux autres pays du couloir notamment:

- L'appui aux opérations visant la suppression des droits et taxes formelles et informelles et la simplification des procédures du commerce.
- La mise en route de l'exercice d'harmonisation des normes de qualité pour les deux filières.
- La mise à jour et l'application du passeport commun de bétail.
- La mise en route du processus d'harmonisation et généralisation des réglementations sanitaires.

Le processus de réalisation de cette activité démarrera entre mai et juin prochain et s'étendra sur tout le reste de l'année.

*(3) Relais FERAP*

(a) Administration Publique

- Ministère du Développement Rural et de l'Environnement
  - ♦ Direction des Ressources Agro-Pastorales (DRAP)
  - ♦ Service des Statistiques Agricoles
  - ♦ Cellule de Planification (*animateur*)
- Ministère des Affaires Étrangères
  - ♦ Direction Afrique et Moyen Orient (division des commissions mixtes)
- Ministère du Commerce
  - ♦ Direction du Commerce Intérieur
  - ♦ Direction du Commerce extérieur
  - ♦ Société Nationale d'Importation et d'Exportation (SONIMEX)
- Ministère de l'Économie et des Finances
  - ♦ Direction des Douanes
  - ♦ Banque Centrale (direction des études économiques)
- Ministère des Pêches Maritimes
  - ♦ Direction de la Pêche Industrielle
  - ♦ Cellule Économique d'Appui
- Secrétariat d'Etat à l'UMA
- Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA): Direction des stocks

(b) Société Civile

- Chambre de Commerce et des Industries (CCI)
- Association des Femmes Commerçantes
- Fédération Agriculture et Élevage de la Mauritanie (FAEM)
- Fédération Nationale des Éleveurs (FNE)
- Fédération Nationale des Pêches
- Fédération Nationale des Industries
- Fédération Nationale des transports
- Groupement National des Associations Coopératives Agro-Sylvo-Pastorales (GNACASP)



Un noyau dur chargé de l'animation du relais et du suivi régulier des activités sur le terrain a été constitué. Il regroupe la Cellule de Planification du MDRE (animateur), la Direction de la Planification, le Commerce Extérieur, la FAEM, la Cellule Économique d'Appui de la Pêche, la FNE, GNACASP, la Banque Centrale et les Douanes.

#### **d) PREGEC<sup>49</sup>**

##### *(1) Actions Retenues*

Après discussion, les actions suivantes ont été retenues pour la partie nationale:

- Identification pour recrutement par le CILSS des consultants nationaux.
- Constitution du comité de pilotage.
- Coordination de toutes les activités du projet.
- Organisation des réunions d'étape de supervision des consultants.
- Organisation des rencontres de restitution des résultats des études demandées.

##### *(2) Relais Provisoire PREGEC*

###### (a) Administration Publique

- Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA): *Animateur*.
- Ministère du Développement Rural et de l'Environnement
  - ♦ Direction des Ressources Agro-Pastorales (DRAP) (projet informations rurales)
  - ♦ Service des Statistiques Agricoles
  - ♦ Société Nationale d'Importation et d'Exportation (SONIMEX)
- Ministère du Plan
  - ♦ Office National des Statistiques
  - ♦ Projet Dimension Sociale de l'Ajustement Structurel

###### (b) Partenaires au Développement

- ♦ First Early Warning System (FEWS)
- ♦ Programme Alimentaire Mondial (PAM)

### **7. Rencontres spécifiques**

#### **a) Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture et des Ressources Naturelles**

Le Secrétaire Général du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement a reçu la mission au début et en fin de son séjour afin de prendre connaissance de l'objet du programme d'une part et de ses résultats d'autre part. Le Conseiller en Sécurité Alimentaire du CILSS a présenté brièvement les 4 projets de sécurité alimentaire ainsi que la réflexion prospective Sahel 21. Il a rappelé les étapes les plus urgentes à accomplir dans les prochaines semaines. Le Secrétaire Général a assuré la mission de tout l'appui du gouvernement mauritanien et souhaite que les fonds soient débloqués au plus tôt.

Le Conseiller a félicité et remercié les responsables qui n'ont ménagé aucun effort pour la réussite de la mission. L'hospitalité, la participation et l'assiduité des participants ont témoigné de l'intérêt réel de la partie mauritanienne pour les programmes et projets du CILSS.

### ***b) Consul Honoraire du Canada***

Monsieur Jean CHAUVIN, Consul du Canada a reçu la mission et lui a assuré son soutien moral. Le Canada intervient dans le secteur de la pêche. L'expérience personnelle du Consul pourra être mise à profit dans la réflexion Sahel 21.

### ***c) Union Européenne***

La mission a rencontré Monsieur Bernard SAVAGE, Conseiller Économique qui s'est montré très intéressé par la démarche "Sahel 21". Il a souligné la nécessité pour les citoyens de s'approprier les réformes économiques et apprécie l'approche pro-active de Sahel 21. L'Union Européenne essaie de proposer un nouveau concept " d'ajustement structurel régional ". Il apprécie le travail de l'UEMOA et recommande l'implication de l'UEMOA et de la CEDEAO à la réflexion que le CILSS démarre sur l'avenir du Sahel au sein de l'Afrique de l'Ouest et du monde. Ce qui est déjà fait.

La mission a sollicité la participation spécifique de l'Union Européenne par sa lecture de l'avenir du Sahel. Le Conseiller Économique a pour ce faire suggéré un rapprochement avec la Division 8.1<sup>50</sup> qui a travaillé sur la question ainsi que la Délégation Régionale de l'Union à Ouagadougou<sup>51</sup>.

### ***d) Banque Mondiale***

La mission a rencontré Monsieur SOW, Chargé de Programme. Selon ce dernier, la Banque souhaite être associée au processus Sahel 21 et peut mettre à contribution ses experts lors des débats. Il souhaite en outre, au niveau national, une meilleure concertation entre les bailleurs de fonds du Sahel qui sont presque tous les mêmes dans les pays. Il a informé la mission des dispositions en cours au niveau du FNUAP pour la réalisation d'un nouveau recensement prévu pour 1998, les projections de croissance de la population étant actuellement obsolètes.

### ***e) Division des industries Agro-alimentaires et Animales (DIAAA) de la DRAP***

La mission a rencontré Monsieur Saleh Ould SIDI MOHAMED, Chef de la division. La rencontre visait à avoir des informations précises sur les objectifs assignés à ce service afin de mieux appréhender leur cohérence avec les préoccupations du PROCELOS et se rassurer que le DIAAA pourrait être le point focal approprié pour le projet en Mauritanie ...

### ***f) Laitière de Mauritanie***

La mission a visité l'usine laitière de Nouakchott. Cette usine produit actuellement 5.000 litres de lait frais par jour dont la moitié est du lait de chamelle. Le circuit d'approvisionnement qui s'étale sur plus de 200 km permet de faire vivre 300 éleveurs et leur famille. L'usine emploie 50 employés et compte 800 points de vente. La directrice déplore la politique anti-industrielle de l'Etat quand bien même l'importance de l'impact économique et social de son activité n'est plus à démontrer.

<sup>50 50</sup> Monsieur Bernard PETIT

<sup>51</sup> Madame Suzanne WILLE

### **g) Organisations Féminines**

La mission a rencontré Madame Aïssata KANE, Secrétaire Générale de l'Association Internationale des Femmes Francophones. Mme KANE est par ailleurs responsable d'une fédération de coopératives maraîchères qui regroupe 13 coopératives et environ 1.700 membres.

## **8. Conclusion Générale**

Le Conseiller en Sécurité Alimentaire du CILSS a félicité et remercié les responsables mauritaniens pour l'organisation parfaite des réunions, et l'intérêt porté par les participants aux programmes et projets du CILSS. Il a rappelé que le petit noyau de personnes informées sur ces projets doit vulgariser le message aux autres concitoyens qui n'ont pas pu participer.

## **F. Guinée Bissau**

La mission circulaire s'est déroulée du 8 au 11 avril 1996 en Guinée Bissau.

### **1. Plénière de Présentation Générale**

Monsieur Luis ALBINO Secrétaire Permanent du Comité National CILSS (SP/CONACILSS) de Guinée Bissau a introduit la mission. Le Conseiller en Sécurité Alimentaire du CILSS a présenté l'objet de la mission et ce qu'elle attendait de la partie guinéenne.

### **2. Travaux en Commissions**

Deux commissions ont été constituées, dès la première journée de travail, à l'issue de la présentation générale faite en plénière par la mission. La première s'est penchée sur le dossier Sahel 21/Transformation de l'Agriculture Sahélienne et la deuxième sur les quatre projets du PM/PSA.

### **3. Deuxième Plénière**

Elle a été consacrée à la restitution des travaux en commissions et aux discussions relatives à la création du groupe de travail sécurité alimentaire de la Guinée Bissau. Les débats qui ont suivi sont synthétisés aux points II et III.

### **4. Mise en Place du Groupe de Travail Sécurité Alimentaire**

#### **a) Diagnostic**

La Guinée Bissau dispose, depuis des années, d'un cadre national de concertation dénommé Commission Interministérielle pour la Sécurité Alimentaire (CISA). Sont membres, les départements ministériels suivants: développement rural, plan et coopération internationale, ressources naturelles et industries, transports, économie et finances, commerce et banque centrale. Elle est chargée de:

- coordonner la gestion de l'aide alimentaire.
- suivre de la situation alimentaire nationale.
- monter et gérer une banque de données sur l'évolution de la situation alimentaire nationale.
- concevoir et gérer la politique de sécurité alimentaire nationale.

Son secrétariat technique est assuré par le Bureau de Planification de la Sécurité Alimentaire (BPSA) du département chargé du plan. Malheureusement, la CISA n'a pas fonctionné comme prévu pour plusieurs raisons dont sa non formalisation par le Gouvernement. Il est de fait revenu au BPSA et au Cabinet d'Etude et de Planification Agricole (GAPLA) du département chargé du

développement rural de tenter de suppléer à cette lacune. Ils n'ont de ce fait pris en charge que les activités rentrant dans le domaine de leurs compétences respectives à savoir: le suivi de la campagne agro-pastorale et de la situation alimentaire et la gestion de l'aide alimentaire.

### ***b) Constitution du Groupe de Travail***

Suite à ce constat, il est recommandé que:

- *la CISA soit redynamisée.* Des dispositions devront être prises pour la formaliser. Le texte déjà soumis au Gouvernement serait en conséquence revu pour prendre en compte le nouveau contexte que caractérise la libéralisation croissante de l'économie guinéenne. Le principe de programme annuel de travail devra être institué pour permettre un certain partage de responsabilité entre les différents membres et l'instauration de relations contractuelles entre le Gouvernement et la commission.
- *la CISA soit élargie* à d'autres départements ministériels, services techniques, ONG et structures socio-professionnelles pour constituer le groupe de travail sécurité alimentaire (GT/SA). Ce sont:

#### *(1) au niveau de l'administration publique*

- Ministère du Développement Rural et de l'Agriculture
  - ♦ Institut National de la Recherche Agronomique (INPA)
  - ♦ Secteur Agricole Autonome de Bissau (SAAB)
  - ♦ Secrétaire Permanent du CONACILSS (SP/CONACILSS)
- Ministère du Plan et de la Coopération Internationale
  - ♦ Direction de la Coopération Internationale
  - ♦ Direction de la Planification
- Ministère de l'Economie et des Finances
  - ♦ Direction des Douanes
- Ministère des Pêches maritimes
  - ♦ Direction des Pêches
  - ♦ Cellule de Planification
- Institut National de Technologies Appliquées (INITA)
- Projet d'Appui au Commerce et à l'Investissement (TIPS)
- Institut National d'Etude et Recherche (INEP)

#### *(2) au niveau de la société Civile*

- Institut Privé d'Investigation Agricole (IPADER)
- Chambre de Commerce, des Industries et de l'Agriculture (CCIA)
- Association des Femmes pour les Activités Economiques (AMAE)
- Association Nationale des Agriculteurs de Guinée Bissau (ANAG)
- Association Nationale des Eleveurs (ACA)
- Association des Pêcheurs
- Association Guinéenne des Petits Commerçants

#### *(3) au niveau des organisations non-gouvernementales*

- Fonds de Développement Industriel (FUNDEI)
- Réseau Africain d'Epargne et de Crédit (RAPS)
- Promotion du Crédit/Epargne en Milieu Rural (PCP)

Le GT/SA aura pour rôle principal d'assurer la circulation de l'informations entre les relais des quatre projets et de veiller à la cohérence et la non duplication d'activités. Il sera chargé du pilotage de l'ensemble des études du programme majeur en Guinée Bissau.

Pour chacun des quatre projets, un relais national a été proposé. Des dispositions seront prises par la partie nationale pour les officialiser. Le relais regroupe l'ensemble des acteurs concernés par les activités du projet en question. Il peut être aussi large que de besoin. Il est construit autour d'un noyau restreint, constitué des quelques personnes les plus disponibles et dynamiques. La responsabilité du relais est l'exécution du projet au niveau national ou tout appui qui pourrait être nécessaire pour un bon déroulement des activités.

Il est opportun de souligner que le GT/SA sera, avec son équivalent du programme majeur "politique de gestion des ressources naturelles (PM/GRN)", un des démembrements techniques du comité national CILSS. A ce titre, il sera animé par le Secrétaire Permanent du CONACILSS.

Les personnes faisant partie de cette équipe devront être nommées intuiti personae, par leurs services ou organismes, afin de garantir une continuité des participations quelles que soient les mutations au sein des services. La responsabilité de l'organisation et de la mise en place de ce groupe est laissée à la partie nationale.

Pour les besoins d'efficacité dans la mise en oeuvre des actions et l'organisation des concertations essentielles à la cohérence des initiatives, un noyau dur a été formé comme c'est le cas des relais des projets. Il regroupe les structures suivantes: SP/CONACILSS (animateur), GEP/Commerce, GAPLA, Banque Centrale, AMAE, CCIA, INITA, FUNDELANAG et Météo.

## **5. Sahel 21 Transformation de l'Agriculture**

### ***a) Discussions.***

Quatre sujets ont particulièrement suscité des débats:

- 1) les initiatives en cours en Guinée Bissau en vue d'élaborer une lettre de politique agricole (LPA) et les priorités retenues (autosuffisance en céréales et en produits horticoles, accroissement des exportations de noix cajou et de coton et de bois, préservation et utilisation rationnelle des ressources naturelles, amélioration des conditions de vie en milieu rural);
- 2) la participation de la société civile au processus de prise de décision et le développement de la communication sociale;
- 3) le bilan de la coopération;
- 4) le recours aux compétences sahéliennes et la nécessité de leur implication pleine et soutenue dans le cadre du processus de réflexion.

### ***b) Liste Provisoire des Membres du Comité de Pilotage***

#### ***(1) Administration Publique***

- Ministère du Développement Rural et de l'Agriculture
  - ♦ Secrétaire Permanent du CONACILSS
  - ♦ Direction de la Planification Agricole (GAPLA)
  - ♦ Direction de l'Agriculture (services élevage, agriculture, forêts et chasse, hydraulique, protection des végétaux)
  - ♦ Institut National des Recherches Agricoles
  - ♦ Direction de la Promotion et de l'animation Rurales
- Ministère du Plan et de la Coopération Internationale
  - ♦ Direction de la Coopération Internationale ou un Conseiller du Secrétaire d'Etat au Plan



- ♦ Direction des Investissements
- Ministère de l'Economie et des Finances
  - ♦ Direction de la Conjoncture
- Ministère des Pêches
  - ♦ Cabinet d'Etude du ministère
  - ♦ Institut de Recherche sur la Pêche
- Ministère de l'Environnement et du Tourisme
  - ♦ Cabinet d'Etude du ministère
  - ♦ Direction de l'Environnement et du Tourisme
- Ministère des Transport
  - ♦ Direction des Projets du ministère
- Ministère du Commerce
  - ♦ Cabinet d'Etude du ministère
- Ministère des Ressources Naturelles, de l'Industrie et de l'Energie
  - ♦ Direction des Ressources Naturelles
  - ♦ Direction des Ressources Hydriques
- Ministère de la Santé
  - ♦ Bureau de la Planification du ministère
- Ministère de la Promotion de la femme et des Affaires Sociales
  - ♦ Direction de la Promotion Féminine
  - ♦ Direction des Affaires Sociales
- Ministère de l'Education Nationale
  - ♦ Cabinet d'Etude du ministère
  - ♦ Institut National de Développement de l'Education
- Ministère de la Jeunesse et des Sports
  - ♦ Institut National de la Jeunesse
- Ministère des Travaux Publics et de l'Urbanisme
  - ♦ Direction des Ponts et Chaussées
- Secrétariat d'Etat à la Communication
  - ♦ Direction des Communications Sociales

#### (a) Société Civile

- Organisations Féminines
  - ♦ Association AMAE
  - ♦ Association AMIC
  - ♦ Association ALOCOF
- Organisations des Producteurs
  - ♦ Association Nationale des Agriculteurs de Guinée Bissau (ANAG)
  - ♦ Association Nationale des Eleveurs (ACA)
  - ♦ Association des Producteurs de Bois
  - ♦ Association des Pêcheurs
- Organisations des Commerçants
  - ♦ Association Guinéenne des Petits Commerçants
  - ♦ Chambre de Commerce, des Industries et de l'Agriculture
- Forum des ONG
- Un Représentant de l'Assemblée Nationale
- Un Représentant des Partenaires au Développement

#### *c) Secrétariat Restreint*

Il est chargé de la coordination et de l'animation du comité de pilotage:

- Secrétariat du CONACILSS
- Direction de la Coopération Internationale ou un Conseiller du Secrétaire d'Etat au Plan (*animateur du Sahel 21*)
- Direction de la Planification Agricole (*animateur de la Transformation de l'Agriculture*)
- Direction des Communications Sociales
- Association AMAE
- Forum des ONG
- Association Nationale des Agriculteurs de Guinée Bissau
- Institut National de la jeunesse
- Un Représentant des Partenaires au Développement

#### **d) Tâches Immédiates**

- Première réunion du Secrétariat Restreint en vue de préparer la première réunion du comité de pilotage (avant le 15 avril 1996).
- Première réunion du comité de pilotage (avant le 20 avril 1996) pour:
  - ♦ informer des résultats de la mission du CILSS. Dans ce cadre, il sera nécessaire d'envoyer le rapport de mission.
  - ♦ informer des objectifs et résultats du dossier Sahel 21/Transformation de l'Agriculture, en diffusant largement le document.
  - ♦ informer des tâches du comité de pilotage.

### **6. Programme d'activité des projets**

En l'absence des autres chefs de projet, le Chef du Projet FERAP a été chargé, au niveau de la commission II, de la présentation des quatre projets constitutifs du PM/PSA.

#### **a) PRORES<sup>52</sup>**

##### *(1) Relais PRORES*

Pour faciliter le pilotage des travaux d'étude, une proposition de relais a été faite par les participants. Il se compose comme suit:

##### (a) Administration Publique

- Ministère du Développement Rural et de l'Agriculture
  - ♦ Direction de l'Agriculture (services élevage, agriculture, génie rural et protection des végétaux)
  - ♦ Direction de la Promotion et de l'Animation Rurales
  - ♦ Direction de la Planification Agricole (GAPLA): *animateur*
  - ♦ Institut National de Technologies Appliquées (INITA)
- Ministère des Pêches Maritimes
  - ♦ Direction des Pêches

##### (b) Société Civile

- ♦ Institut National d'Etude et de Recherche (INEP)

Le suivi régulier des consultants sera assuré par un noyau dur de trois structures dont le GAPLA (*animateur*), la Direction des Pêches Maritimes et l'INPA.

## (2) Conclusions Générales

Pour les trois études, il est convenu entre la mission CILSS et la partie guinéenne de prendre les dispositions utiles suivantes:

- envoi au CILSS de 10 curriculum vitae par étude avant le 20 avril prochain.
- sélection définitive des consultants par le CILSS le 20 avril.
- remise des rapports finaux de consultation en fin mai 1996.
- organisation par le relais PRORES d'un seul atelier de restitution/validation pour les trois études.

### b) PROCELOS<sup>53</sup>

#### (1) Discussions

Lors des discussions qui ont suivi la présentation du projet, il a été constaté qu'il existe en Guinée-Bissau de nombreuses initiatives de valorisation des produits alimentaires locaux. Sur le plan institutionnel, des ONG d'appui au secteur de la transformation et de la conservation agro-alimentaire ont vu le jour (par exemple FUNDEI, RAPS et PCP). Par ailleurs, les promoteurs privés bénéficient présentement des services d'une cellule technique créée au sein du ministère des industries pour les appuyer dans la formulation de projets bancables. Les résultats déjà obtenus sont encourageants.

La partie guinéenne a donc suggéré à PROCELOS de tenir compte de cette situation et de mettre en route les voies et moyens disponibles pour promouvoir et soutenir ces initiatives naissantes.

#### (2) Relais PROCELOS

Un relais provisoire, à confirmer par les autorités nationales, a été mis en place pour servir de répondant du projet en Guinée-Bissau. Il se compose de la manière suivante:

##### (a) Administration Publique

- Ministère du Développement Rural et de l'Agriculture
  - ♦ Institut National de la Recherche Agronomique (INPA)
  - ♦ Secteur Agricole Autonome de Bissau (SAAB)
  - ♦ Institut National de Technologies Appliquées (INITA): *animateur*
- Ministère des Industries
  - ♦ Cellule d'Appui au Secteur Privé

##### (b) Société Civile

- Institut Privé d'Investigation Agricole (IPADER)
- Chambre de Commerce, des Industries et de l'Agriculture (CCIA)
- Association des Femmes pour les Activités Economiques (AMAE)
- Association Guinéenne des Petits Commerçants
- Projet d'Appui au Commerce et à l'Investissement (TIPS)

##### (c) Organisations Non-Gouvernementales

- Fonds de Développement Industriel (FUNDEI)
- Réseau Africain d'Epargne et de Crédit (RAPS)
- Promotion de Crédit/Epargne en Milieu Rural (PCP)

Pour le suivi quotidien des relations avec l'équipe régionale et les activités éventuelles à mener dans le cadre du projet, un noyau dur a été formé. Il inclut en plus de l'INITA, chargé de l'animation, le FUNDEI et l'AMAE.

### *c) FERAP<sup>54</sup>*

#### *(1) Programme 1996*

Pendant l'année 1996, le projet n'abordera que le résultat 1 avec la Guinée-Bissau. Les activités suivantes seront réalisées:

##### (a) Mise en place de la grille de suivi des politiques

Suite aux discussions, la partie guinéenne a pris les engagements suivants:

- remplir la grille type proposée par le CILSS avant la fin avril et la transmettre au CILSS par le canal du Secrétaire Permanent du CONACILSS. La Cellule de Planification Agricole (GAPLA) en est le responsable. Elle collaborera étroitement avec le Cabinet d'Etude et de Planification du Ministère du Commerce et de l'Intégration Régionale.
- réagir par rapport à l'analyse régionale que fera le CILSS à partir des grilles nationales. La période de juin 1996 a été retenue comme délai.
- participer aux études sur les thèmes d'approfondissement issus de l'exercice de remplissage de la première version de la grille, entre juin et septembre 1996.
- participer à l'atelier régional de validation de la seconde version de la grille.

##### (b) Concertation sur la dimension régionale des PASA

A l'issue des débats, il est convenu que la partie nationale réalise en 1996 les activités qui suivent:

- faire le point sur les mesures et leur état de mise en oeuvre. Un document faisant office de rapport final des projets financés par la Banque Mondiale ainsi qu'un document contributif à l'élaboration d'une lettre de politique Agricole (LPA) ont été remis à la mission par le GAPLA. Des dispositions particulières devront rapidement être prises par le projet pour faire l'état de réalisation du PASA en cours ou en finition.
- participer à l'atelier régional sur la comparaison des PASA pour la fin juin 1996.
- participer à la concertation régionale entre décembre 1996 et janvier 97.

##### (c) Etude sur les filières agro-alimentaires.

Le FERAP et le PRORES conduiront conjointement l'étude sur le secteur agro-alimentaire. Les préoccupations de FERAP portent entre autres sur les contraintes liées aux échanges régionaux et les possibilités de développement et/ou de renforcement des relations d'échanges entre la Guinée Bissau et ses voisins immédiats (notamment le Sénégal, la Guinée et le Cap-Vert).

#### *(2) Relais FERAP*

##### (a) Administration Publique

- Ministère du Développement Rural et de l'Agriculture
  - ♦ Direction de l'Agriculture (services élevage, agriculture)
  - ♦ Institut National de la Recherche Agronomique (INPA)
  - ♦ Secteur Agricole Autonome de Bissau (SAAB)
  - ♦ Direction de la Planification Agricole (GAPLA)
  - ♦ Direction de la Promotion et de l'animation Rurales
- Ministère du Plan et de la Coopération Internationale
  - ♦ Direction de la Coopération Internationale
  - ♦ Bureau de Planification de la Sécurité Alimentaire
  - ♦ Direction de la Planification
- Ministère du Commerce
  - ♦ Direction du Commerce Intérieur
  - ♦ Direction du Commerce Extérieur
  - ♦ Cabinet d'Etude et de Planificateur (*animateur*)
- Ministère de l'Economie et des Finances
  - ♦ Direction des Douanes
  - ♦ Banque Centrale (direction des études et des statistiques, direction de la trésorerie)
- Ministère des Pêches maritimes
  - ♦ Direction des Pêches
  - ♦ Cellule de Planification
- Institut National de Technologies Appliquées (INITA)
  - ♦ Projet d'Appui au Commerce et à l'Investissement (TIPS)

#### (b) Société Civile

- Institut Privé d'Investigation Agricole (IPADER)
- Chambre de Commerce, des Industries et de l'Agriculture (CCIA)
- Association des Femmes pour les Activités Economiques (AMAE)
- Association Nationale des Agriculteurs de Guinée Bissau (ANAG)
- Association Nationale des Eleveurs (ACA)
- Association des Pêcheurs
- Association Guinéenne des Petits Commerçants

#### (c) Organisations Non-Gouvernementales

- Fonds de Développement Industriel (FUNDEI)
- Réseau Africain d'Epargne et de Crédit (RAPS)
- Promotion de Crédit/Epargne en Milieu Rural (PCP)

Un noyau restreint a été formé pour suivre régulièrement les activités sur le terrain. Il regroupe le GEP du Commerce, le GAPLA, la Banque Centrale, l'AMAE et le CCIA.

### **d) PREGEC<sup>55</sup>**

#### *(1) Discussions*

Après discussion, les actions suivantes ont été retenues pour la partie nationale:

- identification pour recrutement par le CILSS des consultants nationaux.
- constitution du comité de pilotage.
- coordination de toutes les activités du projet.



- organisation des réunions d'étape de supervision des consultants.
- organisation des rencontres de restitution des résultats des études demandées.

## (2) Relais PREGEC

### (a) Administration Publique

- Ministère du Développement Rural et de l'Agriculture
  - ♦ Direction de l'Agriculture (services élevage, agriculture, protection des végétaux)
  - ♦ Cabinet d'Etude et de Planification (GAPLA)
- Ministère du Plan et de la Coopération Internationale
  - ♦ Bureau de Planification de la Sécurité Alimentaire (BPSA): *animateur*)
  - ♦ Institut National des Statistiques (INEC)
- Ministère du Commerce
  - ♦ Direction du Commerce Intérieur
  - ♦ Direction du Commerce Extérieur
- Ministère des Transports
  - ♦ Direction de la Météorologie

### (b) Organisations Internationales

- Programme Alimentaire Mondial (PAM)

Un noyau dur de trois personnes venant des structures suivantes a été formé: BPSA (*animateur*), Direction de l'Agriculture et Météo.

## 7. Rencontres Spécifiques

### a) Séance de travail avec le Secrétaire d'Etat au Plan

Monsieur Ibrahima DIEME, Secrétaire d'Etat au Plan a rencontré la mission dès la première journée pour marquer tout l'intérêt que le Département du Plan et de la Coopération Internationale accorde aux exercices de coopération régionale et de prospective. La mission CILSS a présenté brièvement les quatre projets de sécurité alimentaire ainsi que le dossier "Sahel 21/Transformation de l'Agriculture". Pour ce dernier dossier, les étapes les plus urgentes à accomplir dans les prochaines semaines ont été rappelées.

Le Secrétaire d'Etat a assuré la mission de tout l'appui de son département et précisé que les différents projets présentés et l'exercice Sahel 21/Transformation de l'Agriculture rentrent en droite ligne des préoccupations de son pays ce, pour entre autres les raisons suivantes:

- Il est grand temps que les sahéliens et les sahéliennes prennent leur responsabilité pour améliorer leur capacité d'anticipation et renforcer la solidarité régionale face à la mondialisation de l'économie. Il est inconcevable par les temps qui courent d'aller de façon dispersée sur le marché mondial et de prendre les décisions de politique économique de manière sectorielle et au jour le jour.
- L'heure est aux grands ensembles; les autres continents nous en donnent les leçons quotidiennement. Il est donc essentiel que les pays soutiennent politiquement et financièrement leurs OIG les plus performantes pour leur permettre de concevoir les instruments pratiques de gestion des politiques nationales.
- La Guinée Bissau vit présentement une période de prise de conscience généralisée en faveur du développement du pays. Par rapport à un passé récent. Ceci se note particulièrement au niveau des cadres, la société civile ayant déjà fait la preuve de son

dynamisme depuis la libéralisation de l'économie nationale. Ce changement favorable doit être renforcé par l'amélioration de la capacité de réflexion des ressources humaines locales et la mise à disposition d'un cadre de référence pour le long terme qui permette de donner un cap aux actions accomplies jour après jour. L'exercice Sahel 21/Transformation de l'Agriculture, par sa démarche originale, répond parfaitement à ce besoin de première importance de la Guinée Bissau.

***b) Séances de travail avec le Ministre du Développement Rural et de l'Agriculture.***

Le Ministre a, malgré son calendrier très chargé, bien voulu rencontrer la mission pour s'informer amplement du contenu des dossiers qui ont fait l'objet de discussion avec les experts nationaux. Le Conseiller en sécurité Alimentaire du CILSS a fait l'économie des travaux et sollicité son appui pour:

- la mise en place du comité de pilotage pour les réflexions "Sahel 21/Transformation de l'Agriculture Sahélienne" et la réalisation des tâches urgentes identifiées en collaboration avec la partie nationale, notamment le choix des animateurs et du communicateur et l'introduction officielle de la requête de financement pour l'organisation de la communication et des débats nationaux.
- faciliter et accélérer la mise en place du GT/SA et des relais nationaux des quatre projets du PM/PSA.

Le Ministre a assuré la mission de son appui et de celui du Gouvernement pour que les débats nationaux se réalisent conformément au calendrier établi et que la partie nationale prenne pleinement part dans l'exécution des projets car, a-t-il précisé, les différents projets présentés et l'exercice Sahel 21/Transformation de l'Agriculture cadrent parfaitement avec les préoccupations de son pays. Il a en conséquence mis l'accent sur:

- la nécessité pour la sous-région d'avoir sa propre vision de son avenir immédiat et lointain et l'importance de son engagement pour relever les défis que le climat et la mondialisation de l'économie nous impose tous les jours.
- la nécessité pour les sahéliennes et sahéliens de montrer leur sérieux dans la prise en charge de leur devenir; personne ne fera le développement à leur place.
- le fait que les gouvernements des pays sahéliens prennent de la patience pour impliquer les acteurs de la société civile au processus de prise de décision. Ils sont les premiers concernés par les mesures et engagements que les décideurs politiques prennent au nom du développement des pays et de la sous-région.
- l'impérieuse nécessité pour les ministres sahéliens de soutenir les réflexions que le CILSS entreprend présentement sur l'avenir de la sous-région.

**8. Conclusion Generale**

Le Conseiller en Sécurité Alimentaire du CILSS a félicité et remercié les responsables guinéens pour l'organisation des réunions, et l'intérêt porté par les participants aux programmes et projets du CILSS. Il a rappelé que le petit noyau de personnes informées sur ces projets doit vulgariser le message aux autres concitoyens qui n'ont pas pu participer aux travaux.

## G. Niger

La mission s'est déroulée au Niger du 24 au 26 avril 1996.

### 1. Plénière de présentation générale

Il est à noter que malgré la tenue de cette plénière un jour férié, la réunion a été assez représentative.

Les participants ont remercié le conseiller en sécurité alimentaire pour la clarté de son exposé. Ils ont félicité la CILSS pour sa lucidité en engageant volontairement dans sa restructuration. Cet exemple devrait être suivi par l'ensemble des OIG.

Les participants partagent la compréhension du CILSS des problèmes de développement, sa vision à long terme et approuvent son approche programme. En effet, le problème structurel des états est que les décisions sont souvent prises sans vision à moyen et long termes, alors qu'il est impossible de travailler sans perspectives. Ils partagent également les principaux enjeux identifiés (défis stratégiques):

- ♦ la démographie et le déséquilibre structurel entre la croissance démographique et celle du PIB;
- ♦ l'urbanisation, les migrations;
- ♦ les politiques d'intégration régionale;
- ♦ la vision de la mondialisation de l'économie et les interdépendances qui se créent;
- ♦ La nouvelle gouvernance qui va entraîner de profondes modifications des rapports de production et une implication de la société civile dans les prises de décision.

Les participants ont demandé au CILSS:

1) d'expliciter le concept de sécurité alimentaire:

- Le CILSS est progressivement passé du concept d'autosuffisance au concept de sécurité alimentaire qui signifie:
  - ♦ assurer en permanence la disponibilité alimentaire en utilisant le plus possible les ressources locales. Elle signifie appuyer les États pour qu'ils jouent pleinement leur potentiel, en cherchant à élever régulièrement leurs productions et leurs productivités.
  - ♦ Assurer également l'accessibilité économique de l'alimentation aux consommateurs, c'est à dire que les niveaux de prix soient compatibles avec les revenus et que des stratégies soient développées pour soutenir les secteurs les plus pauvres.

2) D'expliquer pourquoi la première mission de mise en place du programme n'est organisée qu'à la moitié du premier plan triennal:

- Le Conseiller en sécurité alimentaire a rappelé que si le plan a été adopté en novembre 94, il n'a pu démarrer en janvier 95, avec des reliquats. Certains projets, alors en recomposition et d'autres projets, politiques, étant de nouveaux projets, n'ont pu permettre une mobilisation des fonds qu'au 2<sup>ème</sup> semestre 95. Les premiers chefs de projets ont été recrutés en octobre 1995, et le premier comité de pilotage n'a pu avoir lieu qu'en janvier 96, un mois avant le démarrage de la mission circulaire.

3) Quels sont les moyens du plan triennal, où en est-on par rapport aux financements, et quels sont les modes de financement et leur répartition entre l'institution et les États.

- La répartition du financement est la suivante:

- ♦ Pour un budget initial de 52 milliards, environ 65 % ont été mobilisés.
  - ♦ En ce qui concerne le programme majeur politique de sécurité alimentaire, le budget des projets est d'environ 4 milliards, dont 60 % sont mobilisés.
  - ♦ Les salaires et investissements ne représentent chacun que 5 à 10 % des budgets, et les activités environ 70 % qui sont utilisés directement pour appuyer les États.
- 4) D'expliquer pourquoi le CILSS a fait un rapprochement entre la sécurité alimentaire et ajustement structurel. Certains participants se sont demandé s'il y a compatibilité entre intégration régionale et ajustements structurels tel qu'imposés aux États: en effet, chaque État se met en compétition avec les autres, sans recherche d'harmonisation du développement. Il a été également remarqué que s'il est nécessaire de privilégier les échanges sous régionaux, il est également important de les développer avec les autres parties du monde.
- Le CILSS appuie les États dans la conception de leurs politiques agricoles et alimentaires. Les PASA sont maintenant un des points de focalisation des réflexions sur les politiques. Or les PASA se trouvent souvent en porte-à-faux avec les engagements des États dans les OIG. Par ailleurs, il y a souvent des divergences entre les PASA nationaux qui créent des nuisances réciproques entre les États. L'objectif est donc de sensibiliser les différents décideurs afin qu'ils prennent en compte la dimension régionale dans la conception des PASA nationaux.
  - De par son expérience, le CILSS veut se focaliser sur l'incidence des PASA sur le développement du marché régional. En effet, les PASA essaient de discipliner les États par des dispositions pour l'ouverture de l'économie, qui profitent plus souvent au marché international. Il est donc nécessaire de favoriser les produits régionaux. Les disparités entre les politiques nationales rendent difficile la circulation des produits locaux au profit des soldes du marché mondial; Il faut donc mettre l'accent sur le développement des échanges intra-régionaux.
- 5) Quelle est l'implication des ONG sur le terrain dans les programmes du CILSS. Si les ONG travaillent en partenariat avec les États, doivent-elles réécrire de nouvelles stratégies ?
- Le CILSS travaille de plus en plus avec les ONG, et au Niger il existe un comité de travail avec les ONG qui permet de mieux les impliquer dans les décisions de la société civile.

Les participants ont réservé un bon accueil au souhait du CILSS et du Club du Sahel de discuter les perspectives de long terme, en particulier agricole. Comme le CILSS, l'Afrique doit s'efforcer de réfléchir sur ses perspectives pour planifier son développement. L'étude envisagée par le CILSS est donc capitale. Ils ont néanmoins insisté sur le fait que certaines réflexions sont actuellement menées dans le pays, dont les initiatives du CILSS et du Club du Sahel devraient tirer le meilleur parti. Une partie de ces exercices doit donc consister à identifier les travaux existant et à en faire une bonne synthèse aux fins de discussion.

Tout le monde s'accorde pour reconnaître que cet exercice doit inclure une large participation de la société civile, aux côtés de l'Administration et du secteur parapublic. Trop souvent, les réflexions stratégiques ont été faites entre décideurs, sans consulter les personnes qui étaient directement concernées par les décisions qui en seraient issues.

Les principales questions des participants ont porté sur:

- ♦ l'internalisation des résultats de Sahel 21 / transformations de l'agriculture au niveau des États;



- ♦ la capacité de mise en œuvre des stratégies définies par les États face aux institutions extérieures;
  - ♦ la question de la cohérence entre les exercices de réflexion prospective.
- 1) Les participants se sont demandé ce qui pouvait garantir *l'internalisation des résultats* Sahel 21 / transformations de l'agriculture au niveau des États, car il y a un risque de le transformer en un exercice CILSS, et d'avoir de bons documents qui ne soient pas mis en application.
- L'échec des exercices antérieurs est dû à leur non appropriation. La démarche du CILSS, originale, est en rupture avec les méthodes antérieures:
- ♦ ce sont les sahéliens et sahéliennes qui pilotent l'exercice.
  - ♦ le processus est basé sur la communication.
  - ♦ Pour susciter le débat, certaines « zones de rêve » sont créées, qu'il ne faut pas décevoir;
  - ♦ La construction de la vision doit se faire parallèlement au débat dans la société. Elle doit se faire avec les structures administratives existantes, avec la société civile et en associant les différentes structures qui réfléchissent à l'avenir, en faisant appel à des consultants externes dont les résultats des réflexions sont internalisés au fur et à mesure.
  - ♦ Il y a également une volonté d'opérationnaliser l'exercice, qui doit déboucher sur une stratégie de développement du Sahel.
  - ♦ Pour promouvoir une concertation avec les autres exercices, il est nécessaire de capitaliser les différents exercices;
- Une autre Assurance de réussite de l'exercice est:
- ♦ les plus hautes autorités politiques du CILSS se sont engagées.
  - ♦ que tous les États ont montré un intérêt (avec niveau inégal);
  - ♦ que les partenaires le soutiennent car il est aussi pour eux un enjeu; sous la pression de leurs opinions, ils doivent être plus efficace dans les dispositifs d'aide. le contexte a évolué, il n'est plus facile d'obtenir des fonds de la communauté internationale. Le CILSS travaille donc en partenariat avec des agences qui voient dans l'exercice un moyen de mieux orienter les fonds de leurs contribuables.
- 2) Les participants se sont demandé quelle serait la *capacité de mise en œuvre des stratégies définies* par les États face aux institutions extérieures, sachant qu'il y a des approches développées par les institutions internationales qui pourraient ne pas aller dans le même sens que les résultats de l'exercice du CILSS. Ils se sont demandé quel pouvoir avait le CILSS pour intégrer cette démarche.
- Les États ont une méconnaissance des instruments des institutions internationales, mais aussi une méconnaissance de ce qu'ils veulent. Or, les rapports de coopération avec les institutions internationales dépendent de la volonté des États, de leur capacité à dire ce qu'ils veulent. Dans le passé les états ont accepté ce que les institutions proposaient car ils n'avaient d'alternatives à leur opposer. Les institutions disposaient.
- Aujourd'hui, il existe une évolution des rapports de force. Il sera de plus en plus difficile pour les États d'accepter des diktats qui ne correspondent pas à leur volonté. Mais il est nécessaire que:
- ♦ les pays du CILSS sachent plus clairement ce qu'ils veulent;
  - ♦ aient la volonté de faire passer leurs idées;
  - ♦ Acquièrent une meilleure connaissance des instruments des institutions internationales.



- ♦ Maîtrisent les critères d'appréciation de ces institutions pour mieux faire passer leurs idées.
- 3) En matière de *cohérence*, les participants ont fait remarquer qu'en Afrique de l'ouest il y a 40 OIG qui ont chacune leur plan de développement de la même sous région. Chaque État développe sa propre philosophie nationale, les bailleurs également. Les participants se sont demandé quelles sont les articulations de Sahel 21 / transformations de l'agriculture avec les cadres de réflexion en cours (par exemple les projets « Futurs africains » qui ont permis à cinq pays de tracer leurs plans à 25 ans). Ils se sont donc demandé comment faire pour que la vision du CILSS soit assise et partagée au niveau des autres institutions, bilatérales et OIG ?
- Le seul moyen d'assurer une meilleure cohérence est de capitaliser les résultats des différents exercices et d'associer les différentes structures. Elles ont donc été toutes contactées et invitées à se joindre à la réflexion. Elles peuvent le faire à la fois en terme de contributions intellectuelles aux réflexions et en terme de participation aux débats lorsqu'ils démarreront dès le deuxième semestre 1996.

## 2. Travaux en commissions

Deux commissions ont été constituées, lors de la deuxième journée de travail. La première s'est penchée sur le dossier Sahel 21 et Transformation de l'Agriculture Sahélienne; la deuxième sur les quatre projets du Programme Majeur Politique de Sécurité Alimentaire. Ces travaux en commissions avaient pour objectif de formuler des propositions concrètes en matière de constitution de groupes de travail Sécurité Alimentaire, d'implantation des projets et de lancement d'activités.

## 3. Deuxième plénière

Elle a été consacrée, le troisième jour, à la restitution des travaux en commissions et aux discussions relatives à la création du groupe de travail sécurité alimentaire au Niger. Les débats qui ont suivi sont synthétisés aux points II et III.

## 4. Mise En Place Du Groupe De Travail Sécurité Alimentaire

Le groupe de travail Sécurité Alimentaire sera bâti sur le même modèle que dans les autres pays.

## 5. Sahel 21 Transformation de l'Agriculture

### a) Liste Provisoire des Membres du Comité de Pilotage

#### (1) Administration

- Ministère des finances et du plan
  - ♦ Direction des programmes du plan
  - ♦ Direction de l'intégration économique régionale
  - ♦ Direction de l'analyse économique, des études financières et de la prévision
  - ♦ Direction des Entreprises publiques et de la participation
- Ministère développement rural, de l'hydraulique et de l'environnement
  - ♦ Secrétariat Permanent du CONACILSS
  - ♦ Direction des études et de la programmation
  - ♦ Direction de l'élevage
  - ♦ Direction de l'agriculture

- ♦ Direction de l'environnement
- ♦ Direction des ressources en eau
- Ministère du développement social et de la promotion de la femme et de l'enfant
  - ♦ Direction des études et de la programmation
  - ♦ Direction de la population
  - ♦ Direction de la femme
  - ♦ Direction du développement social
- Ministère de la communication, de la culture, de la jeunesse et des sports
  - ♦ Direction des études et de la programmation
  - ♦ Direction de la culture
  - ♦ Direction de la communication
  - ♦ Office des postes et télécommunication
  - ♦ Office de la radio et de la télévision Nationale (ORTN)
  - ♦ Direction de la jeunesse et des sports
- Ministère de la santé publique
  - ♦ Direction des études et de la programmation
- Ministère de l'éducation nationale
  - ♦ Direction des études et de la programmation
- Ministère de l'enseignement supérieur
  - ♦ Direction des études et de la programmation
  - ♦ Direction de la recherche scientifique et de l'université
- Ministère des mines, de l'Industrie de l'énergie et de la technologie
  - ♦ Bureau des Recherches géologiques et minières
  - ♦ Direction du développement industriel
  - ♦ Direction des mines et de l'énergie
- Ministère du commerce, de l'artisanat, du tourisme et des transports terrestres
  - ♦ Direction des études et de la programmation
  - ♦ Direction du commerce
  - ♦ Direction du tourisme
  - ♦ Direction de la promotion de l'artisanat
  - ♦ Direction des transports terrestres
- Ministère de l'équipement et des infrastructures
  - ♦ Direction des études et de la programmation
- Ministère de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire
  - ♦ Direction des études et de la programmation
  - ♦ Direction de l'aménagement du territoire
  - ♦ Haut commissariat à la décentralisation et à la réforme administrative
- Ministère des relations extérieures
  - ♦ Direction Afrique (division de l'intégration africaine)

*(2) Société civile*

- Organisations féminines
  - ♦ CONGAFEM<sup>56</sup>
  - ♦ AFM<sup>57</sup>
  - ♦ RDFN<sup>58</sup>

---

<sup>56</sup> Confédération des ONG Féminines

<sup>57</sup> Association des Femmes du Niger

<sup>58</sup> Rassemblement Démocratique des Femmes du Niger

- ♦ AFCN<sup>59</sup>
- Organisations de producteurs
  - ♦ UNC<sup>60</sup>
  - ♦ AREN<sup>61</sup>
  - ♦ MORIBEN<sup>62</sup>
  - ♦ AEBN<sup>63</sup>
- ONG
  - ♦ GAP<sup>64</sup>
  - ♦ ADRI<sup>65</sup>
  - ♦ VIPS<sup>66</sup>
  - ♦ GAMA<sup>67</sup>
  - ♦ ABC Écologie<sup>68</sup>
- Association des commerçants et opérateurs économiques
  - ♦ Chambre de commerce et d'industrie et artisanat
  - ♦ SYNAPEMEN<sup>69</sup>
  - ♦ ABN<sup>70</sup>
  - ♦ Syndicat des transporteurs
  - ♦ Syndicat des commerçants
- ANSE<sup>71</sup>
- CNOJ<sup>72</sup>
- Assemblée nationale
  - ♦ Assemblée nationale
  - ♦ sénat
  - ♦ Conseil économique et social
- Media privés
- Bureaux d'études

### *(3) Partenaires au développement*

- 
- |    |   |
|----|---|
| 59 | Association des Femmes Commerçantes du Niger                                      |
| 60 | Union Nationales des Coopératives   |
| 61 | Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger                          |
| 62 | Nom local = la misère est finie - ONG développement de base dans l'ouest du Niger |
| 63 | Association des Exploitants de Bois du Niger                                      |
| 64 | Groupe des Aides Privées (collectif des ONG, presque toutes sont associées)       |
| 65 | Association pour le Développement Rural Intégré                                   |
| 66 | Vivre et Prospérer au Sahel   |
| 67 | Groupe d'Appui au Mouvements Associatifs  |
| 68 | ONG promue par le ministère du plan   |
| 69 | Syndicat National des Petites et Moyennes Entreprises du Niger                    |
| 70 | Association des Banques du Niger  |
| 71 | Association Nationale des Sans Emplois  |
| 72 | Coordination Nationale des Organisations de Jeunesse                              |

### ***b) Secrétariat de coordination et d'animation***

- Secrétariat permanent du CONACILSS
- Direction des programmes et du plan Ministère des finances et du plan (animateur)
- Direction des études et de la programmation du Ministère développement rural, de l'hydraulique et de l'environnement (animateur)
- Direction des études et de la programmation du Ministère de la communication, de la culture, de la jeunesse et des sports (communicateur)
- CONGAFEM
- GAP
- CNOI
- UNC
- représentant des partenaire au développement
- représentant de l'assemblée nationale

### ***c) Programme d'urgence***

Le Programme d'urgence comprendra les tâches suivantes:

- 1) écrire une lettre officielle aux structures choisies pour la désignation d'un représentant qui doit être nommé de façon permanente;
- 2) convoquer une première réunion d'information du comité de pilotage:
  - ♦ présentant les résultats de cette mission;
  - ♦ donnant des informations complémentaires
  - ♦ répartissant les tâches urgentes;
  - ♦ présentant un programme jusqu'à la fin 1996
- 3) Préparer le document national de communication et d'organisation des débats en précisant:
  - ♦ quels acteurs choisir ?
  - ♦ comment faire le débat ?
  - ♦ où le faire ?
  - ♦ quand ?
  - ♦ Avec quels moyens ?
- 4) Faire valider le document national par le comité de pilotage;
- 5) transmettre officielle le document sous forme de requête de financement aux partenaires locaux avec ampliation au CILSS pour suivi;
- 6) présenter le document à la réunion régionale (de fin juin);

### ***d) Chronogramme***

Les tâches identifiées devront être exécutés selon l'agenda suivant:

- la lettre officielle: durant la première semaine de mai;
- la première réunion du secrétariat pour préparer le comité de pilotage: à la fin de la première semaine de mai;
- la première réunion du comité de pilotage: durant la deuxième semaine de mai;
- la préparation du document national: à la fin mai;
- la validation du document national: lors de la première semaine juin;
- l'introduction officielle des requêtes auprès partenaires: durant la deuxième semaine de juin.

## 6. Programme d'activité des projets

La Commission II s'est réunie sur les 4 projets du PM/PSA que sont le FERAP<sup>73</sup>, le PREGEC<sup>74</sup>, le PROCELOS<sup>75</sup> et le PRORES<sup>76</sup>.

### a) PRORES<sup>76</sup>

#### (1) Relais PRORES - Comité de Pilotage

Pour faciliter le pilotage des travaux d'étude une proposition de relais a été faite par les participants. Il se compose comme suit:

##### (a) Administration Publique

- Ministère du Développement Rural, de l'Hydraulique, de l'Environnement et
  - ♦ Direction de l'Agriculture
  - ♦ Direction Pêche et Pisciculture
  - ♦ Direction Élevage
  - ♦ SAP/GC
  - ♦ Direction PV
  - ♦ PROGER
  - ♦ Génie Rural
  - ♦ Direction des Études et de Programmation (Animateur)
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de Recherche Scientifique
  - ♦ Institut National de Recherche Agronomique (MDR/E/H)

##### (b) Société Civile

- ♦ Bureau d'étude
- ♦ ONG / CDR
- ♦ SOS Sahel International

#### (2) Conclusions Générales

Pour les trois études, il est convenu entre la mission CILSS et la partie nigérienne de prendre les dispositions utiles suivantes:

- ♦ envoi au CILSS de 10 curriculum vitae par étude avant le 20 avril prochain.
- ♦ sélection définitive des consultants par le CILSS le 20 avril.
- ♦ remise des rapports finaux de consultation en fin mai 1996.
- ♦ organisation par le relais PRORES d'un seul atelier de restitution/validation pour les trois études.

### b) PROCELOS<sup>75</sup>

#### (1) Relais PROCELOS

##### (a) Administration

- 
- |    |   |
|----|---|
| 73 | Fluidification des Échanges et Rapprochement des Politiques |
| 74 | Prévention et Gestion des Crises                            |
| 75 | Promotion des Produits Locaux                               |
| 76 | Projet de Réflexion Stratégique                             |
-



- Ministère du Développement Rural, de l'Environnement et de l'Hydrauliques Villageoises
  - ♦ INRAN point focal (Recherche Technologie Alimentaire)
  - ♦ Direction Agriculture
  - ♦ Direction Environnement
  - ♦ Direction Élevage
  - ♦ Direction des Pêches et Pisciculture
- Ministère Commerce Artisanat Tourisme et Transport Terrestre
  - ♦ Direction Commerce Intérieur
- CAT/TT
  - ♦ Direction Artisanat
- Ministère des Mines Ind. Énergie et Technologie
  - ♦ Direction Développement Industriel
- Ministère Développement Social et de la Promotion de l'Enfant
  - ♦ Direction Développement Social
- Ministère de la Communication, de la Culture, de la Jeunesse et des Sports
  - ♦ ORTN
- Ministère de la Santé Publique
  - ♦ Services de Nutrition

#### (b) Société Civile

- Chambre de Commerce d'Industrie et d'Artisanat
- Association de défense des Consommateurs
- Réseau de l'Entreprise en Afrique de l'Ouest
- CARITAS-Niger / BITAMIN
- ONG / CDR
- Association des Femmes Commerçants
- Association pour l'Intégration des Femmes dans l'Économie Nigérienne
- Syndicat National des PME/PMI

#### (c) Partenaires au Développement

- Coopération Canadienne
- Coopération Française
- Coopération Hollandaise
- FAO
- PNUD

#### **c) FERAP<sup>73</sup>**

##### *(1) Résultat 1*

Pour le résultat 1, il est prévu en 1996 de mener avec le Niger deux activités:

##### (a) Activité 1: Mise en place de la grille de suivi des politiques

###### *(i) 1ère phase:*

- ♦ Identifier (tout de suite) les structures au sein du relais chargé du dossier Grille;
- ♦ Remplir la grille type et l'envoyer au CILSS dans les semaines qui suivent;
- ♦ La grille remplie devra être accompagnée de commentaires sur les contraintes techniques et financières liées à cette grille et les propositions d'amélioration (présentation, informations à collecter, etc...)

## (ii) 2ème Phase:

- ♦ Constitution d'un comité de pilotage issu du relais FERAP pour la réalisation des études cas nationales et de conception de la seconde version;
- ♦ Participation à l'atelier régional de validation de la seconde version.

(b) Activité 2: Concertation sur la dimension régionale des PASA nationaux

## (i) 1ère phase:

- Aider la mission présente à collecter l'ensemble de la documentation sur les différences phases du PASA (LPDA, État de mise en oeuvre des mesures, ...);
- Participer à l'atelier régional sur les résultats de la comparaison régionale des PASA nationaux.

## (ii) 2ème phase:

- ♦ Participer à la concertation régionale.

*(2) Résultat 2*

Pour le résultat 2, il sera question en 1996 de travailler sur l'élargissement des activités du sous-espace Centre au Niger. Essentiellement, deux activités seront menées:

(a) Structurer la coordination et la concertation sur la promotion des échanges régionaux au niveau national, ce qui passe par:

- la mise en place et l'animation du relais FERAP chargé du suivi de l'ensemble des activités du projet (Avril 96);
- la participation de relais à la réflexion régionale sur les relais (rôle, fonctionnement, relation intra et inter relais);
- La participation du relais à l'atelier régional sur le transfert transit et fret retour.

(b) Participer aux travaux d'investigations relatives à l'élargissement

Réaliser des investigations légères sur les flux commerciaux de bétail-viande et céréales entre le Niger et les autres pays du sous-espace en occurrence le Togo et le Ghana.

*(3) Relais FERAP*(a) Administration Publique

- Ministère des Finances et du Plan
  - ♦ Direction Intégration Économique Régionale - Direction Inf. Économique et Statistiques
  - ♦ Direction des Douanes
  - ♦ Direction des Programmes et du Plan
- Ministère du Développement Rural, de l'Environnement et de l'Hydrauliques Villageoises
  - ♦ Direction de l'Agriculture
  - ♦ Direction de l'Élevage
  - ♦ Direction des Pêches et Pisciculture
  - ♦ Direction des Études et de Programmation

- ♦ Direction de la Promotion des Organisation Rurales et de la Gestion de l'Espace Rural (D/POR/GER)
- Ministères des Affaires Étrangères
  - ♦ Direction Afrique (Division des Commissions Mixtes)
- Ministère de l'Information
  - ♦ Radios
  - ♦ Presse privée
  - ♦ T.V.
- Ministère du Commerce
  - ♦ Direction Commerce Intérieur
  - ♦ OPYN (BLM)
  - ♦ Direction Commerce Extérieur
  - ♦ RINI
- Banque Centrale
  - ♦ Direction des Études

(b) Société Civile

- Chambre de Commerce et des Industries
- Fédération des Éleveurs (Association)
- Union Nationale des Coopératives
- Fédération Syndicats des transporteurs (CNUT<sup>77</sup>)
- Association des Femmes commerçantes du Niger
- Banques commerciales privées (BIAO)
- Réseau de l'Entreprise en Afrique de l'Ouest

(4) Noyau restreint

- Direction de l'Intégration Économique Régionale (Animateur)
- Domaines
- Commerce Extérieur
- Banque Centrale
- Groupements socioprofessionnels
- Direction de l'entreprise

**d) PREGEC<sup>74</sup>**

(a) Relais PREGEC

Il existe un Comité national de gestion des catastrophes, groupe pluridisciplinaire rassemblant différents représentants des ministères et doté d'un secrétariat permanent. La partie nigérienne a demandé au programmes majeurs sécurité alimentaire de faire en sorte que le noyau existant puisse avoir les moyens et le temps pour exécuter les activités.

## **7. Rencontres spécifiques**

Parallèlement, une série de rencontres auprès des autorités politiques, des services de l'Etat, des bailleurs de fonds et de différents partenaires ont été entrepris pour approfondir les thèmes exposés et susciter les collaborations;

**a) Le Ministre du développement rural, de l'hydraulique et de l'environnement**

Le ministre a reçu la mission avant son départ pour une restitution rapide. Il a garanti au CILSS son soutien pour la mise en oeuvre des activités prévues.

**b) Le Secrétaire Général du Ministère du développement rural, de l'hydraulique et de l'environnement**

Lors de cette rencontre, le Secrétaire Général félicité le CILSS pour la clarté de l'approche et de la méthodologie. Il trouve très important que les États soient capables de montrer aux donateurs ce qu'ils veulent et trouve que l'exercice mérite une forte mobilisation au niveau national. Il s'est engagé à prendre les dispositions pour permettre la participation à l'exercice des personnes identifiées.

Il a recommandé que l'exercice ne s'étale pas sur une période trop longue qui pourrait amener une certaine démotivation des participants à terme.

**c) Union Européenne**

La mission a rencontré Monsieur Pierre Yves BAULIN, Conseiller en développement rural de la délégation de la commission au Niger. Lui ont été présentés les différents projets du programme majeur sécurité alimentaire et le programme Sahel 21 / transformations de l'agriculture.

- A propos du FERAP, il a demandé quels étaient les liens avec l'étude CMA/AOC financée par l'UE;
- A propos du PROCELOS, il a informé la mission de la publication très récente (il y a un mois) d'une étude réalisée par AGROPOLIS sur financement FAC et faisant l'inventaire des unités de transformation au Niger.
- A propos du PRORES, de son point de vue les systèmes de protection des végétaux ne sont rentables que dans les cas de grandes invasions ou de cultures marginales à haute valeur ajoutée.
- A propos du programme Sahel 21 / transformations de l'agriculture, il s'est interrogé sur les ministères concernés par le travail du CILSS. Il lui a été rappelé que si les ministres de l'agriculture ou du développement rural sont les ministres de tutelle du CILSS dans chaque état, tout ministre peut être invité à participer à une réunion du CILSS traitant d'un dossier plus spécifique (finances et plan, population, santé, éducation,...)

**d) Banque Mondiale**

La mission a rencontré Monsieur Idé NIANDOU, ex secrétaire d'Etat au Plan du Niger, et actuellement consultant permanent à la délégation de la Banque Mondiale au Niger. Il avait été identifié comme personne ressources pour les aspects macro-économiques de la réflexion Sahel 21. Il s'est montré très intéressé par la démarche du CILSS, qu'il trouve très originale et novatrice par rapports aux outils actuellement utilisés par la Banque Mondiale au Niger pour déterminer les politiques.

Il trouve également productif de mener parallèlement la réflexion sur le Sahel et celle sur l'aide avec le Club du Sahel. Il s'est engagé à participer à l'exercice, notamment par la rédaction d'un document. Il a par ailleurs proposé les noms de personnes d'expérience pouvant être associées à l'exercice:

- ♦ Chérif CHACO (actuellement Ministre des transports)

- ♦ Mahamane BRAH, (ancien Secrétaire Exécutif du CILSS, ancien Directeur de la cellule CINERGIE qui a piloté le WALTPS, et actuellement Ministre du développement rural, de l'hydraulique et de l'environnement);
- ♦ Le groupe de chercheurs de Boureima Alpha GADO, à l'université;
- ♦ Arnaud MAHAMANE, Conseiller économique du Président;
- ♦ El Moustapha SOUMAILA, Ministre du Plan;

Monsieur Idé NIANDOU vient de terminer pour le gouvernement un document sur l'intégration régionale, qui n'est pas encore officiel. Le Niger est membre actuellement de quelques 150 OIG, cumulant les arriérés de cotisations. Il relève qu'il existe actuellement au sein de la société nigérienne un consensus sur les grands choix.

#### *e) ACDI*

La mission a rencontré Monsieur Amadou GARBA, Conseiller en développement rural et en Environnement de l'Ambassade du Canada. Lui ont été présentés les différents projets du programme majeur sécurité alimentaire et le programme Sahel 21 / transformations de l'agriculture.

Il s'est montré intéressé par la démarche CILSS, dont il trouve la philosophie de stratégie globale proche de celle du Canada. En effet, l'ACDI finançait des appuis dans le cadre de définition de stratégies globales: appuis dans le cadre de la convention de lutte contre la désertification, appui à la Sécurité Alimentaire, ... L'ACDI serait prête à contribuer à cette approche, mais actuellement il lui est difficile d'intervenir dans des activités nécessitant des contacts avec les autorités politiques. Il est donc nécessaire de bien réfléchir à la forme de présentation des requêtes.

#### *f) Mission française de coopération*

La mission a rencontré Monsieur Olivier FAUGÈRE, Conseiller en développement rural des missions du Niger et du Burkina Faso. Lui ont été présentés les différents projets du programme majeur sécurité alimentaire et le programme Sahel 21 / transformations de l'agriculture.

Monsieur FAUGÈRE s'est montré intéressé par le programme Sahel 21, et a rappelé qu'en tant que mission d'appui au Niger, il ne pourra répondre favorablement qu'à des requêtes formulées par la partie nationale. En aucun cas ne pourraient être appuyées des requêtes formulées par le CILSS.

#### *g) GTZ*

La mission a rencontré Madame Helga MEIERKORD, représentante de la GTZ au Niger. Lui ont été présentés les différents projets du programme majeur sécurité alimentaire et le programme Sahel 21 / transformations de l'agriculture.

Elle a trouvé très intéressant l'exposé qui lui a été fait et relevés certains points communs entre la démarche du CILSS et le travail de la GTZ au Niger:

- en ce qui concerne les énergies domestiques, la GTZ travaille sur les foyers améliorés, qui ne sont qu'un des volets du problème. Un conseiller spécial du siège sera prochainement affecté au Sahel (à Bamako ou Ouagadougou) pour ces questions spécifiques.
- La GTZ s'est beaucoup intéressée à la lutte intégrée contre les prédateurs des cultures. Actuellement, un projet est en voie d'achèvement.



→ En ce qui concerne la Gestion des Ressources Naturelles, il existe deux grand projets; Madame MEIERKORD s'est interrogée sur les ressources actuelles du CILSS. Elle a demandé quelles étaient les possibilités d'appui au comité Sahel 21 du Niger.

### **8. Conclusion Générale**

Le Conseiller en sécurité alimentaire du CILSS a félicité et remercié les responsables nigériens pour l'organisation des réunions, et l'intérêt porté par les participants aux objectifs du CILSS. Il a rappelé que le petit noyau de personnes informées sur ces projets doit diffuser le message auprès de ceux qui n'ont pu participer aux ateliers.

### **H. Burkina Faso**

La mission s'est déroulée au Burkina les 2 et 3 mai 1996.

#### **1. Allocution d'ouverture**

La réunion a été ouverte officiellement par le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales.

Dans son allocution d'ouverture, il est venu encourager, au nom du ministre, les participants pour le travail qu'ils allaient accomplir, compte tenu de l'importance de la Sécurité Alimentaire. La conférence de la FAO qui vient de s'achever a rappelé qu'elle préoccupante au plan mondial, et encore plus pour les pays du Sahel en général et au Burkina en particulier.

La production n'a jamais été stabilisée. Elle évolue au hasard des phénomènes climatiques. Cette année, le pays enregistre un déficit de 69.000 tonnes, pour lequel le gouvernement a mis en place un programme d'aide de 9.000 tonnes pour soulager les régions les plus touchées. A Tout moment les gouvernements sont interpellés pour maîtriser les paramètres de la sécurité alimentaire.

Il est donc vital de se concerter au niveau national sur les programmes de sécurité alimentaire. Le Secrétaire Général a exhorté les participants de tenir compte de la participation effective des producteurs, acteurs importants et incontournables, dans ce cadre, et lors de l'élaboration des programmes et des budgets.

Il a félicité le CILSS pour le travail accompli lors de sa restructuration dont l'objectif est de devenir plus opérationnel.

Sous la présidence du secrétariat permanent du CONACILSS, le Conseiller en Sécurité alimentaire du CILSS a présenté l'objet de la mission: rappeler les grandes étapes de la restructuration du CILSS, de la mise en oeuvre du plan triennal 1995-1997 et de la définition et les grandes lignes du programme Sahel 21/Transformations de l'agriculture.

#### **2. Présentation générale**

Les questions du débat étaient essentiellement des questions d'information.

Il a été demandé au CILSS de s'expliquer sur le concept de sécurité alimentaire. Le CILSS est progressivement passé du concept d'autosuffisance au concept de sécurité alimentaire qui signifie:

- ♦ assurer régulièrement une disponibilité en utilisant le plus possible les ressources locales. Elle signifie appuyer les États pour qu'ils jouent pleinement leur potentiel, en cherchant élever régulièrement sa production et sa productivité.

- ♦ Assurer également une accessibilité économique par rapports aux consommateurs, que les niveaux de prix soient compatibles avec les revenus et qu'il faut avoir des stratégies pour les secteurs les plus pauvres.

A propos des liens entre les quatre programmes techniques et les deux politiques, il a été rappelé que les programmes techniques étaient là pour alimenter les réflexions politiques. Les activités des programmes techniques doivent permettre au CILSS d'être plus à même de proposer aux États des stratégies politiques. Par ailleurs, il n'y a pas de différences dans les objectifs stratégiques des deux programmes majeurs politiques: la Sécurité Alimentaire comme la Gestion des Ressources Naturelles ne pourront être assurés que par des stratégies d'amélioration des revenus. C'est seulement pour des questions d'opérationnalisation que les projets ont été séparés.

A propos de la restructuration institutionnelle du CILSS, un participant s'est demandé si le CILSS, en séparant le Noyau Central et les projets, n'avait pas créé une administration à deux vitesses. Serait-il facile pour les administrations nationales de travailler avec cette Administration hybride ? Le Conseiller Sécurité Alimentaire a rappelé que ce montage était très opérationnel, le rôle du noyau central étant le pilotage général et la planification, celui des projets étant l'exécution, avec autonomie mais garde-fou.

Un participant s'est demandé quel était le suivi des projets du CILSS au niveau de la DEP<sup>78</sup> du MARA<sup>79</sup>, qui est normalement chargée de suivre les projets dans le domaine de l'agriculture. Le CONACILSS, qui dépend du Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales, coordonne les activités du CILSS au niveau national. Mais il serait intéressant que la DEP soit impliquée, que le CONACILSS lui fournisse des informations, et lui donne une idée de tous les projets.

A propos des avantages comparatifs de l'espace Sahel, un participant a fait remarquer qu'il fallait également prendre en compte les avantages construits, ceux qui sont dus au travail de l'homme. Il s'est demandé si le CILSS pouvait aussi recenser ces avantages construits ? Le Conseiller Sécurité Alimentaire a fait remarquer que les avantages, comparatifs ou construits, pouvaient ne pas être éternels, car le monde évolue en permanence et les conditions du marché en conséquence. Il est donc primordial de réfléchir aux conditions de la durabilité des avantages d'aujourd'hui.

Un participant a attiré l'attention sur le peu de présence des femmes dans la réunion, et a demandé qu'elles ne soient pas négligées dans les débats.

### 3. Travaux en commissions

Deux commissions ont été constituées, dès la deuxième demi-journée de travail. La première s'est penchée sur le dossier Sahel 21 et Transformation de l'Agriculture Sahélienne; la deuxième sur les quatre projets du Programme Majeur Politique de Sécurité Alimentaire. Ces travaux en commissions avaient pour objectif de formuler des propositions concrètes en matière de constitution de groupes de travail Sécurité Alimentaire, d'implantation des projets et de lancement d'activités.

<sup>78</sup> Direction des Études et de la Planification

<sup>79</sup> Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales

#### 4. Deuxième plénière

Elle a été consacrée, le deuxième jour, à la restitution des travaux en commissions et aux discussions relatives à la création du groupe de travail sécurité alimentaire au Burkina. L'essentiel du débat a porté sur l'importance du comité de pilotage identifié pour suivre le dossier Sahel 21 / transformations de l'agriculture. Le CILSS a insisté sur le fait qu'il fallait rompre avec les habitudes: toutes les composantes de la société devaient être contactées afin que personne ne soit oublié et ne reconnaisse pas par la suite la pertinence des travaux. C'est à la partie nationale d'arrêter une liste plus définitive, qui devrait être plus étendue en ce qui concerne les représentations de la société civile.

#### 5. Mise En Place Du Groupe De Travail Sécurité Alimentaire

##### a) Diagnostic

Le Burkina Faso ne dispose pas d'équipes interministérielles pour traiter globalement et sur une base pérenne les problèmes de sécurité alimentaire. Il existe néanmoins des structures publiques travaillant chacune sur les domaines qui leur semblent prioritaires. On peut noter entre autres le comité de pilotage de la politique céréalière et ses structures techniques (SP/CPC, SONAGES, CCI, CONASUR), le comité de pilotage de la politique de l'élevage, le réseau SADAOC...

##### b) Constitution Groupe de Travail

Le groupe de travail Sécurité Alimentaire sera bâti sur le même modèle que dans les autres pays.

#### 6. Commission Sahel 21 / transformations de l'agriculture

##### a) Liste provisoire du Comité de Pilotage

###### (1) Administration

- Primature
  - ♦ Commission Nationale de la Décentralisation<sup>80</sup>
- Ministère de l'Économie et des Finances
  - ♦ Direction des Études et de la Planification
  - ♦ Direction Générale de l'Économie et de la Planification
  - ♦ Direction des Études et de la Prospective
  - ♦ Direction Générale de la Coopération
  - ♦ Direction de l'Aménagement du Territoire
  - ♦ Secrétariat Permanent de la Commission Nationale en Matière de Population<sup>81</sup>
- Ministère de l'Intégration et de la Solidarité Africaines
  - ♦ Direction de l'Intégration Africaine
- Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales
  - ♦ Secrétaire Permanent du CONACILSS
  - ♦ Direction des Études et de la Planification
  - ♦ Direction de la Formation et de la Promotion des Producteurs<sup>82</sup>

80 CND

81 CONAPO

- ♦ Direction des Statistiques Agro-Pastorales<sup>83</sup>
- ♦ Secrétariat Permanent du PASA
- ♦ Secrétariat Permanent de la coordination de la politique de développement de l'élevage<sup>84</sup>
- ♦ Secrétariat Permanent de la Coordination de la Politique Céréalière<sup>85</sup>
- ♦ Bureau National des Sols<sup>86</sup>
- Ministère de l'Environnement et de l'Eau
  - ♦ Direction des Études et de la Planification
  - ♦ Direction Générale de l'Hydraulique
  - ♦ Direction Générale des Eaux et Forêts
  - ♦ Direction Générale de la Préservation de l'Environnement
  - ♦ Secrétariat Permanent du CONAGES<sup>87</sup>
- Ministère de l'Action Sociale et de la Famille
  - ♦ Direction des Études et de la Planification
  - ♦ Direction de la Promotion de la Famille
  - ♦ Direction de l'Enfance
- Ministère de la Communication et de la Culture
  - ♦ Direction de la Télévision
  - ♦ Direction de la Radio
  - ♦ Direction de SIDWAYA<sup>88</sup>
  - ♦ Direction de la Presse
  - ♦ Direction du Patrimoine Culturel
- Ministère de la Jeunesse et des Sports
  - ♦ Direction des Études et de la Planification
- Ministère de la Santé
  - ♦ Direction des Études et de la Planification
  - ♦ Direction Générale de la Santé Publique
    - ❖ Direction de la Santé de la Famille
    - ❖ Direction de la Médecine Préventive
- Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation
  - ♦ Direction des Études et de la Planification
  - ♦ Direction de l'Enseignement de Base
  - ♦ Institut National d'Alphabétisation<sup>89</sup>
- Ministère des Enseignements Secondaires, Supérieurs et de la Recherche Scientifique
  - ♦ Direction des Études et de la Planification
  - ♦ Direction de l'Enseignement Secondaire
  - ♦ Université
    - ❖ CEDRES<sup>90</sup>

82

DFPP

83

DSAP

84

SP/CPE

85

SP/CPC

86

BUNASOLS

87

Conseil National pour le Gestion de l'Environnement

88

signifie « La Vérité », Journal de la presse écrite Gouvernementale

89

INA

- ♦ CNRST<sup>91</sup>
  - ❖ Direction Scientifique
  - ❖ INERA<sup>92</sup>
  - ❖ IBE<sup>93</sup>
  - ❖ IRSSH<sup>94</sup>
- Ministère de l'Énergie et des Mines
  - ♦ Direction des Études et de la Planification
  - ♦ Direction Générale de la Recherche Géologique et Minière
  - ♦ Direction Générale de l'Énergie
- Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat
  - ♦ Direction des Études et de la Planification
  - ♦ Direction Générale du Commerce
  - ♦ Direction Générale de l'Artisanat et des P.M.E.
  - ♦ Direction Générale du Développement Industriel
  - ♦ Inspection Générale des Affaires Économiques
- Ministère des Transports et du Tourisme
  - ♦ Direction des Études et de la Planification
  - ♦ Direction Générale des Transports Terrestres et Maritimes
  - ♦ Direction Générale de l'Administration Touristique et Hôtelière<sup>95</sup>
- Ministère des Infrastructures, de l'Habitat et de l'Urbanisme
  - ♦ Direction des Études et de la Planification
  - ♦ IGB<sup>96</sup>
- Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité
  - ♦ Direction des Études et de la Planification
  - ♦ Direction de l'Organisation et de l'Administration du Territoire

*(2) Société civile*

- Associations de Femmes
  - ♦ COA/FEB<sup>97</sup>
  - ❖ RECIF/ONG<sup>98</sup>
- Organisations de Producteurs
  - ♦ Initiative de Dedougou
  - ♦ Initiative du Naba Konga
  - ♦ Plate-forme Paysanne du Burkina
  - ♦ Groupement Professionnels des Producteurs
  - ♦ Cadre de Concertation Élevage
- Opérateurs économiques

---

90 Centre d'Études et De Recherches Économiques et Sociales

91 Centre National de la Recherche Scientifique et Technique

92 Institut National d'Étude de Recherche Agricole

93 Institut Burkinabé de l'Énergie

94 Institut de Recherche sur les Sciences Sociales et Humaines

95 DG/ATH

96 Institut Géographique du Burkina

97 Coordination des Associations de Femmes du Burkina

98 Réseau d'Information



- ♦ ONAC<sup>99</sup>
- ♦ Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat
- ♦ Association Femmes Solidarité
- ♦ Conseil National du Patronat Burkinabé<sup>100</sup>
- ♦ Fédération des Industries Agro-Alimentaires du Burkina<sup>101</sup>
- ♦ APPME<sup>102</sup>
- ♦ Groupement Professionnel des Industriels<sup>103</sup>
- ♦ Syndicat des Commerçants Importateurs et Exportateurs
- ♦ Syndicat Unique des Transporteurs
- ♦ Faso Cru<sup>104</sup>
- ♦ Réseau des Entreprises
- ONG
  - ♦ SPONG<sup>105</sup>
  - ♦ BLONGA<sup>106</sup>
- Représentant de l'Assemblée des Députés du Peuple
- Représentant de la deuxième Chambre
- Représentant du Conseil Économique et Social
- Média Privés
  - ♦ Presse Privée
  - ♦ Radios Privées
  - ♦ Télévision Privée
- Association des Bureaux d'Étude
- Association des Maires du Burkina

*(3) Représentants des Partenaires au Développement*

***b) Secrétariat de Coordination et d'Animation***

- Secrétaire Permanent du CONACILSS
- Direction des Études et de la Prospective du Ministère de l'Économie et des Finances
- Direction des Études et de la Planification du Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales
- Direction de la Presse
- COAFEB
- SPONG
- Un représentant des Producteurs
- Un représentant de l'Assemblée des Députés du Peuple
- Secrétariat Permanent du CONAGES
- Un représentant des Partenaires au Développement

---

99 Office National du Commerce Extérieur

100 CNPB

101 FIAB

102 Association professionnelle des PME

103 GPI

104 GIE d'exportation des produits du cru

105 Secrétariat Permanent des ONG

106 Bureau de Liaison des ONG Autochtones

### *c) Tâches urgentes*

- 1) Lettre officielle aux structures choisies pour désignation d'un représentant (qui doit être nommé de façon permanente);
- 2) Convocation d'une première réunion d'information sur:
  - Les résultats de cette mission;
  - Les informations complémentaires;
  - Les tâches urgentes;
  - La présentation d'un programme jusqu'à fin 1996;
- 3) Préparation du document national de communication et d'organisation des débats:
  - Avec quels acteurs ?
  - Comment faire le débat ?
  - Où le faire ?
  - Quand ?
  - Avec quels moyens ?
- 4) Validation du document par le comité national de pilotage.
- 5) Transmission officielle du document sous forme de requête de financement aux partenaires locaux avec une ampliation au CILSS pour le suivi.
- 6) Présentation du document à la réunion régionale prévue à la fin juin. La partie nationale doit venir avec une synthèse de l'existant, une sur la stratégie globale et une plus spécifique sur l'agriculture pour contribuer à la construction du document régional.

### *d) Chronogramme*

- Lettre officielle: semaine du 6 au 12 mai 1996
- Première réunion du secrétariat pour préparer la première réunion du comité de pilotage: entre le 13 et le 15 mai;
- Première réunion du comité de pilotage: semaine du 27 au 31 mai;
- Préparation des documents nationaux: Pour la fin juin;
- Validation des documents par le Comité de Pilotage: dernière semaine de juin;
- Introduction officielle auprès partenaires: première semaine de juillet.

### *e) Prospectives existantes*

Les perspectives et réflexions en cours au niveau du Burkina sont nombreuses. On éte citées notamment:

- La revue des dépenses publiques dans le cadre du PAS;
- La revue du Code de l'environnement;
- La réorganisation Agraire et Foncière;
- la mise en oeuvre du Code forestier;
- Le Plan d'action sur la biodiversité dans le cadre de la convention internationale sur la biodiversité;
- Le Plan d'Action de la Convention internationale sur la désertification;
- Les plans agro-pastoraux;
- La stratégie globale environnement;
- Des études spécifiques;
  - ♦ Étude prospective sur le Sahel burkinabé;
- Le plan stratégique de la recherche scientifique;
- La mise en oeuvre de la réorganisation des services agricoles;

## 7. Programme d'activité des projets

Les trois chefs de projet PRORES / PREGEC, FERAP et PROCELOS ont présenté, au niveau de la commission II, les quatre projets constitutifs du PM/PSA.

### a) *PRORES*<sup>107</sup>

#### (1) *Relais PRORES*

Un comité de pilotage provisoire des travaux d'étude a été mis en place. Il servira, après confirmation officielle, de relais au PRORES. Il se compose comme suit:

##### (a) Noyau dur

- ♦ INERA
- ♦ Secrétariat Permanent de Coordination de la "Politique Céréalière"
- ♦ Direction Protection des Végétaux
- ♦ CEDRES
- ♦ DEP

##### (b) Membres

- ♦ INERA
- ♦ Secrétariat Permanent de l'Elevage
- ♦ Secrétariat Permanent "Politiques Céréalières"
- ♦ CEDRES
- ♦ PASA
- ♦ DPVC
- ♦ Direction de l'Hydraulique
- ♦ PNGT
- ♦ Météo
- ♦ Direction Générale de la Promotion Economique
- ♦ R.T Presse
- ♦ DEP

#### (2) *Tâches Immédiates*

Pour les trois études, il est convenu entre la mission CILSS et la partie burkinabé de prendre les dispositions immédiates suivantes:

- Formalisation du relais
- Constitution des équipes des consultants
- Réalisation des trois études
- Appui à donner
- Atelier de restitution

### b) *PROCELOS*<sup>108</sup>

#### (1) *Discussions.*

<sup>107</sup> Projet Régional de Réflexion Stratégique sur la Sécurité Alimentaire Durable

<sup>108</sup> Projet Régional de Promotion des Produits Locaux

Les participants ont demandé quelques précisions et fait des suggestions. En guise de réponses, le Coordonnateur a retenu les suggestions consistant à reformuler les "objectifs" et "résultats attendus". S'agissant de l'autofinancement des Bulletins et Suppléments Agro-Alimentaires, il a indiqué que des diverses sources potentielles existent (telles que la vente, les abonnements et la publicité ciblée et appropriée) et que des enquêtes seront menées dès la prise de service des Bureaux Conseil en cours de recrutement.

*(2) Relais PROCELOS.*

Le PROCELOS disposant d'un relais fonctionnel depuis trois ans, il s'agira simplement de l'élargir à d'autres structures et personnes-ressources (sensibilités) et d'assurer son articulation aux relais des autres projets du PM/SA dans le cadre du groupe de travail Sécurité Alimentaire.

En conséquence, la composition retenue par la Commission (l'Atelier) est la suivante:

(a) Noyau dur

- ♦ animateur
- ♦ le secrétaire permanent
- ♦ FIAB
- ♦ APME
- ♦ DGPE
- ♦ LCB
- ♦ SP/CPC
- ♦ STA
- ♦ Chambre de Commerce et des Industries
- ♦ les partenaires traditionnels du projet (France, ACDI et Pays-Bas)

(b) Membres

- ♦ Fédération des Industries Alimentaires du Burkina (FIAB)
- ♦ Association des PME
- ♦ SP/CONACILSS
- ♦ LBTA (Laboratoire de Biochimie et de Techniques Alimentaires appuyé par le CIRAD)
- ♦ ACDI
- ♦ MIFRAC
- ♦ Pays-Bas
- ♦ ABAC (Association Burkinabè d'Action Communautaire)
- ♦ Personne-ressource
- ♦ Ligue des Consommateurs du Burkina (LCB)
- ♦ Direction Général de la Promotion Economique (DGPE)
- ♦ Secrétariat Permanent "Politiques Céréalières" (SP/PC)
- ♦ PSAN (Projet de Sécurité Alimentaire et de la Nutrition)
- ♦ INERA
- ♦ Réseau d'Entreprise de l'Afrique de l'Ouest
- ♦ CEDRES
- ♦ Presse
- ♦ APROMA (Association pour la Promotion des Produits Agricoles et Alimentaires)
- ♦ SP/PE
- ♦ Organisation des éleveurs
- ♦ UCOBAM

- ♦ Direction Générale des Impôts
- ♦ ONAC
- ♦ Direction de la Météorologie
- ♦ Ministère de l'Action Sociale
- ♦ Direction de la Promotion de la Famille
- ♦ Chambre de Commerce et des Industries
- ♦ Afrique verte

*(3) Tâches Immédiates*

- Matérialiser l'élargissement du relais;
- Désignation d'un animateur;
- Adopter le programme d'activités;
- Planifier les actions retenues.

**c) FERAP<sup>109</sup>**

*(1) résultat 1*

(a) Mise en place de la grille de suivi des politiques

Suite aux discussions, la partie burkinabé s'est engagée à réaliser les activités suivantes:

- remplir la grille type proposée par le CILSS dans les deux semaines prochaines et la transmettre au CILSS par le canal du Secrétaire Permanent du CONACILSS
- réagir par rapport à l'analyse régionale que fera le CILSS à partir des grilles nationales. La CP\MDRE a été responsabilisée pour mieux suivre cette activité au niveau national étant entendu qu'elle dépend fortement du régional. La période de juin 1996 a été retenue comme délai.
- participer aux études sur les thèmes d'approfondissement issus de l'exercice de remplissage de la première version de grille, entre juin et septembre 1996.
- participer à l'atelier régional de validation de la seconde grille.

(b) Concertation sur la dimension régionale des PASA

A l'issue des débats, il est convenu que le relais FERAP réalise en 1996 les activités suivantes:

- faire le point sur les mesures et leur état de mise en oeuvre. Un document faisant le bilan de l'application des mesures du PASA ainsi que la LPDA seront remis à la mission par l'équipe PASA du MARA.
- participer à l'atelier régional sur la comparaison des PASA pour la fin juin 1996.
- réaliser des études d'impact (entre juin et septembre 1996).
- participer à la concertation régionale entre décembre 1996 et janvier 97.

(c) Etude sur les filières agro-alimentaires

Le FERAP et la PRORES conduiront conjointement l'étude sur le secteur agro-alimentaire. Les préoccupations de FERAP portent entre autres sur les contraintes liées aux échanges régionaux et les possibilités de développement et/ou de renforcement des relations d'échanges entre la Mauritanie et ses voisins immédiats (notamment le Sénégal, Mali).

*(2) Résultat 2*



Pour le résultat 2, il sera question de travailler sur la réduction des obstacles aux échanges de céréales et de bétail-viande entre la Mauritanie et ses voisins du Sahel (Mali et Sénégal). La partie nationale s'est engagée à mener l'ensemble des activités prévues au niveau du projet en 1996:

(a) Structurer la coordination et la concertation au niveau national.

Ceci passe par:

- la mise en place du relais FERAP chargé de la mise en oeuvre des activités du projet au niveau national (mai 1996).
- la participation de la partie nationale à l'atelier régional sur les problèmes de transport, transit et fret retour (3ème trimestre 1996).
- la participation du relais à la rencontre régionale de réflexion sur les relais nationaux (juin ou juillet 1996).
- mise en place des accords de facilitation des échanges (AFEA) entre le Burkina et la Côte d'Ivoire (domaine bétail-viande) et éventuellement entre le Burkina et le Ghana (domaine céréales).

(b) Elaborer les plans d'actions Céréales et Elevage pour le Burkina Faso.

Cette se réalisera au courant du mois de mai 1996 et comportera les étapes suivantes:

- l'opérationnalisation des résolutions de la dernière réunion des Ministres chargé de l'Elevage du sous-espace Centre.
- la confirmation des entraves identifiées par l'étude CMA/AOC-UE-DRN sur les céréales.
- l'élaboration des deux plans d'actions qui permettent au relais et aux groupements professionnels de négocier la levée des entraves avec les autorités politiques.

(c) Engager au niveau national le processus de réduction des entraves aux échanges des produits concernés entre la mauritanie et les deux autres pays du couloir notamment:

- l'appui aux opérations visant l'application des AFEA
- la mise à jour et l'application du passeport commun de bétail.

Le processus de réalisation de cette activité démarrera entre juin et juillet prochains et s'étendra sur tout le reste de l'année

*(3) Relais FERAP*

Pour mieux structurer les concertations nationales et faciliter la mise en oeuvre du programme de travail conjoint, un relais provisoire a été proposé par les participants. Il regroupe les acteurs suivants:

(a) Noyau dur

- ♦ SP/CPC
- ♦ SP/CPE
- ♦ Equipe PASA
- ♦ ONAC
- ♦ Chambre de Commerce et des Industries
- ♦ Douanes
- ♦ Opérateurs Economiques

(b) Membres

- Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales
  - ♦ DEP
  - ♦ SP/CPC
  - ♦ Equipe PASA
  - ♦ SP/CPE
  - ♦ Direction des Industries Animales
  - ♦ Direction de l'Organisation de l'Elevage Traditionnel
- Ministère de l'Economie et des Finances
  - ♦ Direction des Douanes
  - ♦ STP/PAS
  - ♦ Direction du Trésor et de la Comptabilité Publique
  - ♦ INSD
  - ♦ Direction Générale des Impôts
- Ministère du Commerce
  - ♦ ONAC
  - ♦ CGP
  - ♦ Direction Générale du Développement Industriel
  - ♦ Direction de la Météorologie
- Ministère des Affaires Etrangères
  - ♦ Direction de la Coopération Internationale
  - ♦ Direction Afrique (Direction Commission Mixte)
- Ministère de l'Information
  - ♦ Radio
  - ♦ Presse Ecrite
  - ♦ T.V
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
  - ♦ CEDRES
- Banque Centrale: Mr Konaté
- Société civile
  - ♦ Chambre de Commerce et des Industries
  - ♦ Association Femmes commerçantes
  - ♦ Fédération
  - ♦ Réseau de l'Entreprise en Afrique de l'Ouest
  - ♦ Presse Privée
  - ♦ UCOBAM
  - ♦ Flex Faso
  - ♦ ONG
  - ♦ Syndicats des transporteurs

**d) PREGEC<sup>110</sup>**

Il a été demandé de prendre en compte les expériences nationales en matière de prévention et de gestion des crises alimentaires et d'alerte précoce. Cette suggestion est déjà incluse dans les préoccupations de l'étude de reformulation du projet qui sera réalisée en 1996.

*(1) Tâches Immédiates.*

- Constitution équipes de consultants: Juin 96
- Réalisation des travaux

(2) *Relais PREGEC*

Le relais provisoire constitué se compose comme suit:

(a) Noyau dur

- ♦ SONAGES
- ♦ CONASUR
- ♦ CCI
- ♦ PSAN

(b) Membres

- ♦ SONAGES (Société Nationale de Gestion et de Sécurité)
- ♦ CONASUR (Comité National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation)
- ♦ CCI (Comité de Coordination de l'Information/S.A)
- ♦ Secrétariat Permanent "Politiques Céréalières"
- ♦ PSAN (Projet Sécurité Alimentaire et de Nutrition)
- ♦ SP/PAM
- ♦ ONG
- ♦ R.T. Presse

**8. Rencontres spécifiques***a) Monsieur le Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales*

Le Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales a reçu à la fin des travaux l'ensemble de l'équipe Sécurité Alimentaire pour une restitution. Il a l'assuré de tout son soutien sur les dossiers présentés qui lui semblent très pertinents, tant au niveau des projets que de la réflexion prospective.

Ayant lui-même travaillé autrefois au CILSS, il s'est déclaré sensible à la distance qui a toujours existé entre le CILSS et ses Etats-membres. Il s'affirme conscient de son rôle qui est de valoriser au niveau national les acquis produits au niveau régional. Il a demandé à l'équipe de ne pas hésiter de faire appel à lui en cas de problème. Il a demandé au CONACILSS d'inviter l'ensemble des relais et du comité de pilotage Sahel 21 / transformations de l'agriculture pour une réunion de lancement des activités le 15 mai après-midi.

**9. Conclusion Générale**

Le Conseiller en sécurité alimentaire du CILSS a félicité et remercié les responsables burkinabé pour l'organisation des réunions, et l'intérêt porté par les participants aux objectifs du CILSS. Il a rappelé que le petit noyau de personnes informées sur ces projets doit vulgariser le message aux autres concitoyens qui n'ont pu participer. Toute la stratégie dépend des hommes et de la capacité de mobilisation développée par la partie nationale.

**I. Tchad**

La mission s'est déroulée au Tchad du 6 au 9 mai 1996.

## 1. Plénière de présentation générale

### a) *Allocution d'ouverture*

Lors de son allocution d'ouverture, le Directeur Général du ministère du développement rural, représentant le Ministre absent a rappelé à tous l'importance pour le Tchad d'être pleinement associé aux activités régionales du CILSS.

Sous sa présidence, le Conseiller en Sécurité Alimentaire du CILSS a présenté l'objet de la mission, rappelé les grandes étapes de la restructuration du CILSS, de la mise en oeuvre du plan triennal 1995-1997 et de la définition et le contenu du programme Sahel 21/Transformations de l'agriculture.

### b) *Discussions*

Les questions du débat étaient essentiellement des questions d'information.

Plusieurs participants ont regretté de ne pas avoir reçu les documents avant la présentation des activités. Certains se sont demandés quels seraient les liens et relations entre l'étude sur les systèmes de production organisée par le PRORES et le programme de l'INSAH sur l'utilisation des ressources.

- L'INSAH réalise une analyse qualitative des systèmes, mais pas leur quantification. L'étude organisée dans le cadre du PRORES vient donc en complément.

Certains participants se sont demandés également sur quelle durée il doit travailler le comité de pilotage, s'il est permanent, et quels sont ses liens avec le CONACILSS et les différentes cellules de suivi des politiques.

- Le comité pilotage et les relais sont des instruments d'action des projets et du CONACILSS. Les besoins des projets étant transversaux, la composition des relais et comité de pilotage doit être plus large que les représentants du ministère du développement rural.

Une autre préoccupation concernait la coordination entre les réflexions stratégiques: quelle place sera réservée aux plans quinquennaux, et par rapports aux engagements pris avec la Banque Mondiale.

- Il n'est pas contradictoire de poursuivre des réflexions même si la Banque Mondiale ou d'autres institutions en font.

Un participant s'est demandé comment pouvait être assuré le contact avec les vrais acteurs de la base.

- Les Débats doivent être décentralisés et utiliser toutes les méthodes de communication sociale et le canal des mouvements associatifs, formels ou informels. C'est aux 9 États Membres, qui forment la base du CILSS, de contacter leurs acteurs de base. Le CILSS ne peut réaliser cet exercice que s'il s'appuie sur les parties nationales, en intervenant comme facilitateur.

Un participant a demandé au CILSS de s'expliquer sur sa vision de l'intégration régionale, sachant qu'il existait d'autres OIG, comme l'UDEAC, dont le Tchad est membre.

- Nécessaire et difficile, l'intégration, par le haut a montré ses limites. Elle ne peut se faire que dans le cadre de l'Afrique de l'ouest et du centre. La démarche du CILSS est d'appuyer le développement des couloirs d'échanges, basés souvent sur des traditions culturelles, historiques, religieuses. Il cherche ainsi à construire et consolider chacun des sous-espace, puis à les mettre ensemble. Pour réaliser cette tâche, le CILSS s'est

engagé dans la signature de nombreux accords-cadre avec les autres OIG, spécifiant que le CILSS reste dans le cadre de l'agriculture. Toutes les OIG ont été invitées à participer aux réflexions dans cadre Sahel 21 / transformations de l'agriculture.

Un participant s'est interrogé sur la date de venue de la mission du groupe chargé de la Gestion des Ressources naturelles.

→ Cette date n'est pas encore arrêtée, mais devrait l'être sous peu.

## **2. Travaux en commissions**

Deux commissions ont été constituées, dès la deuxième demi-journée de travail. La première s'est penchée sur le dossier Sahel 21 et Transformation de l'Agriculture Sahélienne; la deuxième sur les quatre projets du Programme Majeur Politique de Sécurité Alimentaire. Ces travaux en commissions avaient pour objectif de formuler des propositions concrètes en matière de lancement des activités:

- constitution de groupes de travail Sécurité Alimentaire et implantation des projets;
- pour le dossier Sahel 21 / transformations de l'agriculture, constitution du Comité de Pilotage, du secrétariat restreint de coordination et d'animation de ce comité, élaboration du programme d'urgence avec un chronogramme d'exécution.

## **3. Deuxième plénière**

Elle a été consacrée, le troisième jour, à la restitution des travaux en commissions et aux discussions. Les débats qui ont suivi sont synthétisés aux points II et III.

## **4. Rencontres spécifiques**

Parallèlement, une série de rencontres auprès des autorités politiques, des services de L'état, des bailleurs de fonds et de différents partenaires ont été entrepris pour approfondir les thèmes exposés et susciter les collaborations; En raison de la localisation du CILSS au Tchad, certaines de ces rencontres ont été organisées en dehors de la période de la mission.

### **a) Union Européenne**

\*\*\* A Compléter \*\*\*

### **b) Mission française de coopération**

\*\*\* A Compléter \*\*\*

### **c) CILONG**

\*\*\* A Compléter \*\*\*

### **d) R.F.A.**

La mission a rencontré Monsieur Bernd SCHWENK, Chef de mission du projet d'appui au plan/planification régionale et conseiller en matière de coopération régionale. Il l'a remercié pour les informations fournies. Il a considéré que le projet de réflexions stratégique n'est pas facile, mais il est pertinent et utile. Il est conforme aux principes et à la philosophie d'action de la coopération allemande, basés sur le renforcement des capacités locales, la participation, en particulier des femmes, la gestion rationnelle des ressources naturelles. Il a assuré de la volonté de participation de la coopération allemande au comité de pilotage national, où elle pourra



apporter son expérience basée sur l'exécution de projets au Tchad dans divers domaines économiques et sociaux.

Le conseiller allemand a également passé en revue les projets en cours d'exécution dans le Oueddaï et dans le Mayo-Kebbi. Ces projets concernent divers domaines comme:

- L'aménagement des Oasis: lutte contre l'érosion, aménagement de bassins versants, promotion féminine, auto-promotion et auto-organisation;
- L'élevage adapté: projet vétérinaire devenu projet de gestion des parcours, d'organisation des nomades en groupements d'intérêt pastoral qui pourrait devenir à terme un projet d'utilisation des terres;
- Planification régionale;
- Développement économique et social de la ville d'Abéché;
- Éducation de base;
- Organisation du crédit rural;
- Hydraulique villageoise;
- Conservation et gestion des ressources naturelles.

## 5. Commission Sahel 21 / transformations de l'agriculture

### *a) Liste provisoire du Comité de Pilotage*

#### *(1) Administration*

- Présidence
  - ♦ Conseiller au Développement Rural et à l'Environnement
- Primature
  - ♦ Conseiller au Développement Rural et à l'Environnement
- Ministère du Plan et de la Coopération
  - ♦ Direction de la Planification
  - ♦ Direction de la Programmation et des Aides Extérieures
  - ♦ Cellule Éducation, Formation et Emploi
  - ♦ Secrétariat Permanent des ONG
- Ministère du Commerce et de la Promotion Industrielle
  - ♦ Direction des Études Économiques
  - ♦ Direction des Industries
- Ministère du Développement Rural
  - ♦ Secrétaire Permanent du CONACILSS
  - ♦ Cellule Technique de Suivi
  - ♦ Direction de la Recherche et de la Technologie Agricole
  - ♦ Direction de la Protection des Végétaux et du Conditionnement
  - ♦ Office National du Développement Rural
  - ♦ Direction des Ressources Humaines, de la Formation Rurale et de la Programmation
  - ♦ SODELAC<sup>111</sup>
- Ministère de l'Environnement et du Tourisme
  - ♦ Direction des Forêts et de la Protection de l'Environnement
  - ♦ Direction des Eaux, Pêches et aquaculture
  - ♦ Direction du Tourisme et de l'Hôtellerie
  - ♦ Point Focal de la Convention Internationale de Lutte Contre la Désertification

- Ministère de l'Élevage
  - ♦ Direction des Laboratoires
  - ♦ Direction de l'Élevage et des Ressources Animales
  - ♦ Direction de l'Organisation Pastorale
- Ministère des Mines, de l'Énergie, du Pétrole et de l'Hydraulique
  - ♦ Direction du Pétrole, des Énergies Nouvelles et Renouvelables
  - ♦ Direction des Recherches Géologiques et Minières
  - ♦ Direction des Ressources en Eau et de la Météorologie
  - ♦ Direction de l'Hydraulique et de l'Assainissement
- Ministère des Travaux Publics et des Transports
  - ♦ Direction des Transports
  - ♦ Programme Sectoriel Transports
  - ♦ Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat
- Ministère de l'Éducation Nationale
  - ♦ Direction de l'Enseignement Élémentaire
  - ♦ Direction de l'Enseignement Secondaire
  - ♦ Direction de l'Enseignement Supérieur et des Bourses
  - ♦ Direction de l'Alphabétisation<sup>112</sup>
  - ♦ Université de Ndjaména
- Ministère de la Santé
  - ♦ Cellule d'Études et des Programmes
  - ♦ Direction de la Santé Préventive
  - ♦ Direction de la Santé Publique
- Ministère de la Femme, de l'Enfance et des Affaires Sociales
  - ♦ Direction de la Promotion de la Femme
  - ♦ Direction des Affaires Sociales
  - ♦ Commission Chargée de l'Intégration de la Femme au Développement
- Ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports
  - ♦ Direction de la Culture
  - ♦ Direction de la Jeunesse et des Loisirs
- Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité
  - ♦ Direction des Études et de l'Aménagement du Territoire
- Ministère de la Communication
  - ♦ Direction de la Radio
    - ❖ Direction de la Radio nationale Tchadienne
    - ❖ Sous direction de la Radio rurale
  - ♦ Direction de la Télévision du Tchad
  - ♦ Agence Tchadienne de Presse

*(2) Société civile*

- CONAMAC<sup>113</sup>
- Associations de Femmes
  - ❖ GIRAF<sup>114</sup>
  - ❖ Association des Femmes Juristes
  - ❖ Comité d'Action des Femmes au Tchad

112 INA

113 Conseil National d'Appui aux mouvement Associatifs et Coopératifs

114 Groupe Informel de recherche sur les Activités es femmes

- ❖ Association des Femmes pour la Paix au Tchad
- Association des diplômés sans emplois
- Opérateurs économiques
  - ♦ Chambre du Commerce, Des Industries de l'Agriculture, des Mines et de l'Artisanat
  - ♦ Groupement des Transporteurs
  - ♦ Groupement des Commerçants
- ONG
  - ♦ CILONG<sup>115</sup>
  - ♦ CEFOD<sup>116</sup>
  - ♦ FONGT<sup>117</sup>
  - ♦ INADES Formation
- Presse Privée
- Parlement
- Représentant du Conseil des Consultants Nationaux
- Représentant des Organisations de Producteurs
- Association des Maires du Tchad

*(3) Représentants des Partenaires au Développement*

Pourront être associés entre autres l'Union Européenne, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Canada, la Suisse, l'USAID, le PNUD, la FAO.

*b) Secrétariat restreint de Coordination et d'Animation*

- Secrétaire Permanent du CONACILSS
- Direction de la Planification du Ministère du plan
- Cellule Technique de Suivi du Ministère du Développement Rural
- Direction de la Radio
- Représentant du GIRAF<sup>114</sup>
- CAFET<sup>118</sup>
- Le Représentant de la FONGT ou du CILONG<sup>115</sup>
- Le Représentant CONAMAC<sup>113</sup>
- Un représentant du Parlement
- Un représentant des Partenaires au Développement

*c) Tâches urgentes*

- 1) Une lettre officielle doit être envoyée aux structures choisies pour désignation d'un représentant qui doit être nommé de façon permanente;
- 2) La convocation d'une première réunion d'information sur:
  - ❖ Les résultats de cette mission;
  - ❖ Les informations complémentaires;
  - ❖ Les tâches urgentes;
  - ❖ La présentation d'un programme jusqu'à fin 1996;

<sup>115</sup> Centre d'Information et de Liaison des ONG

<sup>116</sup> Centre de Formation pour le développement

<sup>117</sup> Fédération des ONG Tchadiennes

<sup>118</sup> Comité d'Action des Femmes au Tchad

- 3) La préparation du document national de communication et d'organisation des débats qui doit contenir les réponses aux questions suivantes:
  - ❖ Avec quels acteurs ?
  - ❖ Comment faire le débat ?
  - ❖ Où le faire ?
  - ❖ Quand ?
  - ❖ Avec quels moyens ?
- 4) La validation du document par le comité national de pilotage.
- 5) La transmission officielle du document sous forme de requête de financement aux partenaires locaux avec une ampliation au CILSS pour le suivi.
- 6) Une présentation du document à la réunion régionale prévue à la fin juin. En plus, la partie nationale doit venir avec deux synthèses de l'existant, une sur la stratégie globale et une plus spécifique sur l'agriculture pour contribuer à la construction du document régional.

#### *d) Chronogramme*

- Réunion des responsables des services membres du Comité de Pilotage: jeudi 9 mai;
- La lettre officielle: d'ici le lundi 13 mai 1996;
- Une première réunion du secrétariat pour préparer la première réunion du comité de pilotage: d'ici le vendredi 17 mai;
- Première réunion du comité de pilotage: Prévue pour le jeudi 30 mai;
- Préparation des documents nationaux: jusqu'au 28 juin;
- Validation des documents par le Comité de Pilotage: D'ici le 28 juin;
- Introduction officielle de la requête de financement auprès partenaires: d'ici le jeudi 4 juillet.

### **6. Commission projets**

#### *a) PRORES<sup>119</sup>*

##### *(1) Discussions*

L'importance du secteur pêche dans la sécurité alimentaire, habituellement ignorée dans les études a été relevée. Il s'est dégagé un consensus sur l'intégration de ce secteur dans l'étude filières. Un spécialiste de la pêche pourrait être recruté comme consultant à la place d'un vétérinaire ou d'un agronome. Le CILSS a précisé à cette occasion qu'il traçait un cadre au sein duquel les services nationaux devaient apporter les précisions sur leurs besoins réels.

Le temps imparti pour ces études a été jugé insuffisant pour que les consultants puissent faire à la fois l'analyse bibliographique, les prises de contact et la rédaction, une période de trois à quatre semaines semblant plus réaliste. De plus, le moment est mal choisi pour le pays en raison des échéances électorales. La réunion a convenu que malgré ces contraintes, le Tchad ne devait pas être absent aux rendez-vous régionaux qui sont programmés.

Il a été remarqué que la composition proposée pour le relais n'incluait pas plusieurs services et départements qui étaient concernés par les sujets des études. Il a été précisé à la partie nationale qu'elle est responsable de l'identification précise des personnes et services devant constituer chacun des relais.

<sup>119</sup> Projet d'Etudes et de Réflexions Stratégiques

## (2) Relais PRORES.

- Ministère du Développement Rural
  - ♦ DPPASA<sup>120</sup>,
    - ❖ DCPA<sup>121</sup>
    - ❖ Division des Statistiques Agricoles<sup>122</sup>
  - ♦ DPVC<sup>123</sup>
  - ♦ Direction de la Recherche et de la Technologie Agricole<sup>124</sup>
    - ❖ Division Systèmes de Production
    - ❖ Division Recherche Agronomique, Service Défense des Cultures
    - ❖ Division des Semences et Plants
  - ♦ Office National du Développement Rural<sup>125</sup>
  - ♦ SODELAC<sup>126</sup>
  - ♦ Direction du Génie Rural et de l'Hydraulique Agricole (DGRHA)
  - ♦ Cellule Technique de Suivi (CTS)
  - ♦ Fonds d'Intervention Rurale
- Ministère de l'Environnement et du Tourisme
  - ♦ Direction des Eaux, des Pêches et de l'Aquaculture
    - ❖ Division des Pêches
  - ♦ Direction des Forêts et de la Protection de l'Environnement
- Ministère de l'Élevage
  - ♦ Direction de l'Élevage et des Ressources Animales
  - ♦ Laboratoire de Recherche Vétérinaire et Zootechnique de Farcha
    - ❖ Service Zootechnie et Nutrition
    - ❖ Service d'Agropastoralisme
    - ❖ Service Zooéconomie et Systèmes de Production
  - ♦ Direction de l'Organisation Pastorale
- Ministère des Mines, de l'Énergie, du Pétrole et de l'Hydraulique
  - ♦ Direction du Pétrole, des Énergies Nouvelles et Renouvelables
  - ♦ Direction des Ressources en Eau et de la Météorologie<sup>127</sup>
- ONG<sup>128</sup>

Au sein de cette structure large, le noyau restreint choisi est le suivant:

- DPPASA du Ministère du Développement Rural
- DRTA du Ministère du Développement Rural
- DPVC du Ministère du Développement Rural
- Direction des Pêches du Ministère de l'Environnement et du Tourisme
- Laboratoire de Recherche Vétérinaire et Zootechnique de Farcha

---

120	Direction Promotion Produits Agricoles et de la Sécurité Alimentaire
121	Division de la Commercialisation et de la Promotion des produit agricoles
122	DSA
123	Division de la protection des végétaux et du conditionnement
124	DRTA
125	ONDR
126	Société de Développement du Lac
127	DREM
128	A identifier

---



Le point focal doit être désigné parmi la DPPASA, l'ONDR, DRTA et la CTS du Ministère du Développement Rural. Après discussion, en raison de la nécessité d'opérationnaliser rapidement les études, la CTS a provisoirement été retenue. La partie nationale communiquera très prochainement au CILSS le choix définitif.

### (3) Conclusions

Pour les trois études, il est convenu entre la mission CILSS et la partie tchadienne de prendre les dispositions utiles suivantes:

- ♦ La mission tentera de monter les équipes de consultants avant son départ. La partie nationale devra fournir au CILSS de 10 curriculum vitae par étude;
- ♦ Sélection définitive des consultants par le CILSS pendant le prochain conseil des ministres de Dakar (20 au 25 mai);
- ♦ Les travaux devraient commencer juste après le prochain conseil des ministres de Dakar (20 au 25 mai);
- ♦ Remise des rapports finaux de consultation en fin juin 1996.
- ♦ Organisation par le relais PRORES d'un seul atelier de restitution/validation pour les trois études.

### b) PREGEC<sup>129</sup>

- Un participant a souligné que la DPPASA<sup>130</sup> semblait être la structure la plus indiquée pour piloter ce projet car elle a été mise en place pour prévenir les crises. Le relais doit intégrer les différentes structures concernées par le thème du projet, mais l'une d'elle peut être désignée comme animatrice de ce relais en raison de ses compétences et motivations particulières.
- Il a été précisé que des fonds sont disponibles au niveau du projet pour le financement de la réflexion nationale. Mais le montant n'est pas encore précisé car il dépend de la durée de l'étude qui sera déterminée lors de la rédaction des termes de référence.

### (1) Relais PREGEC.

Dans le cadre de la prévention et la gestion des crises alimentaires au plan national, le Tchad dispose d'une structure interministérielle dénommée le CASAGC<sup>131</sup>. Il est présidé par le ministre chargé du développement rural ce qui lui confère un caractère politique. Compte tenu du caractère opérationnel des projets du CILSS, il a été convenu de constituer pour le PREGEC un relais plus technique à partir du CASAGC. Il se compose comme suit:

- Ministère du Développement Rural
  - ♦ DPPASA<sup>132</sup>,
  - ❖ Division des Statistiques Agricoles<sup>133</sup>
  - ❖ Division et Organisation des Secours d'Urgence<sup>134</sup>

<sup>129</sup> Projet Régional de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires

<sup>130</sup> Direction Promotion produits agricoles et sécurité alimentaire, qui intègre trois services dont

- ♦ service promotion des produits
- ♦ service gestion des crises
- ♦ service de la P.V.

<sup>131</sup> Comité d'Action pour la Sécurité Alimentaire et la Gestion des Catastrophes

<sup>132</sup> Direction Promotion Produits Agricoles et de la Sécurité Alimentaire

<sup>133</sup> DSA

- ♦ Office National du Développement Rural
- ♦ ONC<sup>135</sup>
- ♦ SODELAC
- ♦ SAP
- ♦ FEW<sup>136</sup>
- Ministère des Mines, de l'Énergie, du Pétrole et de l'Hydraulique
  - ♦ Direction des Ressources en Eau et de la Météorologie
- Ministère du Commerce et de la Promotion Industrielle
  - ♦ Direction du Commerce Intérieur
  - ♦ Direction du Commerce Extérieur
- Ministère des Travaux Publics et des Transports
  - ♦ Direction des Transports de Surface
- PAM<sup>137</sup>
- ONG<sup>138</sup>

Le noyau restreint pourrait être le suivant:

- DPPASA du Ministère du Développement Rural
- SAP
- Direction des Transports et des Travaux Publics
- Direction de L'Hydraulique, des Mines et du Pétrole
- Direction des Ressources en Eaux et de la Météorologie
- DPVC
- Direction de la Protection civile

La DPPASA, à travers le DOSU, pourrait être l'animateur de ce Noyau dur.

### c) *PROCELOS*<sup>139</sup>

#### (1) *Activités pour le Tchad*

Le Tchad n'est pas jusqu'à présent couvert par le projet. Mais il doit être effectivement doté d'organes nationaux au cours du dernier semestre 1996. Le coordonateur n'a pu participer aux travaux de la commission en raison de contraintes de voyage. Mais il a rencontré toutes les structures membres du noyau restreint qu'il a réuni le jeudi 9 mai pour approfondir l'information mutuelle et prendre les dispositions aptes à réaliser les activités prévues dans les délais fixés. Les discussions ont porté sur le programme 1996, et notamment les points suivants:

- 1) Réactualiser et compléter au besoin les études sur la consommation réalisées au cours des trois dernières années, dont celle sur la consommation des céréales à Ndjaména organisée par le CILSS en 1993;
- 2) Organiser un atelier national de restitution et validation de l'étude;

---

134 DOSU

135 Office National des Céréales

136 Famine Early Warning System

137 Programme Alimentaire mondial

138 A identifier

139 Projet Régional de Promotion des Produits Locaux

- 3) Collecter des informations sur la situation nationale du secteur agro-alimentaire.
- 4) Élaboration avec le coordonateur du programme transitoire entre juin et septembre 1996

(2) *Relais PROCELOS*

(a) Administration

- Ministère du Commerce et de la Promotion Industrielle
  - ♦ Direction des Industries et de l'Appui au PME et PMI
  - ♦ Direction du Commerce
- Ministère du Développement Rural
  - ♦ Direction de la Recherche et de la Technologie Agricole
    - ❖ Division des Semences et des Plants
    - ❖ Division des Technologies Rurales
- Ministère de l'Élevage
  - ♦ Laboratoire de Farcha
  - ♦ Abattoir Frigorifique de Farcha
- Ministère de l'Environnement et du Tourisme
  - ♦ Direction de l'Aquaculture et de la Technologie
- Coopérative Laitière
- Ministère de la Santé
  - ♦ Centre National de Nutrition et de Technologie Alimentaire<sup>140</sup>
- Ministère de la Promotion féminine
- Ministère du Plan
  - ♦ Secrétariat Exécutif Chargé de la Promotion du secteur Privé
- Ministère de la Communication
- Ministère de l'Intérieur
  - ♦ Direction de l'Intérieur

(b) Société civile

- Chambre Consulaire (Commerce, Industrie, Mines, Agriculture et Artisanat)
- SOMAFA<sup>141</sup>
- Association des Femmes Commerçantes<sup>142</sup>
- Organisation de Transformateurs<sup>143</sup>
- Structures de Promotion PME & PMI
- Association pour la Défense des Droits des Consommateurs au Tchad<sup>144</sup>
- ONG
  - ♦ VITA/PEP<sup>145</sup>
  - ♦ CEDESEP<sup>146</sup>
- Presse

---

140 CNNTA

141 Société de Manufacture ALMADI et de Fabrique Alimentaire

142 A identifier

143 A identifier

144 ADC

145 Sigle à développer

146 Sigle à développer

- Réseau des Entreprises de l'Afrique de l'Ouest<sup>147</sup>

(c) Noyau restreint

Au sein de cette structure large, le noyau restreint choisi est le suivant:

- Direction des Industries et de l'Appui au PME et PMI (Point Focal)
- Association des Femmes Commerçantes
- Direction de la Recherche et de la Technologie Agricole
- Organisation de Transformateurs<sup>148</sup>
- Réseau des Entreprises de l'Afrique de l'Ouest
- Association pour la Défense des Droits des Consommateurs au Tchad
- Centre National de Nutrition et de Technologie Alimentaire<sup>149</sup>
- Chambre Consulaire

*d) FERAP<sup>150</sup>*

*(1) Programme de travail avec le Tchad pour l'année 1996*

(a) Mise en place de la grille de suivi des politiques

Suite aux discussions, la partie Tchadienne a pris les engagements suivants:

- Remplir la grille type proposée, avant la fin mai, et la transmettre au CILSS par le canal du Secrétaire Permanent du CONACILSS. La DPPASA en est le responsable.
- Réagir par rapport à l'analyse régionale que fera le CILSS à partir des grilles nationales. La période de juin 1996 a été retenue comme délai.
- Participer aux études sur les thèmes d'approfondissement issus de l'exercice de remplissage de la première version de grille, entre juin et septembre 1996.
- Participer à l'atelier régional de validation de la seconde grille.

(b) Concertation sur la dimension régionale des PASA

A l'issue des débats, sachant qu'il n'y a pas de PASA au Tchad, il est convenu que le relais FERAP réalise en 1996 les activités suivantes:

- faire le point sur les mesures d'ajustement du secteur agricole adaptée;
- Participer à l'atelier régional sur la comparaison des PASA pour la fin juin 1996;
- Participer à la concertation régionale entre décembre 1996 et janvier 97.

(c) Etude sur les filières agro-alimentaires.

L'étude sur les filières agro-alimentaires menée par le PRORES sera coorganisée avec le FERAP, qui a mobilisé l'essentiel des financements pour la réaliser.

(d) Observatoire sur les échanges avec le Nigeria

<sup>147</sup> voir Monsieur KOHOM NGAR ONE David du centre de développement du secteur Privé 51 78 98

<sup>148</sup> A identifier

<sup>149</sup> CNNTA

<sup>150</sup> Projet Régional de Fluidification des Echanges et Rapprochement des Politiques Agricoles et Alimentaires

Suite à la réunion de Cotonou de mai 1993, il a été mis en place avec l'appui de la coopération française un observatoire des échanges commerciaux entre le Nigeria et ses voisins immédiats. Actuellement, le Bénin, le Cameroun, le Niger et le Nigeria participent à l'exercice, mais le Tchad n'a pas été associé. L'objectif du CILSS/FERAP est de permettre au Tchad d'être associé à la démarche.

Les objectifs spécifiques de cette activité sont:

- faire participer la partie tchadienne à la préparation et la diffusion chaque trimestre d'un bulletin régional qui fournira aux responsables politiques de la région, aux opérateurs économiques et aux partenaires extérieurs, des éléments sur les évolutions des flux transfrontaliers, leurs déterminants, leurs impacts;
- Consolider le réseau régional d'experts et de chercheurs mis en place lors de la première phase, notamment en favorisant les échanges sur les méthodes d'observation du commerce régional;
- Contribuer à l'animation du débat sur les concurrences et les complémentarités entre les pays de la zone Franc et le Nigeria (organisation de rencontres nationales ou régionales, participation des membres du réseau à différentes initiatives).

Il est à noter que l'IRAM, l'un des organisateurs de l'observatoire, a récemment travaillé au Tchad dans le cadre de l'étude CMA/AOC sur le marché céréalier. Son correspondant est un bureau d'étude privé.

Il s'agira pour le Tchad en 1996:

- d'identifier les correspondants locaux aptes à produire l'information nécessaire au fonctionnement régulier de l'observatoire au niveau national;
- de déterminer les conditions de ce fonctionnement;
- d'intégrer ces correspondants à l'équipe régionale et leur permettre de bénéficier de l'expérience acquise dans les autres pays;
- de discuter des perspectives;
- d'élaborer et de mettre en oeuvre un programme de travail conjoint pour 1996.

#### (e) Réduction des entraves aux échanges

Dans le cadre de la réduction des entraves aux échanges, il n'y a pas d'activités particulières cette année. Est seulement prévue la mise en place du relais, instrument de concertation et de dialogue au niveau national entre les représentants des services concernés de l'Etat et des structures professionnelles. C'est ce relais qui sera chargé de supervision de l'ensemble des activités concrètes de réduction des entraves, en cherchant le cas échéant des passerelles avec l'UDEAC ou la CBVIHRA.

#### *(2) Discussions*

Une crainte a été exprimée à propos de la géométrie variable des activités du projet. Ne risque-telle pas d'exclure certains États des activités ?

- Le CILSS, n'ayant pas mandat de supranationalité, ne peut donc que sensibiliser et motiver les États. Il a adopté le principe de la géométrie variable afin de ne pas aligner ses résultats sur l'Etat qui avance le moins vite. Quand deux pays sont très dynamiques dans une démarche, il est important de ne pas les retarder parce qu'un autre hésite.



Les bailleurs de fonds ont fait de nombreuses études générant de nombreuses recommandations qui ne se sont jamais traduites en évolution de politiques. La concrétisation des recommandations issues d'un travail d'identification des contraintes aux échanges (par exemple les taxes sauvages) est toujours difficile. La réunion s'est interrogée sur les modalités utilisées par le CILSS:

- Le CILSS n'ayant pas de supranationalité, ne peut rien imposer aux États. Il s'appuie sur le relais FERAP pour mettre en oeuvre les recommandations. Celui-ci, multidisciplinaire et multisectoriel, doit constituer des groupes de pression pour inciter le gouvernement à réduire les entraves identifiées.
- Par ailleurs, une synergie entre les niveaux national et régional permet une meilleure sensibilisation sur les entraves.
- Le CILSS a également la possibilité de transmettre un dossier au niveau des instances de l'UEMOA ou de l'UDEAC qui sont des OIG dotées de la supranationalité, et donc en mesure d'imposer des directives à leurs États membres.

La discussion s'est portée sur la capacité de la partie nationale à remplir la grille si des chercheurs n'y étaient pas associés.

- Le principe adopté par le CILSS est que la grille doit rester simple pour être maîtrisable et remplie par tous les États. Elle doit donc être à la portée des responsables des administrations qui suivent l'évolution des filières. La complexification ne pourra venir que progressivement, chaque fois qu'une étape sera parfaitement maîtrisée par les différents participants.
- L'utilisation des résultats de la grille est surtout régionale. Elle permet à chaque pays de se situer, lors de la conception de ses propres politiques par rapports aux autres États:
  - ❖ quelles sont les mesures adoptées dans les États voisins;
  - ❖ quelles sont les tendances générales sur les différentes filières;
  - ❖ comment évoluent ces tendances.

### *(3) Relais FERAP*

#### (a) Administration

- Ministère du Développement Rural
  - ♦ DPPASA
  - ♦ Cellule Technique de Suivi
  - ♦ Office National du Développement Rural
  - ♦ Direction de la Recherche et de la Technologie Agricole
- Ministère de l'Élevage
  - ♦ Direction de l'Élevage et des Ressources Animales
- Ministère du Plan et de la Coopération
  - ♦ Direction de la Coopération
  - ♦ Direction de la Planification
- Ministère des Finances
  - ♦ Direction des échanges Extérieurs
  - ♦ Direction des Douanes
  - ♦ Banque Centrale
- Ministère du Commerce et de la Promotion Industrielle
  - ♦ Direction du Commerce
  - ♦ Direction des Études et du Développement Économiques
- Ministère de l'Environnement et du Tourisme

- ♦ Direction des Pêches
- Ministère des Affaires Étrangères
  - ♦ Direction de la Coopération Internationale
- Ministère de l'Intérieur
  - ♦ Direction de l'Intérieur

(b) Société civile

- Chambre de commerce, des industries, des mines, de l'agriculture et de l'Artisanat
- Associations de Femmes Commerçantes
- Association des Éleveurs
- Association des pêcheurs
- ONG<sup>151</sup>
- Réseau de l'entreprise

*(4) Noyau restreint*

- DPPASA
- CTS
- Banque Centrale
- Direction du commerce
- Chambre de commerce, des industries, de l'agriculture, des mines et de l'Artisanat
- Direction des Études et du Développement Économiques du Ministère du Commerce et de la Promotion Industrielle

*(5) animateur*

La Division de la Commercialisation et de la Promotion des Produits Agricoles de la DPPASA a été retenue comme animateur.

## **7. Mise En Place Du Groupe De Travail Sécurité Alimentaire**

Le groupe de travail Sécurité Alimentaire sera bâti sur le même modèle que dans les autres pays.

## **8. Conclusion Générale**

Le Conseiller en sécurité alimentaire du CILSS a félicité et remercié les responsables tchadiens pour l'organisation des réunions, et l'intérêt porté par les participants aux objectifs du CILSS. Il a rappelé que le petit noyau de personnes informées sur ces projets doit vulgariser le message aux autres personnes concernées qui n'ont pu participer.

---

151

A identifier

## V. CONCLUSIONS

### A. Remarques générales

Cette mission s'est avérée utile à plus d'un titre:

- elle a permis aux composantes nationales des différents projets de se rencontrer, de faire connaissance, de connaître les diverses activités et de discuter entre elles. Elle a également permis de trouver certains points de complémentarité entre les composantes nationales. Les échanges d'informations ont parfois été formalisés (par exemple, au Mali, il a été décidé que le relais PROCELOS intégrerait une personne du FERAP et réciproquement);
- elle a permis de discuter des activités nationales de chacun des projets et de lancer certaines d'entre-elles;
- elle a permis de discuter de la constitution du groupe de travail Sécurité Alimentaire et de le mettre en place. Pour la première fois, les articulations de fonctionnement ont été réfléchies avec les différentes composantes nationales;
- elle a permis de développer une image cohérente du travail du CILSS au sein des États. Le programme était présenté dans son ensemble aux différents partenaires et aux services de l'État avec lequel le CILSS collabore;
- Ayant fait la mission en commun, et connaissant les interlocuteurs nationaux des différentes activités, elle a permis de développer les capacités d'appuis mutuels des différents chefs de projets. Les chefs de projets sont maintenant à même de présenter d'autres projets que le leur, et de vérifier leur état d'avancement. Ceci peut permettre d'économiser des déplacements, sachant qu'une intervention courte dans un État pourra être faite dans le cadre d'une mission d'un autre projet;
- elle a permis de donner une image plus cohérente du CILSS au niveau des bailleurs de fonds;
- elle a permis de niveler l'information sur l'ensemble des projets;
- elle a permis de mieux connaître les différentes activités menées par les pays dans les domaines de compétence du CILSS et de centraliser cette information qui est extrêmement dispersée. Il est nécessaire de trouver un mécanisme pour la valoriser;
- elle a permis de renforcer les CONACILSS;
- niveau de l'équipe, elle a permis également de renforcer les relations humaines d'une équipe se construisant par les expériences vécues ensemble

Il faudra cependant que les rencontres avec les structures et les personnes en dehors de ces réunions soient mieux préparées ou se fassent autant que possible ensemble pour niveler l'information au sein du groupe et être plus exhaustif auprès des interlocuteurs.

## **B. Conclusions thématiques**

### **1. FERAP**

#### ***a) Mise en place de la grille de suivi des politiques;***

La mission a permis de présenter la grille aux interlocuteurs nationaux. D'une manière générale, elle a reçu une bonne appréciation, et des remarques utiles ont pu être collectées. Il a été proposé notamment:

- de reprendre la nomenclature des douanes pour le classement des filières, car elle est utilisée internationalement et permettrait ainsi aux utilisateurs de remplir plus facilement la grille et de mieux l'utiliser;
- d'ajouter certaines filières (notamment la pêche pour le Cap-Vert, le Sénégal, la Gambie et la Guinée Bissau), d'en regrouper d'autres;
- de regrouper certains indicateurs pour simplifier le remplissage;
- d'utiliser une nomenclature d'indicateurs différente pour les intrants non agricoles, car ceux proposés permettent très difficilement de prendre en compte les éléments de l'environnement économiques des filières.

La mission a également permis de déterminer précisément les personnes responsables du remplissage dans chaque Etats-membres, et recueillir des engagements de chacun des États en matière d'agenda dans le temps.

#### ***b) Concertation sur la dimension régionale des PASA***

La mission a permis de présenter l'exercice auprès des partenaires nationaux. Elle a permis également de collecter les documents relatifs aux PASA ou aux exercices d'ajustement dans les différents pays visités. A la suite de nombreuses remarques formulées dans différents États, il a été proposé d'organiser un premier atelier national dès la fin de l'étude théorique, ce afin de définir conjointement les termes de référence des études de cas.

#### ***c) Réduction des entraves aux échanges***

La mission a permis de mettre en place les relais qui vont travailler sur ces thèmes, de mettre en cohérence les cadres de concertation qui existaient entre les différentes filières, et d'identifier les activités spécifiques à mener dans un avenir proche dans les différents couloirs.

#### ***d) Étude sur les filières agro-alimentaires.***

La mission a permis de présenter l'objet et les objectifs de l'étude sur le secteur agro-alimentaire conduite conjointement par le FERAP et le PRORES. Elle a confirmé le lancement des études dès l'arrivée des fonds.

#### ***e) Observatoire des échanges avec le Nigeria***

La mission a permis de discuter au Tchad des activités à mener en 1996:

- identifier les correspondants locaux aptes à produire l'information nécessaire au fonctionnement régulier de l'observatoire au niveau national;
- discuter des perspectives et élaborer un programme de travail;
- déterminer les conditions de ce fonctionnement;

- intégrer ces correspondants à l'équipe régionale et leur permettre de bénéficier de l'expérience acquise dans les autres pays.

### *f) Relais FERAP*

La mission a permis de mettre en place les relais FERAP dans les pays où ils n'existaient pas. Elle a également permis de renforcer ceux existants, de les redynamiser et de les mettre en synergie avec les relais des autres projets du programme majeur Sécurité Alimentaire.

## **2. PRORES**

La mission a été très opportune pour le démarrage des activités/études du projet. Elle a permis notamment de mieux faire connaître les résultats attendus en informant et en sensibilisant les groupes de travail sur la sécurité alimentaire.

Elle a permis de discuter des termes de référence des trois études au niveau des États et de donner plus de détails sur les profils et les tâches des consultants nationaux. Un premier lot de Curriculum Vitae a pu être collecté, qui sera complété. Des annonces ont été faites à la radio dans certains pays pour assurer une plus grande concurrence sur ces consultations.

Les États ont fait des propositions tendant à assurer une meilleure exécution des études. Dans certains cas, les relais et les points focaux du projet ont été identifiés avec les pays, et leurs rôles ont été précisés: Assurer le pilotage des trois études à engager, notamment fournir des propositions de CV pour les consultants à recruter, assurer le suivi des travaux et proposer d'éventuelles orientations au moment des étapes intermédiaires.

Les rapports des bilans diagnostics seront disponibles en fin juin début juillet 1996 (date limite). Ils seront validés techniquement par un atelier national commun aux trois études. Les amendements de cet atelier permettront de finaliser les documents qui ainsi:

- ♦ alimenteront la version 1 des dossiers Sahel 21 et Transformation de l'agriculture;
- ♦ serviront d'inputs pour l'atelier régional afin d'approfondir la réflexion aux niveaux national et régional.

## **3. PROCELOS**

La mission a permis d'informer largement sur le programme issu du comité de pilotage et de faire le point avec les organes nationaux fonctionnels au Mali, au Sénégal et au Burkina Faso.

La mise en oeuvre des conclusions du comité de pilotage a bien démarré, et les programmes des projets sont conformes aux orientations nouvelles.

Dans les pays où il n'est pas encore implanté<sup>152</sup>, le PROCELOS a suscité un vif intérêt de la part des structures et des personnes rencontrées qui souhaitent le voir développer des activités rapidement.

Dans ces derniers pays, de solides points d'ancrage des actions prévues dans le cadre de l'extension ont été identifiés. Les responsables ont proposé des actions concrètes d'appui à l'effort de la valorisation et de transformation des produits locaux.

Malgré la faiblesse des moyens disponibles, il sera possible de mener des actions concrètes au cours de la présente phase du projet, d'autant plus que des moyens additionnels pourraient être trouvés localement avec l'appui de la coordination régionale. Il est donc probable que le projet

152

Cap-Vert, Gambie, Guinée Bissau, Mauritanie, Niger et Tchad



soit étendu à un rythme plus rapide que celui prévu par le comité de pilotage. Mais cette implantation dans les nouveaux pays se focalisera d'abord sur l'appui aux structures nationales mises en place par les États qui travaillent dans ce domaine.

#### **4. PREGEC**

La mission a permis d'expliquer la raison du non démarrage du projet et la nécessité de le rendre plus bancable et acceptable par les décideurs politiques (états, bailleurs de fonds, ...).

Elle a permis d'identifier, dans chaque pays, les différentes structures impliquées dans la prévention et la gestion des crises alimentaires. Un premier inventaire des activités qu'elles réalisent, de leurs points forts et de leurs points faibles, a permis de donner des éléments pertinents pour la rédaction de la première ébauche des termes de référence des consultations nationales.

Ces dernières auront pour objectifs d'analyser plus en profondeur les systèmes nationaux, leurs missions, leurs activités, leur fonctionnalité, et de déterminer plus précisément les besoins d'appui régional des États en matière de prévention et de gestion des crises alimentaires.

La phase intérimaire actuelle prévoit le recrutement d'un consultant régional qui assistera les consultants nationaux. L'étude PREGEC sera donc menée aux niveaux régional et national. Les différents résultats issus seront amendés par des ateliers de validation technique nationaux et un atelier régional. Celui-ci permettra de mieux structurer le projet régional et de mieux apprécier les rôles respectifs des niveaux régional et nationaux dans la prévention et la gestion des crises.

Ainsi, ce projet pourrait compléter l'action du réseau de prévention des crises. Après chaque campagne, une concertation permettrait de définir les mesures à prendre au niveau de chaque pays et au niveau régional.

La mission a également permis d'identifier dans chaque pays les relais pour le projet qui seront chargés de coordonner ses activités au niveau national.

#### **5. Sahel 21 / Transformations de l'agriculture**

La mission a permis:

- de mettre en place les comités nationaux de pilotage de l'exercice et leurs secrétariats restreint de coordination et d'animation.
- de définir avec chacun des États un programme d'urgence, assortit d'un chronogramme précis. Les échéances sont maintenant claires à la fois pour le CILSS et pour ses Etats-membres.
- d'identifier plus précisément les exercices de prospectives et de réflexions déjà menés dans les États.

Les modalités de financement ont pu être précisées: le CILSS n'apporte pas d'argent frais pour cet exercice. Ce sont les équipes nationales qui préparent une proposition, incluant le plus de synergies possibles avec les autres exercices de réflexion. Néanmoins, le CILSS et le Club du Sahel ont confiance dans la possibilité de trouver des financements locaux, car la plupart des représentants des sièges des agences de coopération ont exprimé leur intérêt pour l'exercice, et ont promis qu'ils appuieraient les demandes pertinentes qui leur seraient soumises via leurs agences locales.

Par un large débat, des éclaircissements ont pu être apportés sur l'exercice de réflexion prospective tant auprès des participants nationaux que des partenaires au développement.

## **6. Mise en place du groupe de travail Sécurité Alimentaire**

Dans chacun des pays, une cohérence a été recherchée entre les différents correspondants nationaux des projets. Le groupe de travail Sécurité Alimentaire est constitué des différents relais des projets. Le programme majeur Sécurité Alimentaire peut maintenant s'appuyer sur des structures clairement identifiées pour la réalisation de ses activités.

### **C. Perspectives d'amélioration**

Il serait souhaitable de systématiser ce type de missions, qu'elles soient effectuées tous les ans après les comités de pilotage afin d'appuyer le lancement des activités et d'informer sur les conclusions du comité.

Ce type de missions peut paraître coûteux à première vue. Toutefois, si elles sont intégrées dans les programmes d'activités des projets et qu'elles permettent simultanément de réaliser la première visite des responsables des projets dans les Etats-membres après le comité de pilotage, elles ne représenteront en surcoût que les quelques deux jours de travail en commun dans chaque Etat. Cela signifie qu'il faudrait prévoir dans chaque pays deux jours pour la mission circulaire et deux à trois jours supplémentaires pour les activités spécifiques des projets.

Il serait souhaitable à l'avenir de programmer la mission plus tôt afin d'envoyer les documents suffisamment à temps pour que les Etats-membres aient le temps de se préparer.

Il pourrait également être utile de médiatiser davantage le passage de la mission, de manière à informer plus largement les populations des pays visités.

Enfin, il est souhaitable que le Club du Sahel participe à la mission pendant toute sa durée.

Il pourrait même être organisée une mission de ce type en fin d'année (avant le comité de pilotage) afin d'évaluer le travail réalisé par les différentes composantes des projets (vérifier la réalisation des engagements nationaux pour la réalisation des projets, le CILSS ne pouvant présenter des résultats positifs si les Etats-membres ne participent pas ou incomplètement aux activités). La période de novembre 1996 serait appropriée.

## Annexe 1: Composition de la mission

			Mali	Cap-Vert	Sénégal	Gambie	Mauritanie	Guinée Bissau	Niger	Burkina Faso	Tchad
<b>Début</b> 13 mars 1996			13-mar	18-mar	21-mar	27-mar	30-mar	08-avr	24-avr	02-mai	06-mai
<b>Fin</b> 9 mai 1996			15-mar	20-mar	26-mar	29-mar	04-avr	11-avr	26-avr	03-mai	09-mai
<b>MBODJ</b>	<b>Yamar</b>	Conseiller en sécurité alimentaire									
<b>KAMARA</b>	<b>Oumar</b>	Chef projet PRORES									
<b>COULIBALY</b>	<b>Dramane</b>	Chef projet FERAP									
<b>DIOUF</b>	<b>Mamadou</b>	Chef projet PROCELOS									
<b>SIDIBE</b>	<b>Seydou</b>	Assistant technique USAID									
<b>REID</b>	<b>Stephen</b>	Assistant technique USAID									
<b>DAUPLAIS</b>	<b>Thierry</b>	Assistant technique France									
<b>LEWIS</b>	<b>Chantal</b>	Asistante technique ACDI									
<b>BROUWER</b>	<b>Barbara</b>	Conseiller Club du Sahel									
<b>PRADELLE</b>	<b>Jean Marc</b>	Conseiller Club du Sahel									
<b>SNRECH</b>	<b>Serge</b>	Consultant Club du Sahel									
<b>BOSSARD</b>	<b>Laurent</b>	Consultant Club du Sahel									